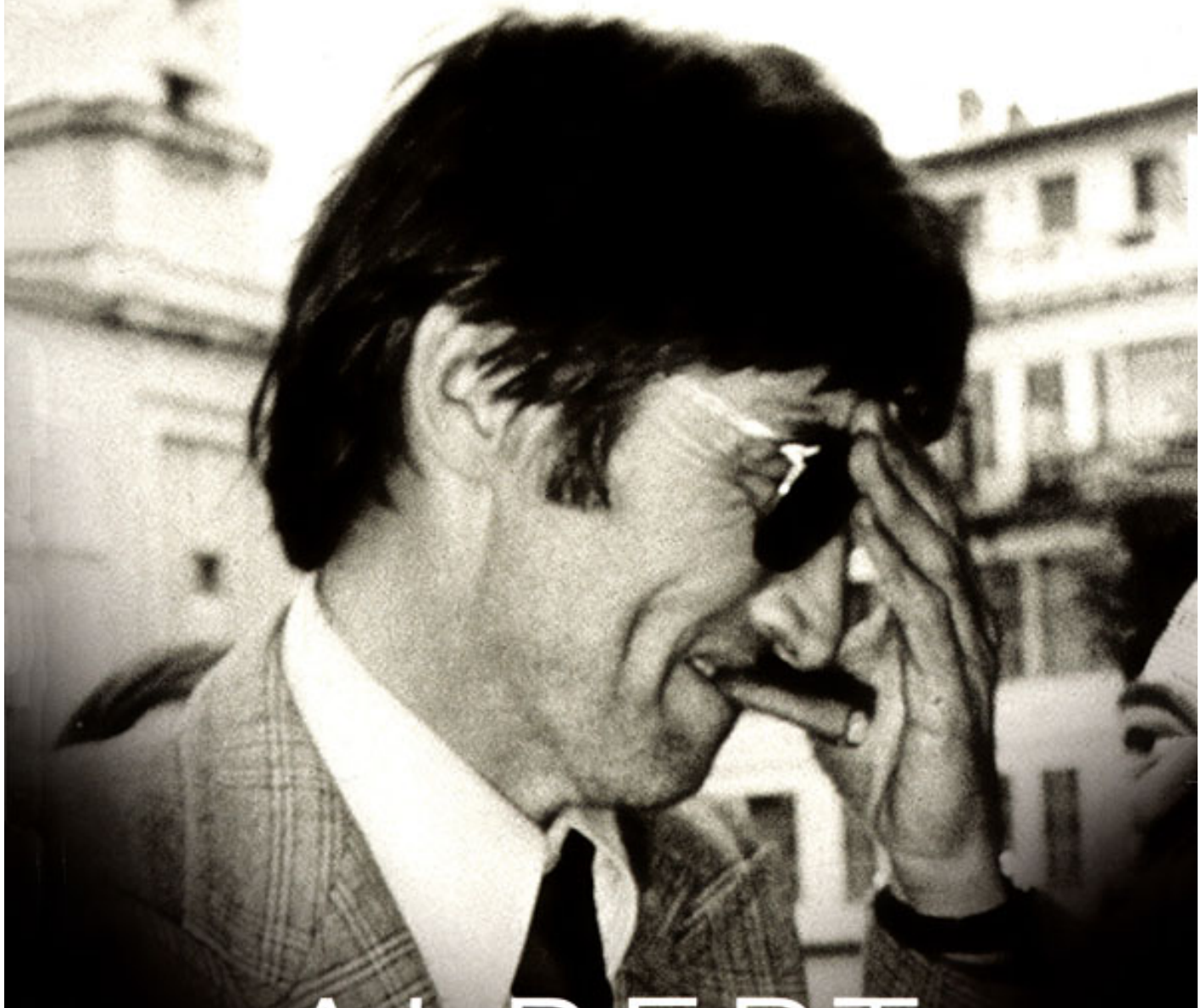
CHRISTOPHE HONDELATTE



# ALBERT SPAGGIARI

## LE CASSE DU SIÈCLE

« Ni armes, ni violence et sans haine »

Michel LAFON

CHRISTOPHE HONDELATTE
présente

# ALBERT SPAGGIARI, LE CASSE DU SIÈCLE

## « Ni armes, ni violence et sans haine »

*Avec la collaboration de*
*Laurent Hakim et François Cote*

Michel LAFON

Du même auteur,
dans la même collection

*La Josacine empoisonnée*, Éd. Michel Lafon, 2005
*L'Assassinat du petit Grégory*, Ed. Michel Lafon, 2005
*Simone Weber, la diabolique de Nancy*, Éd. Michel Lafon, 2005
*L'Enlèvement du baron Empain*, Éd. Michel Lafon, 2006

Pour des raisons juridiques,
quelques noms et prénoms ont été modifiés.

*Tous droits de traduction, d'adaptation*
*et de reproduction réservés pour tous pays*

© Éditions Michel Lafon, 2007
7-13, boulevard Paul-Émile-Victor – Île de la Jatte,
92521 Neuilly-sur-Seine Cedex
www.michel-lafon.com

# PREMIÈRE PARTIE

# L'ENQUÊTE

1

# LA DÉCOUVERTE DU CASSE

*Lundi 19 juillet 1976, jour de la Saint-Arsène, 8 heures.*

La ville de Nice se réveille dans une atmosphère tiède et humide. De violents orages ont éclaté la veille en fin d'après-midi, puis dans la nuit. La pluie a surpris les fêtards qui célébraient la clôture de la Grande Parade du Jazz.

Le maire de la ville, Jacques Médecin, par ailleurs président du conseil général des Alpes-Maritimes et secrétaire d'État au Tourisme du gouvernement de Jacques Chirac, n'est pas encore à son bureau. Dans les bistrots proches de la mairie, ça discute ferme autour du petit noir. Les municipales n'auront lieu qu'au printemps 1977, mais le travail de terrain ne connaît pas de pause estivale. Le maire n'envisage même pas l'hypothèse d'un ballottage. Affronter face à face un adversaire « socialo-communiste » ou gaulliste, quelle offense ! Chez les Médecin, on balaie devant sa porte et au premier tour. La famille tient la ville depuis 1928, l'année où le père de l'actuel premier magistrat s'est fait élire à la tête du conseil municipal. Une artère de la ville porte son nom, l'avenue Jean-Médecin.

Au numéro 8 de cet axe perpendiculaire à la promenade des Anglais, juste en face des Galeries Lafayette, siège la principale agence niçoise de la Société Générale.

*8 h 30*

Dans la banque, c'est l'heure de l'ouverture de la chambre forte. Selon un cérémonial immuable, deux agents rallient le sous-sol, pas mécontents ce matin-là d'y trouver un peu de fraîcheur. La journée

s'annonce chaude selon les bulletins météorologiques. Les employés débouclent une première grille puis chacun d'eux extrait de sa poche une clé plate de marque Fichet-Bauche et l'introduit dans les serrures jumelles de la porte blindée qui barre l'accès à la salle des coffres. Ils échangent machinalement un regard blasé avant de manœuvrer les volants d'ouverture du lourd battant blindé. Leurs gestes sont parfaitement synchronisés. Ils assurent leur prise et s'apprêtent à faire pivoter sur ses gonds l'épaisse porte. Mais rien ne vient. Regards agacés. Un manque de synchronisation dans le mouvement, sans doute. Les préposés à l'ouverture des coffres changent chaque semaine selon un roulement devenu routinier, mais tous connaissent au quart de poil le plus infime cliquètement de la volumineuse mécanique. On recommence tout, sans s'énerver : l'introduction des clés, les quarts de tour à droite et à gauche ; la traction conjuguée. Rien à faire.

Des clients matinaux patientent dans l'escalier, sans agressivité. Ils ont déjà en main la clé du coffre de famille, simple (vingt centimètres sur trente) ou double (deux fois plus grand, comme on peut s'en douter). Dissimulant leur irritation, les deux contrôleurs lâchent quelques phrases rassurantes aux déposants et montent prévenir leur hiérarchie, qui avertit le directeur :

— Vous avez essayé plusieurs fois ?

— Oui, monsieur le directeur, plusieurs fois. Mais qu'est-ce qu'on fait, là, tout de suite ? Il y a des clients qui attendent…

Les usagers, qui font contre mauvaise fortune bon cœur, sont poliment évacués.

— Repassez plus tard dans l'après-midi, il n'y a pas de problème, assurent les préposés, contre toute évidence.

Les locataires des coffres obtempèrent, grognons mais sans plus. Au moins, on n'entre pas dans la chambre forte comme dans un moulin. Le directeur appelle immédiatement la vénérable maison Fichet-Bauche.

Les experts serruriers déboulent à la Société Générale toutes affaires cessantes. Les pneus de leur camionnette de service fument encore tandis qu'ils livrent leur diagnostic brut de décoffrage (si l'on peut dire).

— De ce côté, le mécanisme fonctionne. Il y quelque chose qui bloque les pênes de la porte *sur sa face intérieure*.

Le directeur s'efforce de ne pas sortir de ses gonds, comportement de circonstance. Il fait dégager les curieux qui passent une tête pour avoir des nouvelles. Ouste ! Tout le monde au boulot ! Il n'y a rien à voir ! Et interdiction d'évoquer le problème, que ce soit avec la clientèle ou avec les employés qui – on peut toujours rêver – ne sont pas encore au courant de l'incident.

Au sous-sol, on s'accorde. La seule solution, c'est de percer le mur : trente centimètres de béton. Des employés plus calés en maçonnerie que leurs collègues sont discrètement réquisitionnés. Le travail de forage commence, à la perceuse, au burin et à la masse. À plusieurs reprises, un fou rire nerveux gagne la petite équipe de cadres et d'employés de la banque qui assiste à la manœuvre.

Un peu avant 15 heures, le mur de la chambre forte présente un fort bel orifice de soixante centimètres de diamètre. À grand-peine, un employé de la banque et un chef de service se glissent à l'intérieur du sanctuaire. Ils traversent la première salle, puis la deuxième. Il règne un désordre indescriptible. Le sol est jonché d'objets et de documents, sur plusieurs centimètres d'épaisseur. Les portes des coffres pendent de leurs gonds. Une fumée noire obscurcit l'atmosphère.

— On a été cambriolés !

— Ils ont dû se laisser enfermer dans la salle des coffres, vendredi soir.

— Et s'ils sont toujours là ? Ils vont nous braquer !

Prestement, les deux hommes rebroussent chemin et rejoignent leurs collègues par le trou pratiqué dans le mur. Le directeur est informé de la situation.

— Allez chercher les armes des caissiers, au cas où ils tenteraient une sortie ! ordonne-t-il.

— C'est impossible, monsieur le directeur. Les pistolets sont dans la salle des coffres, répond timidement un employé.

Le directeur décroche son téléphone et alerte la police. L'appel parvient au commissaire Albertin, dont le bureau n'est qu'à quelques centaines de mètres de là, avenue du Maréchal-Foch. Dix minutes plus tard, le commissaire a rallié la banque, accompagné de deux inspecteurs. Lecoq, le plus mince de ses adjoints, tombe la veste et s'engouffre dans le trou.

— Tu ne joues pas au cow-boy, hein ? met en garde son boss.

Lecoq grogne. Il vient d'accrocher son pantalon. Il ressort de l'ouverture pratiquée dans le mur, se débarrasse du vêtement déchiré et pénètre à nouveau dans la salle, en slip, calibre en main. Joli tableau.

Il progresse prudemment en se planquant derrière les meubles, au cas où les voyous coincés dans les sous-sols l'attendraient le pied ferme et la main armée. Mais il n'y a plus personne dans la chambre forte. Dans la dernière pièce, à un mètre quatre-vingts du sol, derrière une énorme armoire métallique dont le coin supérieur est écarté du mur par un vérin et des cales en bois, l'inspecteur découvre un gros trou, l'embouchure d'un tunnel.

— Hé ho, Lecoq ! Que se passe-t-il ? appelle le commissaire.

Le policier rengaine son flingue et va rendre compte de ce qu'il a vu.

— C'est un casse. Ils ont tout retourné, il y en a partout. Ils sont passés par les sous-sols.

Cette fois, fini la discrétion. Tous les services de police sont mobilisés : la sûreté urbaine, le service régional de police judiciaire de Nice, dont le directeur, Albert Mourey, est parti en vacances au bord du loch Ness, à la recherche du monstre surgi des profondeurs. S'il avait su…

Son adjoint le fait prévenir, en sa lointaine Écosse, et file à la Société Générale.

Les techniciens de chez Fichet-Bauche sont chargés de déverrouiller la monumentale porte blindée, dont les pênes ont été méthodiquement soudés par les casseurs, sans doute pour protéger leurs opérations et retarder la découverte du cambriolage. De la belle ouvrage, se disent les deux techniciens, peu habitués à ouvrir des portes blindées depuis leur face interne.

La chambre en sous-sol de la Société Générale est composée de plusieurs divisions : la réserve de la banque qui renferme des lingots d'or et des devises, le compartiment de « remise week-end », également appelé « Trésor de nuit », dans lequel les commerçants déposent leur recette les jours de fermeture, grâce à un système de trappe. Les portes de ces deux coffres ont été arrachées et leur contenu dévalisé jusqu'au dernier sou. La caisse alimentant les

distributeurs automatiques de billets a été également fracturée et pillée.

Dans les salles dévolues aux coffres des particuliers, le spectacle est apocalyptique : plusieurs dizaines de coffres individuels ont été violés (on en recensera trois cent dix-sept sur les quatre mille que compte la succursale). Leur contenu a été déversé à la va-vite sur le sol dallé de plastique, avant soustraction des effets de valeur.

Les équipes de police prennent des photos et couchent sur le papier leurs premières constatations. Dans un tel foutoir, leur travail se résume à séparer ce qui semble provenir des coffres et les objets oubliés ou délibérément abandonnés par les malfaiteurs. Et il y a du boulot. Par terre gisent des bons du Trésor, des coupons d'emprunts (du Pinay, du Giscard, des Chemins de fer russes…), des chèques, des reconnaissances de dettes, des testaments, des contrats de mariage et tous les types de documents privés imaginables. Certains sont plus privés que d'autres : au hasard des coffres, les truands ont mis la main sur des photos pornographiques de style « amateur ». Ils les ont regroupées et placardées sur un mur, en un plaisant pêle-mêle plus ou moins représentatif de la société niçoise. Les enquêteurs décrochent et archivent en priorité ces clichés licencieux. Cela perturbe la concentration et on ne sait jamais sur quoi ou sur qui l'on peut tomber.

Pour compliquer la tâche des flics, les casseurs ont déversé sur les documents abandonnés quelques litres d'excréments. Ils en ont également rempli une soupière et de grosses pièces d'argenterie dénichées dans les coffres.

Les policiers repèrent sur le sol des dizaines de bijoux, dispersés autour d'une petite table installée dans un coin de la pièce. Les casseurs ont eu recours aux services d'un expert qui a fait un tri et rejeté la verroterie.

Sous un tas de papiers, un enquêteur découvre une épaisse liasse de billets de 500 francs. De beaux Pascal épargnés par les malveillantes déjections des cambrioleurs. Cinq millions de centimes, comme on dit à l'époque.

Les documents et des objets tirés des coffres sont regroupés dans des sacs-poubelles, puis stockés dans les étages de la banque, sous bonne surveillance.

Les casseurs ont volontairement laissé des traces. Il y a tout d'abord une inscription devenue légendaire. Quelques mots griffonnés sur un tableau situé juste en face de la porte d'entrée : « ni armes, ni violence et sans haine ». La formule est agrémentée d'une sorte de sigle de la paix, la patte de colombe inscrite dans un cercle. Comprenne qui pourra. La devise est devenue tellement mythique qu'il y a un doute sur son libellé exact. Il en existe une reproduction sous forme de cliché, qui reprend ces termes. Mais la formule le plus souvent évoquée est plus cohérente quant à la syntaxe et plus facile à retenir : « sans haine, sans violence et sans armes ». Même le cerveau du casse introduira le doute : c'est cette dernière version qu'il reproduira, un an et demi plus tard, dans son récit romancé du fric-frac, *Les Égouts du paradis*. Mais n'anticipons pas.

Dans la salle des coffres, les enquêteurs découvrent des reliefs de repas (des boîtes de conserve, des emballages de charcuterie, de fromage, des paquets de biscuits), du (mauvais) vin, des réchauds de camping, des mégots de cigarettes et de cigares, des bouteilles d'eau minérale étêtées et remplies d'urine. Tous les objets sont emballés et archivés par les policiers, en prévision des relevés d'empreintes digitales et des analyses.

Dans le grand boxon, les limiers de la police scientifique recueillent aussi des denrées moins compatibles avec le dispositif de bivouac installé par les cambrioleurs : des paquets de riz, de sucre, de lentilles. Ils comprendront plus tard : ce sont des stocks consignés par des clients prévoyants, ceux qui ont connu la disette. Certains compartiments renfermaient aussi des bouteilles d'alcool entamées depuis un certain temps, le genre de document que l'on peut venir consulter discrètement, en sortant du bureau, sans encourir les récriminations de bobonne.

Les flics découvrent également de nombreuses paires de gants. Mauvais présage quant à la présence d'empreintes. Il y a enfin un petit aspirateur, un étui à lunettes siglé à l'enseigne d'un opticien d'Aix-en-Provence et quelques outils qui, grâce à leurs références et numéros de série, pourront peut-être « parler ».

Pendant ce temps-là, à l'extérieur de la banque, les policiers pénètrent dans les égouts par la bouche située à l'angle des rues de l'Hôtel-des-Postes et Gustave-Deloye, qui longent la banque. Ce qu'ils découvrent les laisse bouche bée : un tunnel a été creusé depuis la galerie des égouts jusque dans la salle des coffres, sur une longueur de huit mètres. Il traverse différentes couches géologiques : du rocher, de l'argile, du « poudingue » (de l'anglais *pudding*, mélange de graviers et de galets cimenté par du calcaire), puis le mur de l'immeuble (de la bonne vieille pierre) et le béton de la chambre forte.

C'est du travail de forçats. Le boyau mesure environ quatre-vingts centimètres de côté. Il est étayé et maçonné selon les règles de l'art. Le sol est recouvert de moquette.

Appelés à la rescousse pour les investigations, des égoutiers confirment les impressions des enquêteurs.

— Ils ont dû mettre un moment pour creuser ça, confie aux flics l'un des techniciens.

— Combien de temps ?

— Au moins plusieurs semaines. Regardez le coude que fait le tunnel, ici. Cela veut dire qu'ils ont contourné ce bout de rocher. C'est un sacré boulot.

Les policiers échangent un regard entendu. Cela signifie que des patrouilles sont forcément passées au-dessus des cambrioleurs sans rien remarquer.

— Comment ont-ils travaillé ? Au marteau-piqueur ? questionne un policier.

— Non, c'est impossible. Il n'y a pas assez de recul et ils auraient risqué des éboulements. Ils ont dû utiliser des pics et des marteaux. Je n'aurais pas aimé être à leur place.

En parcourant le collecteur dans lequel débouche le tunnel, les égoutiers repèrent un fil électrique qui court le long d'une paroi.

« Mon collègue l'a saisi et il s'est pris un peu de jus, raconte Raymond Testa, le responsable du service d'assainissement de la ville de Nice. Heureusement qu'on avait des bottes en caoutchouc. J'ai suivi le fil et je suis arrivé jusqu'au parking de la place Masséna. »

Le fil, dont les sections sont raccordées à l'aide de dominos et de chatterton, est fixé aux murs des galeries à intervalles réguliers par des cavaliers, sur une longueur de cinq cents mètres, jusqu'à un local

technique du parking en cours de construction. La rallonge est raccordée à une applique d'éclairage. Dans le jargon des électriciens, on appelle ça un prolongateur de fortune.

Les cambrioleurs sont venus avec de l'équipement lourd. Dans le tunnel et dans les galeries environnantes, les policiers retrouvent un stock de matériel impressionnant : une trentaine de bonbonnes d'oxygène et d'acétylène alimentant quatre chalumeaux, des vérins, des crics, trois perceuses, des masses, des pelles, des dizaines de burins et de barres à mine, des cuissardes, des torches, des piles, des gants, un aérateur et son conduit d'évacuation flexible long de plusieurs mètres, des imperméables, des réchauds de camping, des canots pneumatiques… On se croirait au rayon bricolage-loisirs-plein air d'un grand magasin.

Les flics suivent l'itinéraire d'évacuation des casseurs : le tunnel venant de la banque débouche sous la rue Gustave-Deloye dans un collecteur d'égout. Se dirigeant vers la mer, les malfaiteurs ont suivi les conduits correspondant aux tracés des rues Sacha-Guitry, Gioffredo et Chauvain. Sur trois cents mètres, les malfrats ont dû progresser cassés en deux, dans un boyau haut de seulement un mètre vingt. Au niveau de l'avenue Félix-Faure, la galerie d'égout débouche dans le Paillon, un fleuve souterrain dont le cours traverse la ville d'est en ouest et rejoint la Méditerranée, cinq cents mètres plus loin, au pied de l'hôtel Méridien et du casino Ruhl. Son lit, large et pavé, est asséché, sauf en cas de crue. Une voiture peut aisément y circuler. D'après des traces de pneus toutes fraîches, une camionnette tout-terrain est venue recueillir les voleurs et leur butin. Le 4 x 4 a remonté le cours du fleuve souterrain vers l'est, jusqu'au palais des Expositions de Nice, à plus d'un kilomètre sept cents. Puis les malfaiteurs ont regagné les rues de la ville par la rampe d'accès aménagée derrière l'édifice.

Vers 17 heures, le directeur de la banque réunit les employés et martèle ses consignes :

— Certains d'entre vous sont peut-être déjà au courant, il y a eu un cambriolage dans la chambre forte. Tout le monde doit conserver

le secret le plus absolu. Rentrez chez vous et n'en parlez même pas à votre famille !

Quelques salariés regardent le bout de leurs chaussures.

La rumeur est déjà en train de fondre sur la baie des Anges comme la vérole sur le bas clergé : « On a cambriolé la Société Générale. » Informés, les journalistes locaux et les correspondants vérifient le tuyau. En fin d'après-midi, les radios révèlent l'information.

La France rigole, les locataires d'un coffre avenue Jean-Médecin s'abîment dans des océans d'angoisse. Quelques dizaines d'entre eux se pressent aux grilles de la banque, dont l'entrée est située à l'angle de l'avenue Jean-Médecin et de la rue de l'Hôtel-des-Postes. Ils entament le siège de l'agence. Les clients interpellent les policiers et les employés, crient leur colère et leur dépit. « On nous cache tout, on nous dit rien », hurlent-ils en substance et à juste titre.

La direction n'a pas grand-chose à leur révéler. Pas de communiqué, pas d'interview, aucun renseignement par téléphone. Si elle pouvait se carapater par un tunnel, elle le ferait. Il faut dire à sa décharge que la situation est coton. Quelques heures après la découverte du casse, les services de la banque connaissent les noms des victimes. Mais comment les aviser de leur infortune ? À partir de quels éléments se déroulera l'indemnisation ? Comment identifier les propriétaires de documents anonymes répandus dans les salles des coffres, et pour certains maculés d'excréments : papiers personnels ou confidentiels, titres au porteur, bons du Trésor, photos cochonnes ? Dix mètres cubes de paperasses attendent les experts. Excités par les bulletins d'informations des radios et des télévisions, tenaillés par la trouille, les clients se font de plus en plus nombreux devant la banque. Certains y passent la nuit. D'autres les rejoignent au matin du mardi. On trépigne, on vocifère, on invective et on conspue. Interrogée par une équipe de télévision, une dame BC-BG s'emporte :

— J'ai un coffre depuis quarante ans. Ils ont mon nom. J'ai le téléphone. Ils pouvaient me prévenir hier.

Le pillage fait la une des journaux : « audacieux fric-frac », « faramineux », « le "casse" du siècle ». La dernière formule fait mouche. Elle deviendra une sorte d'appellation d'origine contrôlée.

Une estimation est avancée quant au butin : environ cinquante millions de francs. Le chiffre variera peu par la suite[i].

Le surlendemain, mercredi 21 juillet, les services de la banque commencent à renseigner les déposants. Les trois cent dix-sept coffres individuels éventrés ont été choisis au hasard. Certaines armoires ont été totalement épargnées. Pour une part d'entre eux, les clients se voient ainsi signifier que leurs compartiments ne sont pas « en zone sinistrée ». Aux autres, ceux dont le coffre pourrait être concerné, on demande une déclaration sur l'honneur précisant la liste des objets et des documents déposés. Selon l'usage, la banque décide de laisser dans l'incertitude un certain nombre de clients, pour dissuader par avance les fraudeurs et autres sur-déclarants.

La procédure se soldera par quelques bizarreries : une demi-douzaine de titulaires de coffres ne fourniront pas d'inventaire, sans doute pour éviter d'admettre l'existence d'une fortune dissimulée au fisc, un secret de famille ou une liaison attestés par tel document. Quelques œuvres d'art abandonnées par les voleurs ne seront jamais réclamées. On ne sait pas ce que sont devenues les photos cochonnes.

Les indemnisations prendront plusieurs mois. Et il s'ensuivra quelques contestations et procès, en nombre très limité.

À Nice et dans toute la France, la sympathie du public irait plutôt aux casseurs qu'aux malheureuses victimes. Le maire de la ville, l'inénarrable Jacques Médecin, célèbre pour ses coups de gueule mais aussi pour ses gaffes, résume à merveille le sentiment général : « Chapeau ! » lance-t-il à propos du cambriolage, dans l'émission télévisée de Philippe Bouvard. Certains esprits chagrins s'offusquent de ce qu'un élu du peuple et ministre de la République se livre à l'apologie de malfaiteurs qui viennent de dévaliser ses concitoyens et administrés niçois.

La Société Générale tente de reprendre la main et de faire oublier une publicité largement diffusée avant l'été, qui lui attire tous les sarcasmes. Le slogan vaut son pesant d'or : « Toutes les banques vous proposent des coffres. Nous vous offrons Fort Knox », affirme en caractères gras la publicité. « Nos salles de conservation disposent d'installations automatiques ultra-perfectionnées de détection-vol et chaleur et de protection anti-incendie », est-il précisé plus loin.

En réalité, beaucoup d'agences de la Société Générale (comme celles d'autres compagnies bancaires) ne disposent d'aucun système

de détection des cambriolages de leurs chambres fortes par une intrusion depuis les sous-sols. Ce que l'on craint à l'époque, ce sont les attaques à main armée, les braquages. D'ailleurs, les compagnies d'assurances n'ont pas exigé de telles installations pour l'agence centrale de Nice. L'épaisseur des murs de fondation de l'immeuble et celle de la paroi de protection en béton de la salle des coffres leur ont paru amplement suffisantes.

Le 23 juillet, la Société Générale fait savoir qu'elle offre une prime d'un million de francs aux personnes qui fourniront un renseignement permettant d'arrêter les voleurs.

## 2

# LES DÉBUTS DE L'ENQUÊTE

L'énormité du butin et les conditions rocambolesques du cambriolage ont marqué les esprits. Le petit peuple niçois est en ébullition. Il bruit des rumeurs les plus extravagantes. « *Longui parlota fan li journada courti* », dit un proverbe local (les longues parlotes rendent les journées plus courtes). Et au comptoir, les conversations vont bon train. Le cerveau est un Niçois, c'est certain. Les Marseillais, on les aurait repérés à dix kilomètres, même dans les égouts. Et puis, pour organiser un coup comme ça, il faut en avoir dans le citron et pas seulement savoir jouer du calibre, comme les collègues de la Canebière.

Dans les bistrots du cours Saleya, on improvise des saynètes.

— C'est bon, j'avoue, le coup de la Générale, c'est moi.

— Mets ta tournée, alors, *couioun* !

— Tu ne me crois pas quand même pas assez fada pour flamber ma part comme un cave ?

— *Caga-en-braia* (froussard), *vaï* !

— Arrête, on va se faire attraper. *Patroun*, deux momies.

Et ils n'ont pas tort, les vantards, les « quarts-de-sel » et les cinquièmes couteaux des rades du Vieux-Nice. Les habitués qui mâchonnent la *socca*, la galette de pois chiches, les flics et leurs indics sont toutes oreilles dehors. Au cas où.

La prime d'un million promise par la Société Générale déchaîne le civisme du bon peuple, sur la Côte comme ailleurs. Les services de police de Nice reçoivent aussi des centaines d'appels et de courriers, souvent anonymes, donc sans but lucratif, qu'ils doivent prendre la peine de vérifier. Les corbeaux, les collègues rancuniers, les époux

trompés, les solitaires, les abrutis, les cinglés s'en donnent à cœur joie.

Les policiers affectés à l'enquête sont au nombre d'une trentaine. La police judiciaire locale a reçu des renforts de Marseille, mais aussi de Paris. Honoré Gévaudan, contrôleur général (le corps des hauts fonctionnaires de la police), grand flic, directeur adjoint de la police judiciaire, garde un œil sur le dossier depuis son bureau du ministère de l'Intérieur. Un œil attentif, surtout depuis que le sous-ministre Médecin a cru bon d'alimenter la polémique par ses habituelles bévues, maladroitement rattrapées par des rodomontades en cascade qui font la joie du *Canard enchaîné*.

Dès les premières réunions, dans l'immeuble de l'avenue Foch qui abrite les locaux de la PJ niçoise, le constat a été dressé : c'est un beau coup, avec du beau matériel et une belle logistique. Derrière tout ça, il y a des « beaux mecs ». Traduction : du gros poisson, des épées. La pègre niçoise n'est pas à la hauteur, les Marseillais ou les Parisiens sont dans le coup. Et les hypothèses se multiplient. En priorité, on prête aux riches, aux pointures à diminutif, aux cadors à sobriquet : Gaétan « Tany » Zampa, Francis « le Belge » Vanverberghe, Jacky « le Mat » (le fou) Imbert. Il y a aussi la piste italienne, plus improbable. Mais, si c'est le cas, on n'est pas au bout de nos peines, pensent les policiers.

Tandis que les flics se perdent en conjectures, un singulier ballet s'organise devant la banque. Des camions à benne viennent charger de drôles de marchandises : les compartiments fracturés de la salle des coffres. Les Niçois les regardent passer goguenards. Les estivants aussi qui, sortis de leurs meublés de location, se dirigent vers la plage, parasols et pliants sous le bras.

— Papa, c'est quoi, ces trucs dans le camion ? demande un gamin coiffé d'un bob multicolore.

— Des coffres-forts cassés.

— Pourquoi on les a cassés ?

— Ce sont des voleurs qui sont entrés dans la banque en creusant un tunnel. Ils ont ouvert les coffres pour prendre l'argent.

Des coffres-forts, des voleurs cheminant dans un tunnel à la manière de héros de bandes dessinées ! Émerveillés, les enfants se hissent sur la pointe des pieds pour mieux apercevoir les compartiments aux charnières découpées et aux portes distordues.

— Ils ont pris beaucoup d'argent ?

— Oui, beaucoup, soupire le papa en calculant le nombre d'années de salaire que représente le magot.

— Et des lingots d'or aussi ?

— Oui, aussi.

Mais si l'évacuation des débris attire les curieux, l'enquête de voisinage, elle, ne donne pas grand-chose. Durant le week-end, des habitants du quartier ont vu des égoutiers pénétrer dans le réseau sans se cacher. Ils opéraient avec du matériel et des techniques de pros : fourgonnette, barrières de sécurité, ouverture des plaques (les « tampons » ou « galettes » dans le jargon) au piolet, gestes assurés.

Certes, dès les premiers jours de l'enquête, les services d'assainissement de la ville ont livré des éléments qui agacent les policiers. Quelques semaines avant le casse, lors d'une tournée de routine le long du Paillon, des égoutiers avaient découvert un cric neuf et un ventilateur, mais ils ont tellement l'habitude de trouver des objets hétéroclites dans le lit du fleuve souterrain qu'ils n'avaient pas jugé bon de signaler ce détail. Trois mois plus tôt, alors qu'il remplaçait les échelons métalliques des bouches d'égout du quartier (ce qui aura permis aux malfaiteurs d'opérer dans des conditions de sécurité décentes), un technicien avait découvert sur une paroi du collecteur qui passe sous la rue Gustave-Deloye une marque circulaire tracée à la craie rouge : le contour du tunnel qui, plus tard, sera creusé par les cambrioleurs. Il ne manque pas de signaler l'anecdote à ses collègues… dès qu'il apprend la nouvelle du cambriolage.

Parmi les messages qui s'empilent sur les bureaux de la PJ, il y a un rapport des gendarmes d'une brigade opérant dans l'arrière-pays niçois.

« Dans l'armée on ne fait pas grand-chose, mais on le fait tôt et le matin », dit-on ironiquement des militaires. Les gendarmes sont un peu à part. Ils bossent tout le temps, ou plutôt à n'importe quelle heure, et se souviennent de la moindre anomalie constatée trois semaines ou un an plus tôt. C'est le métier qui veut ça.

Le 20 juillet, quelques minutes avant sa prise de service dans son unité de Plan-du-Var, le gendarme Gruau parcourt *Nice-Matin*. « Cambriolage hors série dans une banque de Nice », titre le quotidien, qui relate avec force détails le casse de l'avenue Jean-

Médecin : le percement du tunnel, la puissance de la logistique mise en œuvre. Patrick Gruau en oublie presque d'avaler son café. La veille au soir, il a appris la nouvelle par la radio, mais il n'a pas « percuté ». À la lecture des détails mentionnés dans le compte rendu, le gendarme est saisis d'un gros doute. Il se souvient de la mission qu'il a effectuée dix jours plus tôt, le 9 juillet.

Ce jour-là, un habitant de Castagniers-les-Pins, à dix kilomètres au nord de Nice, prévient la maréchaussée : une demi-douzaine d'individus louches rôdent dans son quartier, au volant de véhicules voyants immatriculés dans le Gard et les Bouches-du-Rhône. Leur point de chute serait la villa de vacances d'un industriel, certes lyonnais mais néanmoins honorablement connu dans le patelin. Un maçon du village, familier de la maison pour y avoir réalisé quelques travaux, est déjà allé aux nouvelles. Il s'est fait envoyer sur les roses, assez fermement, par plusieurs types qui semblent avoir élu domicile dans la maison. Patrick Gruau, accompagné d'un collègue, effectue sur-le-champ une première visite à Castagniers-les-Pins. La villa est déserte. Une Peugeot est remisée dans le garage. Les gendarmes relèvent son numéro.

Dans l'intervalle, le propriétaire de la demeure a fait savoir que nul n'était censé avoir accès à la villa, excepté un couple d'amis, commerçants à Nice, auxquels il a confié les clés et la surveillance de la maison.

Le soir même, le binôme retourne à Castagniers-les-Pins. Les portes de la villa sont toujours closes, mais cette fois-ci il y a du monde. Quatre hommes patientent sur la terrasse. À la vue de la camionnette bleue, ils échangent des regards inquiets. Tiens, voilà les emmerdes !

Le plus âgé des quatre s'avance vers les militaires. C'est un type dans la force de l'âge, avec de faux airs de Richard Burton et une sorte d'assurance naturelle, malgré l'incongruité de la situation. Mais le gendarme Gruau renifle le gars pas très net.

— Bonjour, messieurs. Pouvez-vous nous expliquer votre présence ici ?

— Nous attendons un ami qui doit nous faire visiter la villa. Nous cherchons une maison à louer.

— Nous avons eu le propriétaire au téléphone, réplique Patrick Gruau. Il nous a assuré qu'il n'avait jamais eu l'intention de louer sa maison.

Le lascar respire un coup, consulte ses amis du regard et explique, dans un sourire contrit :

— Bon, d'accord. Je vous ai raconté des craques. Raymond, un ami qui tient un restaurant à Cagnes-sur-Mer, doit nous apporter les clés pour une soirée sympathique en compagnie de… quelques demoiselles, si vous voyez ce que je veux dire.

— Il n'est pas propriétaire de la maison. Comment a-t-il les clés ?

— Nous, on n'en sait rien. On l'a croisé cet après-midi sur la plage. Il nous a dit qu'un ami niçois lui avait prêté la maison. En fait, c'est le Niçois qui doit avoir les clés. Écoutez, nous, tout ce qu'on veut, c'est faire la fête avec des filles tranquillement. S'il y a un problème, on laisse tomber et on s'en va.

— Votre histoire me paraît extrêmement embrouillée. Nous allons vérifier tout ça. Mais d'abord, donnez-moi vos identités.

Trois des hommes ont des papiers et les présentent à contrecœur : l'aîné s'appelle Dominique Poggi, cinquante ans, de Farinole, en Corse. Les autres se nomment Daniel Michelucci et Christian D., originaires de Marseille, tous âgés d'un peu plus de trente ans. Le dernier n'a pas de document d'identité sur lui. Il dit s'appeler Alain Pons.

À ce même instant, une Renault 5 amorce la montée de la rampe d'accès à la villa. Apercevant le gyrophare, le conducteur fait marche arrière en catastrophe et fiche le camp sur les chapeaux de roues. Les gendarmes n'ont même pas le temps de relever l'immatriculation. La voiture fonce dans le paisible lotissement, s'engage dans un autre cul-de-sac, une allée privée. Parvenu au fond de l'impasse, le conducteur effectue un splendide demi-tour en dérapage. La petite Renault file dans un jaillissement de graviers. Une riveraine qui prend l'apéritif sur sa terrasse note le numéro de l'excité du volant et le communique aux gendarmes.

L'épisode de la R5 attise un peu plus la curiosité de Gruau et de ses hommes, qui font remplir à Poggi une déclaration écrite résumant la situation. Les squatters soufflent un peu. Ils pensent qu'ils vont s'en sortir à peu de frais.

— Très bien, messieurs, ordonne Patrick Gruau, l'un d'entre vous monte avec nous. Les autres, prenez vos voitures et suivez-nous. Nous allons à Nice, chez l'ami de votre ami.

Poggi monte dans la voiture des gendarmes. Les trois autres libertins présumés s'organisent en convoi derrière eux, au volant de

leurs voitures, une Renault 17 et une Mercedes.

La troupe débarque chez le commerçant niçois, celui qui est censé détenir les clés de la maison, dont le propriétaire a fourni les coordonnées aux gendarmes. Il n'est pas chez lui, mais sa femme et ses enfants sont présents. Ils connaissent le restaurateur cagnois. Les gendarmes chargent le fils de la maîtresse de maison, un adolescent bougon, de convoquer par téléphone le fameux Raymond, le patron du Nautilus, à Cagnes-sur-Mer. Celui-ci se présente dans les minutes qui suivent, presque trop vite. Poggi et ses amis ont reçu des gendarmes l'ordre de rester cantonnés dans une pièce de la maison. Mais dès que Raymond passe la porte, Dominique Poggi fond sur lui, bousculant presque les militaires. Il lui donne l'accolade.

— Putain enfin, te voilà ! Tu aurais pu nous dire que la maison n'était pas à toi. On n'aurait jamais eu l'idée d'y inviter des filles. On a l'air de quoi, maintenant ?

Les gendarmes n'ont pas eu le temps de réagir.

Le restaurateur confirme sommairement la version donnée par Poggi. Il assure avoir proposé de confier les clés de la maison à ses amis marseillais pour une soirée récréative.

Le gendarme Gruau et ses collègues comprennent qu'ils ont été roulés dans la farine. Ils laissent partir la petite bande et rejoignent les locaux de la brigade. En quelques coups de fil, ils obtiennent les pedigrees de leurs clients. Tous ceux qui se sont identifiés ont un casier : Poggi est un proxénète chevronné, pas un simple julot casse-croûte ; il a aussi été condamné pour trafic d'armes. Michelucci a été sanctionné pour plusieurs délits dont des vols et une troublante affaire de meurtre en Italie. Poggi et Michelucci feraient partie de l'entourage de Gaétan Zampa, l'homme qui monte dans le milieu marseillais.

Christian D. est lui aussi « défavorablement connu des services de police ». Le dernier, Alain Pons, a dû trouver son identité dans une pochette surprise. Cet état civil est bidon.

D'après le fichier des cartes grises, la R17 et la Mercedes que conduisent les locataires sans titre de la villa de Castagniers-les-Pins appartiennent à des Marseillais. Le titulaire de la carte grise de la R5

fugueuse est domicilié à Nîmes. Son casier comporte une condamnation pour assassinat.

Deux jours plus tard, les gendarmes de Plan-du-Var reçoivent un renseignement de première bourre grâce à l'un de leurs informateurs. « Un contact, une relation de travail, quelqu'un qui a pignon sur rue et qui connaît du monde », explique pudiquement le gendarme Gruau à son sujet. En français courant, un indic.

— Vous avez bien contrôlé quatre types à Castagniers-les-Pins, ces jours-ci ? demande l'informateur.

— Comment savez-vous ça ?

— Ces gars-là préparent un gros coup dans la région. C'est tout ce que je sais pour l'instant.

Les gendarmes téléphonent à la brigade départementale et font constituer un dossier complet sur les lascars : leurs domiciles, leurs habitudes, les adresses de leurs relations… Dans le jargon, cela s'appelle « établir l'environnement des suspects ». À l'occasion de leurs rondes, ils repassent à la villa de Castagniers-les-Pins, mais les drôles d'oiseaux semblent s'être envolés.

Dix jours plus tard, dès qu'ils apprennent la nouvelle du cambriolage, les gendarmes visitent discrètement l'indic – pardon, le contact – qui a évoqué l'hypothèse du gros coup en préparation. Le type confirme : les Marseillais de Castagniers-les-Pins font partie des casseurs.

Les gendarmes transmettent leur dossier à la police judiciaire de Nice : une bonne quinzaine de noms, des adresses et les numéros d'immatriculation de véhicules divers.

Le 27 juillet, un inspecteur de la PJ monte à Castagniers-les-Pins. Le juge Bouazis, chargé de l'instruction, l'a mandaté pour perquisitionner la villa. L'ami niçois des propriétaires est présent, pas très à l'aise. Les policiers découvrent des mégots en grand nombre, quelques bouteilles de vin de table Margnat (la même piquette que celle que les pillards ont abandonnée dans la salle des coffres) et une lampe électrique maculée de terre. Maigre butin, à première vue. Par la suite, les analyses révéleront que la boue trouvée sur la torche est identique au matériau déblayé par les voleurs lors du percement du tunnel de la rue Gustave-Deloye.

Un autre tuyau remonte aux oreilles des enquêteurs. Il émane d'un rapport de la sûreté urbaine de Nice daté du 10 juin 1976. Ce soir-là, une patrouille de police sillonne les quartiers ouest de la ville. Sur une avenue parallèle à la promenade des Anglais, aux abords d'un parking, deux types se dirigent vers leur voiture. L'un deux transporte un sac de sport lourdement chargé. Le contrôle s'impose. Apercevant les flics, les deux types, âgés tous les deux d'une trentaine d'années, vestons ajustés et pantalons moulants à pattes d'éléphant, tentent de se débarrasser de leur chargement en le propulsant discrètement dans la malle arrière de leur bagnole. Les policiers repèrent le manège. D'avance, ils se font une joie de cuisiner les promeneurs.

— Bonsoir, messieurs, police nationale. Nous souhaiterions examiner le contenu de votre sac.

L'air excédé, les types ouvrent le bagage. Il contient une masse et une dizaine de pointerolles toutes neuves.

Le terme « pointerolles » mérite qu'on s'y arrête. Pas plus à l'époque que de nos jours, il n'existe dans le dictionnaire. Hormis quelques initiés, personne ne connaît la signification de ce vocable. Il s'agit de gros burins de maçon, des barres effilées d'une trentaine de centimètres, de couleur orange. Le terme apparaît pour la première fois dans le rapport établi par les policiers de la patrouille. Par la suite, il connaîtra un illustre destin. Les pointerolles par-ci, les pointerolles par-là. Si elle en était restée là, cette affaire aurait pu s'intituler l'« énigme des pointerolles orangées ».

— Vous avez des projets de bricolage ? demandent les policiers.

— Non, on a acheté ça pour un ami de Marseille. On a rendez-vous avec lui pour les lui donner.

— Sur un parking, à Nice, à 10 heures du soir ?

— C'est interdit ?

— Comment s'appelle-t-il, votre ami ?

L'un des deux lascars balance un prénom au hasard, l'autre approuve, discipliné. Leurs explications sont tellement peu convaincantes que les flics les embarquent pour vérification d'identité. Ils ressortent du poste quelques heures plus tard, délestés de leurs burins (ou pointerolles). Le premier s'appelle Gérard Vigier, trente-trois ans, de Marseille, et le second… Daniel Michelucci, l'un des squatters de Castagniers-les-Pins. Les flics les auraient bien gardés au frais, mais « le code pénal interdit [*aux policiers*]

d'assouvir [*de telles*] envies légitimes mais illégales », comme le précisera, pince-sans-rire, le contrôleur Gévaudan dans un ouvrage consacré au casse de la Société Générale[ii].

Dès qu'ils ont pris connaissance du rapport de leurs collègues de la Sûreté, les enquêteurs en charge du casse de l'avenue Jean-Médecin se font communiquer les burins saisis par les patrouilleurs sur Vigier et Michelucci. Ils font partie de la même série que ceux que l'on a retrouvés dans les égouts.

Le matériel abandonné par les casseurs dans la banque et les galeries qu'ils ont empruntées fournit quelques indices, en nombre restreint : certaines des bonbonnes de gaz ont été volées sur un chantier au bord de l'étang de Berre, les perceuses ont été achetées au détail autour de la cité phocéenne, tout comme un chalumeau dont le numéro de référence a été incomplètement effacé. C'est un instrument professionnel pour lequel le vendeur a en toute logique proposé une facture. L'acheteur a fourni le nom de Pons ou Ponce. Tiens, tiens ! Le même patronyme, ou pseudonyme, que celui de l'un des hommes contrôlés le 9 juillet par les gendarmes de Plan-du-Var.

Les relevés d'empreintes réalisés sur les outils ne donnent rien. Pas une empreinte sur le moindre tournevis. Pour les casseurs, le port des gants n'a connu aucune dérogation, pas même pour se soulager dans les bouteilles d'eau minérale étêtées. Les malfaiteurs ont mélangé le produit de leurs mictions pour rendre illisibles d'éventuels résultats d'analyses.

# 3

# L'ÎLE AU TRÉSOR

Les Marseillais sont dans le collimateur. Le patron des services de police judiciaire de Nice et de Marseille et le contrôleur Gévaudan décident d'un conclave. Pour échapper aux regards des journalistes, ces éminences se réunissent dans l'arrière-salle d'un restaurant de Cassis. Le chef de l'Office central de répression du banditisme (un organisme chargé de la lutte contre la grande criminalité, créé trois ans plus tôt devant la montée des hold-up, rapts et autres joyeusetés) fait également le déplacement. Un client naïf pourrait croire à une réunion de caïds.

Un magistrat du parquet d'Aix-en-Provence s'est joint au repas. L'appétit des convives est un peu gâché par le récit de l'exécution de Christian Ranucci (l'affaire du pull-over rouge) qui a eu lieu le matin même et à laquelle le procureur a dû assister.

Tandis que le procureur s'en retourne à ses riantes obligations, les flics décident d'une balade digestive sur le port et d'un tour en bateau dans la baie. Sur le pont d'un promène-couillons dont ils ont loué la totalité des sièges (le contribuable appréciera), les huiles de la PJ, inspirées par l'immuable charme des calanques, élaborent un plan de bataille, chef-d'œuvre de finesse et d'ingéniosité : tous les suspects sous surveillance et leur entourage aussi. Même s'il faut planquer des micros dans les glaçons du pastis !

Et ça en fait, du monde : les quatre lascars de Castagniers-les-Pins, le fougueux (et gendarmophobe) pilote de la Renault 5, le restaurateur de Cagnes-sur-Mer. Tous entretiennent d'abondantes et

passionnantes fréquentations, des gens souvent connus des services de police.

Dans le deuxième cercle des suspects figurent tous ceux qui ont confié leurs clés de voiture comme on donnerait du feu. Les squatters de la villa semblent en effet réfractaires à l'idée même de posséder une automobile à leur nom. C'est bon pour les caves.

Les messieurs de la bande ont des vies de famille tellement riches et heureuses qu'ils les accumulent. On pourrait se perdre dans le maquis des compagnes légitimes, des officielles, des régulières, des historiques, des « petites reines », des « gagneuses-en-chef »… Certaines de ces dames, conscientes de la précarité de leur statut et de la férocité de leurs rivales, sont sur leurs gardes. Leur regard exercé repère parfois les filatures. Les policiers relâchent la pression quelques jours, changent de voiture et reprennent leur surveillance un peu plus tard.

En tout, une bonne quarantaine de personnes fait l'objet d'une surveillance rapprochée dès le mois d'août, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Trois cents flics de la Côte, de Béziers et de la région parisienne passent leurs jours ou leurs nuits tassés sur des banquettes de Renault 12, de Peugeot 204, de Simca 1100 censément anonymes (à l'époque, dans la police, on banalise français). L'été est caniculaire, les sièges en skaï et les poulets en nage.

*

* *

La très chic île Saint-Louis, dans le IV^e^ arrondissement de Paris, n'est pas au centre des préoccupations policières. C'est un village de luxe, une succession de splendides hôtels particuliers du XVII^e^ siècle et de majestueux immeubles à cours pavées. Le quartier compte parmi ses habitants des personnalités de la grande bourgeoise parisienne (les Rothschild) et de la jet-set, ainsi que quelques artistes fortunés (Michèle Morgan, le chanteur Georges Moustaki). Ce dernier habite tout près de la seule banque du secteur, sise au 26 de la rue Saint-Louis-en-l'Île, une petite succursale de la Société Générale. Le sous-sol abrite cent quatre-vingt-dix coffres bien remplis, surtout en cette période de vacances. La riche clientèle insulaire y dépose chaque année ses valeurs avant d'aller prendre ses quartiers d'été à Arcachon, Saint-Jean-Cap-Ferrat ou Ibiza.

Le mardi 17 août au matin, les quatre employés de la banque prennent leur service après le long week-end de l'Assomption. L'agence est fermée depuis le vendredi précédent. Elle n'a pas ouvert ses portes le lundi pour permettre aux salariés de « récupérer leur 15 août » qui tombait un dimanche. En pénétrant dans la salle des coffres, ils découvrent que le petit espace (moins de 15 $m^2$) a été le théâtre d'un deuxième « casse du siècle ». Le directeur appelle la police le cœur battant, redoutant que son appel ne soit directement transféré au poste du préfet de police de Paris. Ce dernier est client de l'agence et locataire d'un coffre au sous-sol.

Les truands ont pénétré dans le réseau en forçant une porte métallique située sous le pont Louis-Philippe et ont pu pousser tranquillement leurs reconnaissances jusqu'au mur de la banque. Point besoin de boussole, les noms des voies de surface sont indiqués sur des plaques fixées aux parois des galeries souterraines. Les malfaiteurs ont effectué sans encombre leur travail de préparation, qui s'est déroulé sur plusieurs semaines. De faux égoutiers ont acheminé le gros matériel par des bouches d'égout proches de la succursale. Pour garantir la discrétion des opérations, ils auraient utilisé une fourgonnette au plancher ajouré, qui a stationné au-dessus des ouvertures. Quelques livraisons d'appoint ont eu lieu pendant le week-end. Un témoin racontera avoir vu trois ouvriers en bleu de travail se livrer à un curieux manège dans l'après-midi du samedi 14. Les types ont installé une barrière de protection au-dessus d'une bouche, ont soulevé la plaque puis ont transféré de l'outillage dans les sous-sols : des crics, des vérins, ou quelque chose comme ça. Deux d'entre eux sont descendus dans les égouts. Le troisième a replié la barrière, replacé la plaque puis regagné sa camionnette, garée tout près de là, le long du quai de la Seine. Avant de s'en aller, l'homme a pris le temps de griller une cigarette, accoudé au muret, en regardant passer les bateaux-mouches. Le signalement des individus ? Des costauds avec des têtes d'égoutiers. Logique.

Le creusement et l'étayage de la galerie d'accès à la salle des coffres n'ont certainement pas été aussi pénibles qu'à Nice. Le tunnel mesure de soixante à quatre-vingts centimètres de large sur « seulement » trois mètres de longueur, à travers le remblai de l'île et d'autres matériaux nettement plus meubles que le roc et la pierre des sous-sols de l'avenue Jean-Médecin. Pour les portions résistantes, les

casseurs parisiens ont pu utiliser une lance thermique, un super chalumeau qui fait fondre n'importe quel matériau aussi facilement que les crèmes et sorbets du célèbre Berthillon, le glacier historique de l'île Saint-Louis. Étaient-ils plus professionnels que leurs collègues niçois ou ont-ils bénéficié de leur expérience ?

Pour la phase finale, les cambrioleurs parisiens ont entamé les travaux le vendredi soir. D'après les équipements qui seront retrouvés par les enquêteurs, ils étaient une douzaine. Ils se sont reposés et sustentés sur leur lieu de travail et ont œuvré jusqu'au mardi matin, à quelques heures de l'ouverture de la banque. Ils ont eu le temps de fracturer près de cent trente coffres. Le butin est estimé à douze millions de francs.

Pour la presse, l'affaire tombe bien. En cette troisième semaine d'août, elle n'a pas grand-chose à se mettre sous la dent. Les transhumances routières du plus long week-end estival se sont déroulées correctement grâce au dispositif « Bison futé » qui vient d'être inauguré. Dès le mardi après-midi, les reporters de *L'Aurore* empruntent le trajet des voleurs. Piétinant quelques documents abandonnés par les malfaiteurs, ils parviennent jusqu'à l'entrée du tunnel, d'où ils ont le loisir d'apercevoir les enquêteurs en plein travail.

*Le Journal du dimanche* du 22 août établit le budget des casseurs : les bouteilles de gaz (700 francs pièce + 50 francs la recharge ; on peut aussi les voler sur un chantier) ; les cuissardes (200 à 300 francs dans les grands magasins), etc. L'hebdomadaire estime l'investissement matériel à sept mille francs. L'évaluation relève du n'importe quoi, mais elle a de quoi frapper les esprits. Faites vous-même votre casse du siècle pour seulement sept mille balles !

*Libération* ironise sur les contrats d'assurance de la Société Générale qui ont été modifiés depuis le cambriolage de l'agence niçoise. Les compagnies ont imposé à la banque des conditions d'indemnisation plus contraignantes, mais les nouveaux contrats n'entreront en vigueur qu'à la fin du mois.

Les journalistes recueillent des témoignages accablants pour la banque. Tout comme celle de Nice, l'agence de l'île Saint-Louis n'est équipée d'aucun système d'alarme adapté à ce type d'attaque. Depuis le casse du mois de juillet, une société de sécurité est chargée d'effectuer des tournées de surveillance. Ses agents sont passés près d'une dizaine de fois devant la succursale pendant le long week-end.

À deux reprises, percevant des bruits suspects, les gardes ont interrogé les voisins. Ces derniers leur ont expliqué qu'ils avaient entendu des chocs sourds, comme des coups de masse, et des ronronnements semblables à ceux d'une soufflerie. Certains ont dit avoir vu de la fumée, d'autres auraient senti des odeurs de brûlé. Après avoir battu le pavé aussi discrètement qu'un peloton de CRS et hurlé des inepties dans leurs talkies-walkies, les vigiles sont descendus dans les caves des immeubles mitoyens. Ils n'ont rien entendu d'autre que la rumeur de la rue. Ils en ont conclu que les bruits de ventilation perçus par les riverains provenaient des cuisines d'un bistrot tout proche. Avec ce temps de canicule, rien d'étonnant à ce que les systèmes d'aération produisent plus de vacarme que d'habitude, ont-ils estimé.

Au 28 de la rue Saint-Louis-en-l'Île, juste à côté de la banque, se trouve un autre restaurant, L'Orangerie de Jean-Claude Brialy. L'établissement est fermé pour les vacances. En jetant un œil à travers la vitrine, les vigiles ont remarqué que quelques échelles et du matériel de plâtrier traînaient dans la salle. Bon sang, mais c'est bien sûr : des ouvriers sont venus abattre quelques pans de murs, la nuit, pendant le week-end du 15 août, histoire de ne pas perdre la main. Voilà pourquoi les voisins ont entendu des bruits sourds !

L'annonce du cambriolage plonge la direction de la Société Générale dans un profond embarras. Deux casses en moins d'un mois, cela commence à faire beaucoup. La banque compte cinq cent mille coffres individuels dans tout le pays, répartis dans mille deux cents agences. Toutes ne pourront être équipées d'une alarme du jour au lendemain. En plus du ridicule, la « SG » redoute une hémorragie de clients. Au retour des vacances, il pourrait bien y avoir du sauve-qui-peut dans l'air. La Société Générale se défausse sur la société de surveillance. Les porte-parole de la banque expliquent que les agents ont accumulé les bourdes et négligé les consignes : ils

auraient dû prévenir un service de permanence et le commissariat du quartier. D'après la banque, ils ne l'ont pas fait. Les patrons de la boite de sécurité opposent une autre version : les vigiles ont bien prévenu la banque, dont un représentant s'est personnellement rendu sur les lieux sans rien constater de suspect. La banque réplique que les agents n'ont pas contacté la bonne personne. *Et cetera*. Tous ces braves gens se sont emmêlé les pinceaux et personne ne veut l'admettre.

Le lundi 16 août après-midi, des égoutiers, des vrais cette fois, ont remarqué qu'une porte d'accès aux galeries avait été forcée et que de l'outillage était entreposé dans le boyau. Ils ont scrupuleusement signalé les faits… le mardi 17, après le départ des pillards.

Les casseurs parisiens ont eu du bol. Comme leurs condisciples niçois.

Dès les premiers jours de l'enquête, deux inspecteurs de la PJ de Nice sont dépêchés dans la capitale pour comparer les modes opératoires des deux équipes de cambrioleurs. Les égoutiers de Nice ont-ils participé au coup de l'île Saint-Louis ? Quelques semaines plus tôt, les policiers niçois se posaient plutôt la question inverse : une bande de truands parisiens n'est-elle pas descendue à Nice pour perpétrer le cambriolage ? Car, depuis deux ans, plusieurs cambriolages sophistiqués ont été tentés ou commis à Paris par la voie des sous-sols :

— En décembre 1974, trois millions de francs dérobés à la BIC, rue Laffitte.

— En octobre 1975, quelques centaines de milliers de francs soustraits au Crédit du Nord de la place des Victoires.

— En décembre de la même année, des malfaiteurs ont tenté d'accéder à la chambre forte du bureau de poste de l'avenue d'Italie. Ils ont été repérés à cause de la fumée des chalumeaux.

— En janvier 1976, des casseurs se sont attaqués à la banque Hervet, rue de la Chaussée-d'Antin, avec un mode original de neutralisation de l'alarme. Ils l'ont déclenchée volontairement des dizaines de fois jusqu'à lasser les surveillants qui ont fini par considérer que le système était défectueux. Les cambrioleurs ont

alors pu passer à l'action. Longueur du tunnel : cinq mètres. Bilan : quarante coffres dévalisés.

Mais les magots subtilisés lors de ces cambriolages récents semblent bien modestes au regard des cinquante millions de la Société Générale de Nice et des douze millions barbotés dans la succursale de l'île Saint-Louis. Les policiers niçois repartent sans avoir pu se forger une opinion. Il y a des points communs, c'est certain. Mais il n'existe pas trente-six façons de percer un tunnel et de casser des coffres.

Quelques semaines après l'affaire, les policiers parisiens croient enfin tenir une piste : une partie du butin refait surface entre les mains d'un comparse âgé d'une quarantaine d'années, Roger C., artisan mécanicien carrossier de son état. De par sa mésaventure, ce pigeon de service pourrait tenir le rôle de Maurice Biraud dans *Mélodie en sous-sol* ou *Le cave se rebiffe*.

Le 6 octobre, il se présente au guichet d'un bureau de poste de l'avenue Rapp, dans les beaux quartiers de Paris, à deux pas de la tour Eiffel. Le mécano tente de négocier un bon du Trésor de dix mille francs. Le caissier s'absente quelques instants.

— C'est une grosse somme. Il faut que je descende à la caisse, précise-t-il au garagiste.

Le postier fait un détour par les bureaux et consulte la liste des billets et titres volés. Bingo ! Le coupon a été dérobé à la Société Générale de l'île Saint-Louis. La police est alertée.

— Faites-le patienter un moment. Ne lui donnez pas d'argent et laissez-le partir, recommandent les policiers.

Quelques minutes plus tard, le postier regagne son guichet.

— Je suis désolé, monsieur, mais nous avons un problème de liquidités. Pouvez-vous revenir demain ?

Roger C. sort de la poste sans insister. Il rejoint sa voiture qu'il a parquée à quelques centaines de mètres de là et se dirige vers un bureau de poste du XV$^{e}$ arrondissement, pisté par les flics. Il tente la même opération sans succès. La police a eu le temps de déployer des effectifs pléthoriques. Elle pense avoir affaire à un gros bonnet, peut-être enfouraillé comme un porte-avions. Le pauvre Roger est cueilli en pleine rue et en douceur.

Les flics le conduisent à sa voiture et y découvrent cent vingt mille francs. Le mécano est conduit à son garage pour perquisition puis au Quai des Orfèvres, le siège de la police judiciaire parisienne. Le préfet a donné l'ordre qu'on le tienne informé heure par heure et même plus si nécessaire. L'honneur de l'État est en jeu, tout comme la dignité de son représentant.

— Bon alors, Roger, tu les as trouvés où, tes bons du Trésor ? attaque un inspecteur.

— Sur le trottoir.

— Allons, sois sérieux. Il va falloir trouver autre chose.

Après quelques heures de garde à vue, l'homme se met à table :

— J'ai un petit garage rue Popincourt[iii]. J'ai acheté la boîte à crédit et les affaires ont mal démarré. Je dois de l'argent aux banquiers. J'ai rencontré un type au bistrot où je bois mon café. C'est le patron qui me l'a présenté. On s'est vus plusieurs fois au mois de septembre. Il m'a proposé de lui donner un coup de main pour une affaire de succession un peu compliquée. Il avait récupéré des bons au porteur et il ne pouvait pas les vendre lui-même, rapport aux autres héritiers qui ne le savaient pas. Il m'a demandé de les échanger pour lui. Je devais toucher dix pour cent de la somme.

— Et tu l'as crue, son histoire de succession ?

— Pourquoi ? Il y a un problème ?

— Oui, les bons viennent d'un casse à la Société Générale. Comment s'appelle le gars qui t'a remis les papiers ?

— Gérard.

— Gérard comment ?

— Je ne sais pas.

— Joue pas au con, Roger. Tu veux nous faire croire qu'un type que tu ne connais pas t'a confié pour cent vingt mille balles de bons au porteur sur ta bonne tête ?

— Lui, il me connaît. Il sait où me trouver.

Le garagiste n'a pas de lien avec le milieu, ni de casier, comme les flics pourront le vérifier. Il refusera de donner le nom de l'homme qui lui a remis les coupons, par crainte de représailles envers sa femme et ses deux enfants, prétendra-t-il. Le petit mécano écopera de quelques années de taule.

Les auteurs du casse de l'île Saint-Louis ne seront jamais identifiés.

# 4

# FILATURES GÉNÉRALES

*Retour sur la Côte. Août-septembre 1976.*

Les quatre individus de la villa de Castagniers-les-Pins, les dénommés Dominique Poggi, Christian D., Gérard Vigier et Daniel Michelucci, mènent des existences relativement tranquilles pour des malfrats. Ils ont été contrôlés en situation délicate (deux fois pour deux d'entre eux) et se doutent que les policiers feront un jour ou l'autre le rapprochement entre leur présence dans la région, leurs justifications foireuses et le casse du siècle. Ils n'ont pas intérêt à flamber au casino, ni à faire péter des liasses de biftons tout neufs au comptoir des bars à champagne. C'est le B.A-BA du métier après un coup réussi, et ils le respectent.

Les indicateurs habituels apportent leur lot de renseignements, souvent glanés sur Radio-Trottoir. Telle arpenteuse de bitume envisage d'arrêter le turbin. Ses copines la pressent de questions.

— Tu as rencontré un émir ?

— Non, mon homme vient de faire un gros coup. Il m'emmène en vacances. Il a déjà loué une crèche à quatre mille balles. Tu verrais ça ! Il y a des boiseries partout et des terrasses avec vue sur la mer.

— Veinarde, va !

Le lendemain, le mac de la veinarde a une berline policière collée au train. Elle ne le lâchera plus.

Les flics commencent à trouver le temps long, lorsque deux petits truands qui ne figuraient pas sur leurs tablettes entrent en scène. Alain Bournat, trente-cinq ans, surnommé le Stéphanois, et son ami Francis Pellegrin, trente-huit ans, ne sont pas des cadors du

milieu. Ils connaissent un peu de monde dans la pègre niçoise… et ils ont des lingots à vendre. Ils ont fait le tour de leurs relations de demi-sels, avec un manque de retenue exemplaire. Tout le monde a envoyé promener les deux bras cassés. En désespoir de cause, ils se tournent vers Alfred Aimar, dit Fredo le Bijoutier, un vieux braqueur plusieurs fois condamné à de lourdes peines. Il est sorti de prison deux ans plus tôt. Les flics l'ont à l'œil. Pourtant, Fredo n'est plus ce qu'il était. Ses séjours à l'ombre lui ont fait perdre la main. Ses réseaux se sont délités. Trop de morts, trop de réclusion, trop de concurrence de la part des jeunes générations. Le trio s'oriente vers Adrien Z., un ami de Fredo, honnête quinquagénaire de Mougins, et lui monte un bateau. Pellegrin et Bournat ont constitué un pécule (rien que du propre, parole !) sous forme de lingots, expliquent-ils à Aimar. Ils souhaitent les vendre en toute légalité, à une banque par exemple. Mais vu leurs antécédents, on risque de leur poser des questions. Si Adrien accepte de les aider, sa commission sera de neuf cents francs par unité. L'affaire est conclue et Adrien se présente au guichet de la succursale du Crédit Agricole de Roquefort-les-Pins, dans laquelle il est honorablement connu. Il y vend neuf lingots pour un montant de cent soixante mille francs.

Tout à la joie de leur nouvelle fortune, les trois compères révèlent à Adrien la provenance de la joncaille : le casse de Nice.

La banque effectue les vérifications de routine sur les lingots dont les numéros, bien évidemment, ont été signalés. La police est avertie et, en quelques heures, elle étend son dispositif de surveillance au pigeon Adrien Z. et à ses « amis » Fredo, Pellegrin et Bournat.

Les enquêteurs ont suffisamment de billes pour mettre au frais les quatre hommes, mais le menu fretin ne les intéresse pas. Alors ils patientent.

Le 5 octobre 1976, une information peu banale est transmise par Interpol à la PJ. Quelques jours plus tôt, un Français séjournant à New York est entré en contact avec la CIA afin de lui offrir ses services. Son projet consiste à faire sauter le siège du Parti communiste français, place du Colonel-Fabien, à Paris. La méthode qu'il préconise a fait ses preuves : le creusement d'un tunnel, comme lors du casse de Nice, dont il dit être rien de moins que le cerveau. Il

s’identifie comme « Monsieur Bert ». Les espions américains ne sont certes pas opposés au principe de se débarrasser du PCF (comme de n’importe quel parti communiste à travers le monde), mais le procédé leur apparaît sans doute un peu radical, et par trop voyant. Ils ont par ailleurs l’habitude de recevoir les propositions d’illuminés de tout poil, dont « Monsieur Bert » fait manifestement partie. Ils avertissent l’organisation internationale de coopération policière Interpol, laquelle transmet l’information au ministère de l’Intérieur français.

Les services de la place Beauvau prennent connaissance de la dépêche avec un intérêt mêlé de circonspection. Ils se promettent de la vérifier auprès des « clients » qu’ils ne vont pas tarder à avoir sous la main. Une grande rafle de suspects dans le dossier du casse de Nice est en effet programmée pour la fin du mois d’octobre.

# 5

# LE GRAND COUP DE FILET

*26 octobre 1976, 7 h 30.*

*« Depuis ce matin, une vaste opération de police est en cours sur l'ensemble du midi de la France. En effet, dès 6 heures, autrement dit dès l'heure légale, près de trois cents policiers ont opéré une série d'interpellations, simultanément à Marseille, Montpellier, Nice, Bastia et même Paris. Il ne s'agit pas cette fois-ci d'une opération coup de poing, non. Les gens qui ont été interpellés sont ceux qui ont participé ou ont approché les participants du fric-frac commis à la Société Générale de Nice au mois de juillet dernier. Et depuis une heure, c'est devant l'Évêché, l'hôtel de police de Marseille, un incessant va-et-vient de voitures, mais l'accès des bureaux m'est interdit et je ne suis pas encore en mesure de vous fournir d'autres détails sur l'identité de ces personnes […].*

*Il y a énormément de monde et, ce qui est sûr, c'est que les auteurs du fric-frac de Nice sont actuellement interrogés. Ils seraient au nombre de six, les autres personnes qui ont été interpellées sont soit des receleurs, soit tout simplement des gens que le gang fréquentait, soit aussi les épouses ou les maîtresses, puisque j'ai noté la présence d'un certain nombre de femmes. »*

Concision et sens du détail. Le reporter de RTL, Robert Cessieux, résume à merveille le spectacle qui se déroule sous ses yeux. La police a choisi ce mardi d'automne pour recueillir le fruit de presque trois mois de filoches. Lorsque les flics entendent le flash de RTL, ils enragent, pour plusieurs raisons. L'information est forcément parvenue au reporter grâce à une fuite émanant des services de la

police ou de la justice. Elle a pu également se propager par des canaux dérivés jusqu'aux oreilles des voyous recherchés. Et même si RTL est à l'époque assez mal captée dans le sud de la France, il est probable que des âmes charitables mieux desservies par les grandes ondes ont signalé l'opération en cours à ceux des intéressés qui n'en étaient pas avertis. S'ils ne constituent pas le cœur de cible des publicitaires, les truands sont aussi sensibles aux campagnes promotionnelles. Et en cette rentrée 1976, le slogan de la radio – placardé sur des affiches dans tout le pays et diffusé sous forme d'autocollants – n'est-il pas « J'écoute RTL » ?

Furibard, le commissaire Besson de la PJ de Nice déclare : « Si je retrouve le flic qui a donné l'affaire à RTL, je le fais passer en justice. Ce qu'il a fait relève de la complicité. »

Une quarantaine de personnes sont conduites à l'hôtel de police de Marseille par les gendarmes et les policiers. Certaines sont relâchées après quelques heures. C'est le cas d'un représentant de commerce de l'Hérault qui avait le tort de posséder une Peugeot 504 dont les gendarmes avaient relevé le numéro d'immatriculation dans le garage de la villa de Castagniers-les-Pins. Heureusement, la couleur de la voiture n'était pas la même. Les malfaiteurs avaient utilisé une fausse plaque. Le type a tout de même dû éprouver la frayeur de sa vie lorsque, à 6 heures du matin, il a ouvert sa porte à des flics armés jusqu'aux dents.

À Paris, une douzaine de suspects est arrêtée. Ils sont tous libérés rapidement. Parmi eux, on dénombre de vagues relations de Gérard Vigier, un des quatre squatters de Castagniers-les-Pins. Il possède quelques attaches à Paris et on le soupçonne d'avoir fait la jonction entre les égoutiers de Nice et ceux de l'île Saint-Louis. Fausse piste.

Le lendemain, seulement sept personnes sont transférées au palais de justice de Nice et présentées au juge d'instruction en charge de l'affaire, Richard Bouazis. Parmi cette poignée de suspects, aucun gros calibre :

– Alain Bournat et Francis Pellegrin, les deux petits malfrats qui détenaient des lingots provenant du casse.

– Fredo le Bijoutier et Adrien Z., qui les ont aidés à les fourguer.

– Henri Michelucci : il a le tort d'avoir un casier et d'être le frère de Daniel, l'homme aux burins ou pointerolles (au choix) et de la villa de Castagniers-les-Pins. Le seul élément concret dont la police dispose contre lui est un peu mince : durant le mois de juillet, il a sans doute confié à son frère une voiture prêtée par un ami.

– Homère F., fils d'un célèbre manager de boxe, est une simple relation des principaux suspects, mais il a un casier et la mauvaise habitude de garder un flingue dans un placard. Cela lui vaudra quelques mois de prison.

– Huguette C. : elle est une des fréquentations de la bande et conservait sous son matelas une liasse de billets de cent francs issus des coffres de la banque de l'avenue Jean-Médecin. La dame s'en tiendra à des aveux limités. « Monsieur, quand une femme a le don de se taire, elle a des qualités au-dessus du vulgaire », dit un personnage de Pierre Corneille, dramaturge dont la trombine orne les billets de cent balles.

Les quatre principaux objectifs des enquêteurs, ceux qui ont été contrôlés avant le casse à Nice et à Castagniers-les-Pins, ne figurent pas parmi les individus arrêtés : Dominique Poggi n'était pas dans sa résidence corse où il avait pourtant été « logé » quelques jours avant l'opération ; Christian D. reste introuvable, tout comme Gérard Vigier. Quant à Daniel Michelucci, il a disparu de la circulation depuis plusieurs semaines.

Les policiers auraient également bien aimé recueillir les impressions de Gaétan Zampa, dit Tany. Il est une valeur montante du milieu marseillais. Au point qu'il pourrait en être devenu l'un des grands parrains. On a aussi beaucoup cité son nom, sans que jamais rien ne soit prouvé, dans l'enquête sur le casse de la Caisse d'allocations familiales des Bouches-du-Rhône le 31 décembre 1960. Butin : cent soixante millions d'anciens francs. Mais Zampa reste introuvable.

Parmi les tuyaux recueillis par les policiers figure le nom de Gaby Anglade, un ancien de l'OAS[iv], un dur de dur. Il a co-dirigé la branche armée et active du mouvement terroriste : les commandos Delta, créés par un ex-officier parachutiste devenu déserteur, Roger

Degueldre. En 1961 et 1962, ces équipes de quelques hommes, dont le champ d'action se limitait dans un premier temps au territoire algérien, ont perpétré des attentats contre des objectifs militaires et civils. L'un des plus célèbres « faits d'armes » des commandos Delta est l'assassinat de Château-Royal, près d'Alger, en mars 1962, au cours duquel six collaborateurs du ministère de l'Éducation nationale ont été extraits d'un bureau et froidement abattus. Roger Degueldre, qui a participé personnellement à cette action, est arrêté en avril 1962. Quelques membres des commandos Delta rejoignent Paris avec le projet de faire évader leur chef de la prison de la Santé. Pour rentabiliser le déplacement, ils auraient aussi manigancé un attentat à la bombe contre le général de Gaulle. Les deux projets échoueront. Roger Degueldre est condamné à mort par la Cour de sûreté de l'État, puis fusillé. Gaby Anglade était l'un de ses plus proches lieutenants.

Plusieurs informateurs ont évoqué son nom à propos du casse de Nice. Mais, tout comme Zampa, Anglade a pris des vacances et ne se présentera à la police que plusieurs semaines après le coup de filet.

Dans les heures qui suivent l'opération, les policiers font grise mine. Lors d'une conférence de presse, Honoré Gévaudan explique, dans un exercice de langue de bois dont il a le secret : « Le bilan de l'opération est positif [...]. Il aurait pu être meilleur. Il aurait pu être plus mauvais. »

Le contrôleur Gévaudan et le ministre de l'Intérieur s'en prennent au journaliste de RTL qui a révélé l'opération et tentent de lui faire endosser la responsabilité de son échec. Le procédé est classique et de bonne guerre. Et pourtant, malgré la faiblesse apparente du tableau de chasse, les interrogatoires permettent un spectaculaire développement de l'enquête. Pendant leur garde à vue, Pellegrin et Bournat, les petits truands aux lingots, n'ont pas résisté très longtemps aux questions des enquêteurs. Ils ont raconté dans le détail une histoire captivante. Au printemps dernier, un type un peu bizarre, photographe à Nice, leur a confié qu'il préparait un gros coup, un casse de banque. Il cherchait du matériel et des contacts. Les deux compères l'ont mis en relation avec ce qu'ils connaissent de plus consistant dans le milieu : Dominique Poggi, un proche de Zampa. La rencontre a eu lieu dans un restaurant de Cagnes-sur-

Mer, Le Nautilus, dont le patron n'est autre que Raymond, celui qui a refilé les clés de la villa de Castagniers-les-Pins à Poggi *and co*.

Au mois d'avril, le photographe leur a demandé d'effectuer des petites missions de surveillance de la Société Générale et de noter les habitudes du gardien, puis il n'aurait plus donné signe de vie. Les deux Pieds-Nickelés prétendent avoir appris la nouvelle du casse par la radio. Ils auraient ensuite demandé une part du butin au photographe qui, dans sa grande mansuétude, leur aurait refilé dix-huit lingots.

— Comment s'appelle-t-il, ce photographe ? demandent les flics d'un air qu'ils croient détaché (on aurait bien aimé voir la scène).

— Albert Spaggiari. Son surnom est Bert. C'est lui le cerveau.

« Bert » : le pseudonyme qu'a fourni aux agents de la CIA l'hurluberlu qui, quelques semaines plus tôt, s'est vanté d'être l'organisateur du casse de Nice.

# 6

# ON TIENT LE CERVEAU

Les limiers chargés de l'enquête ont entendu parler de Spaggiari, Albert, un photographe de quarante-trois ans établi route de Marseille, à Nice. Spaggiari est l'un des nombreux personnages cités par les indicateurs dans l'enquête sur le casse de Nice, un nom parmi des dizaines. Les flics ont vérifié son casier judiciaire et y ont relevé deux condamnations. La première date de 1954 : pendant la guerre d'Indochine, où il servait comme parachutiste, Spaggiari s'est emparé de la caisse d'un bordel de Hà Nôi. La seconde a été prononcée en 1962 : il participait aux activités de l'OAS et a été arrêté dans le cadre du démantèlement d'une filière d'imprimerie clandestine. Des armes de guerre ont également été découvertes chez lui.

Il s'est aussi retrouvé dans la ligne de mire de la PJ niçoise en 1974. La succursale locale de la banque de Paris et des Pays-Bas a été l'objet d'un braquage simplissime dans sa mise en œuvre : le titulaire d'un coffre demande à accéder à son compartiment, loué sous un faux nom. Un complice se glisse avec lui dans la salle des coffres à l'insu de l'employée. Sous la menace d'une arme, ils dérobent plusieurs dizaines de lingots d'or. Spaggiari, comme beaucoup d'autres, est suspecté et surveillé, mais même pas interrogé.

Il est surtout connu des Renseignements généraux comme un activiste d'extrême droite (par ailleurs inscrit au mouvement des Républicains indépendants, le parti de Giscard d'Estaing). C'est un « politique » dont le profil ne correspond pas à celui des professionnels du banditisme que les enquêteurs ont ciblé en priorité. Le nom du photographe a été renvoyé en bout de liste. Les confessions du pauvre duo Pellegrin-Bournat bouleversent la donne.

Les policiers niçois mettent en place une surveillance serrée autour de son magasin Photo La Vallière, au 56 de la route de Marseille. Depuis quelques mois, Spaggiari a confié l'affaire à un gérant, mais il y vient très régulièrement et continue d'assurer les reportages photo pour les mariages à la mairie de Nice. Il habite une bergerie isolée, sur la commune de Bezaudun-les-Alpes, à une dizaine de kilomètres au nord de Vence, et y élève quelques poules. Pour accéder à la maison, une tour de guet du XII^e^ siècle, il faut emprunter un chemin escarpé et très exposé. Pas l'idéal pour une interpellation en douceur. Si le type, qui a l'air un peu fêlé, est sur ses gardes, cela risque de tourner à la fusillade. Il faut donc agir à Nice.

Spaggiari descend en ville le lendemain matin. Il effectue quelques courses (du grain pour ses poulets) et passe chez son dentiste. C'est un type élégant, à la silhouette athlétique et élancée. Il paraît plus grand que son mètre quatre-vingts. Ses cheveux brun foncé, marqués de quelques fils argentés, lui couvrent le haut des oreilles. Il fume des Boyard maïs et des cigares. Quand il ne dissimule pas ses yeux sous des lunettes de soleil, il porte sur le monde qui l'entoure un regard à la fois calme et vif. Sarcastique aussi. À plusieurs reprises, les policiers hommes et femmes qui suivent ses mouvements se croient repérés, mais non. La nouvelle de la rafle de suspects du casse de la Société Générale ne semble pas l'inquiéter.

À midi, Albert Spaggiari déjeune dans une brasserie située juste en face de sa boutique de photo, l'un des policiers pénètre dans le restaurant. Le photographe vient de terminer un croque-monsieur en compagnie d'un type de son âge qui l'a rejoint pour boire un café. Les deux hommes paraissent préoccupés. Ils semblent sur le départ. L'éclaireur sort du café-tabac en vitesse et adresse un signe à ses collègues qui patientent dans une voiture banalisée près de la porte : attention, il arrive.

Albert Spaggiari sort à son tour. Trois flics l'encadrent discrètement. Palpations de sécurité :

— Police ! Tu nous suis sans faire d'histoires.

— Oh, quoi ? Qu'est-ce qu'il y a, qu'est-ce qu'il y a ? s'exclame-t-il à la manière du type surpris.

Mais question comédie, le supposé cerveau est en service minimum.

Le regard de « Bert » se fait à nouveau moqueur. Il est déçu. Ce n'est pas comme cela qu'il aurait dû être alpagué. Ce n'est pas digne de lui. Tandis qu'on lui passe les menottes, Spaggiari se fait son cinéma, façon Eliot Ness. Il imagine la scène telle qu'il aurait voulu qu'elle se déroule.

*« Extérieur jour. Sortie du restaurant :*

*Allons-y ! Je sors du bistrot. Je traverse la route de Marseille en direction du parking qui se trouve devant mon magasin. Arrivé là, je remarque une voiture sur la gauche. À l'intérieur : deux hommes et une femme. Les deux types descendent. Viennent dans ma direction. Dupont et Dupond nouvelle vague, mal habillés, chevelus et blafards. Soudain, ils se cassent en deux et défouraillent ; la synchronisation est parfaite, ils ont dû répéter ensemble. Rien dans la tête, les mecs : la première confrontation avec du western moyen vous sera fatale. On n'attaque pas un droitier de champ par la gauche.*

*En cavale, je vous faisais comme des pigeons.*

*— D'accord ?*

*— D'accord !*

*Arrêt buffet.*

*J'ai levé les mains. Ensuite, ils m'ont tordu le bras dans le dos et passé les menottes. Et les deux zouaves ont aussitôt repris des couleurs. Après, ils me trimballent en grande pompe pendant une centaine de mètres, là où les attend l'état-major de l'opération. À ce moment-là, il en sort de partout. Des rats. La souris les a rejoints. D'après ce que je comprends, elle a fait le guet et traîné son cul bas dans tout le quartier depuis l'aube.*

*Je fanfaronne, je lui envoie une bise ; faut être gentil avec les déshérités. Et je gueule à l'erreur judiciaire*[v]*. »*

Spaggiari est emmené au commissariat et rapidement fouillé. Rien de probant, si ce n'est un bout de papier où sont griffonnés des prénoms, Francis et Alain (comme Pellegrin et Bournat), et des numéros de téléphone.

La femme de Spaggiari se présente au commissariat. Un inspecteur la reçoit.

— Mon mari a été enlevé.

— Mais non, madame, pas enlevé : arrêté. Il est entre de bonnes mains, les nôtres. Nous avons beaucoup de questions à lui poser. À vous aussi, d'ailleurs…

Et l'interrogatoire commence sur-le-champ. Il sera peu fructueux. Marcelle « Audi » Spaggiari ne connaît pas grand-chose des activités souterraines de son mari. Elle omet de préciser qu'il s'est fait un peu rare au domicile conjugal pendant les mois de juin et de juillet.

Dans l'après-midi, le photographe est conduit dans sa bergerie de Bezaudun-les-Alpes pour une perquisition. Dans la voiture, Spaggiari menotte, coincé entre deux flics balèzes, affiche un air détendu. Le chemin qui monte à la bergerie n'est accessible qu'avec un 4 X 4. Spaggiari et ses amis d'extrême droite, avec qui il y passait souvent le week-end, ont surnommé cette piste creusée d'ornières et envahie par la végétation « le refouloir à cons ». Les dernières centaines de mètres se font à pied. Les flics s'essoufflent. Spaggiari gambade, malgré les menottes. Et cela le met en joie. Au moins, il n'a rien perdu de sa forme physique. Et il sait qu'il va sans doute en avoir besoin.

Le vol de perdreaux déferle sur Les Oies Sauvages. À l'intérieur de la bergerie, les murs sont décorés de pistolets et de fusils. Il y a aussi quelques râteliers garnis d'armes de chasse légères et d'antiques pétoires, qui n'ont manifestement pas fonctionné depuis le siècle dernier. Les enquêteurs relèvent même la présence d'un arc et d'une arbalète. Ils dédaignent provisoirement cet attirail de parfait facho-fana-mili, tout en disant que la détention de certaines de ces armes pourra toujours servir de prétexte pour maintenir au frais le client Spaggiari quelque temps. Selon certaines sources, les policiers découvrent aussi une panoplie d'insignes militaires et de reliques nazies.

Équipés d'un détecteur de métaux modèle « poêle à frire », d'autres auscultent le bâtiment et le jardin.

Pendant ce temps, assis dans le canapé du salon, toujours menotté, Albert fait le malin en compagnie des flics, tout au moins ceux auxquels ont été assignés les rôles de « gentils ».

Pendant que vos collègues travaillent, on pourrait boire un verre du whisky que j'ai acheté en Écosse, propose-t-il à l'inspecteur Ceccarelli, un policier corse aguerri.

Écoute, Bert [*il prononce Berthe*], quand tu auras payé ta dette, le jour où tu sortiras (après tout tu n'as tué personne, hein ? Sans haine et sans violence, dis-tu…), tu feras un bouquin, peut-être un film. Eh bien, à ce moment-là, on aura l'occasion de consommer un verre de whisky ensemble.

Tandis que les enquêteurs sondent le sol du poulailler, le détecteur réagit. On appelle Spaggiari. Les policiers, creusant à la pioche et à la pelle, découvrent une cache sommairement maçonnée. À l'intérieur, soigneusement conditionnés dans des boîtes en plastique et des chambres à air, quatre pistolets automatiques, une mitraillette, des chargeurs, des munitions, onze pains d'explosifs, des détonateurs et six millions de lires en billets de cinquante mille. Sifflements admiratifs des flics, qui en font des tonnes.

— Oh, Albert, tu nous as fait des cachotteries ! Tu voulais faire sauter la planète ? Ou nous rejouer la bataille d'Alger ?

Spaggiari ne semble pas traumatisé outre mesure, mais il rumine. Il a l'impression qu'avec leur zinzin les policiers se sont acharnés sur le sol du poulailler, comme s'ils savaient où ils allaient. Pour les armes aussi il a été balancé, c'est certain, pense-t-il. Il faudra régler ça. Plus tard.

Retour dans les bureaux de la brigade criminelle du Service régional de la police judiciaire de Nice. Les flics sortent le grand jeu. Se relayant inlassablement, ils harcèlent Spaggiari pendant toute la nuit. Avec la fatigue, Albert perd un peu de son humour, mais pas de sa superbe. Il fait front. Il ne connaît pas Dominique Poggi, ni Daniel Michelucci, ignore l'existence de la villa de Castagniers-les-Pins, n'a jamais rencontré Alain Bournat et Francis Pellegrin, les lascars aux lingots d'or.

— Allons, Bert. Sois raisonnable. Alain et Francis t'ont mouillé jusqu'au cou. Tu avais leurs noms et leurs numéros de téléphone sur toi.

— Rien du tout. C'est un vieux papier dont je ne me souvenais même pas qu'il était dans ma poche. Et il n'y avait que deux prénoms, pas des noms. Des Francis et des Alain, j'ai dû en

rencontrer des dizaines. Et ces numéros, je ne sais pas ce que c'est. Vous les avez vérifiés ?

— Ce sont des bistrots où ils ont leurs habitudes.

— Ah, vous voyez ! Des numéros de bistrots. Vous n'avez pas mieux que ça ? Vous savez combien il y a de bistrots à Nice ?

— Et ta proposition à la CIA, en septembre ? Tu leur as offert tes services et tu leur as dit que tu étais le cerveau du casse. On a leur rapport.

Je leur ai dit : « *Et si je vous disais* que c'est moi qui ai fait le casse. » C'est différent. De toute façon, je leur ai raconté n'importe quoi. Je voulais changer de vie, reprendre le combat contre la vérole marxiste, voyager…

Les enquêteurs se succèdent auprès de Spaggiari, lui parlent de tout et de rien. Certains jouent la solidarité des anciens militaires, lui parlent de l'Indo. Les flics pieds-noirs (et il y en a un paquet à Nice) évoquent l'Algérie « qui aurait dû rester française. Là-dessus, on est bien d'accord, Albert ».

On lui donne des cigarettes, on les lui retire. On le confronte à Francis Pellegrin qui confirme ses premières déclarations :

— C'est lui le cerveau, c'est lui qui m'a entraîné dans le coup.

Rien à faire. Spaggiari nie. Il sait qu'il va aller en prison pour la cache d'armes. Il a tout de suite pensé à un avocat de ses amis, un ancien para comme lui.

— Au fait, c'est quoi, ces flingues, ces explosifs et tout cet argent ? demande un flic.

— C'est au cas où je devrais aider des amis en fuite. Des militants nationalistes italiens.

— Tu as de belles fréquentations.

— J'ai mes idées et je les assume.

Des explosifs pour aider des amis en cavale, qui sont censés rechercher la discrétion ! L'explication est un peu légère. L'existence de ce petit arsenal donne une idée aux policiers. La « discussion » prend un tournant.

— Albert, tu sais qu'on va te coffrer à cause de ces flingues.

— Bah, c'est la vie.

— Et ta femme, elle habite à Bezaudun-les-Alpes avec toi. Elle est complice.

— Elle n'est au courant de rien. Foutez-lui la paix !

— Nous, on n'en sait rien, si elle est au courant ou pas. Elle doit bien se douter de quelque chose. Si on suggère au juge qu'elle est au parfum, elle pourrait bien faire un petit tour en taule.

Spaggiari est déstabilisé. Cela fait vingt-quatre heures qu'il tient tête à la meute. Il a connu l'Indochine, le danger, les rizières, les opérations sur le front, les journées sans dormir. Alors, ici, c'est de la rigolade. Sauf accident très malencontreux, il ne risque pas de se prendre une balle. Le problème, c'est sa femme, Audi. Pas question qu'elle mette un orteil en prison à cause de lui.

Spaggiari masque son inquiétude et continue ses fanfaronnades. Puis, dans l'après-midi de sa deuxième journée de garde à vue, il craque. Spaggiari affirmera plus tard avoir été drogué à la benzédrine, une amphétamine agissant sur le système nerveux central et sympathique, bref un excitant qui lui aurait fait dire n'importe quoi. La substance aurait été versée à son insu dans une tasse de café, celui de « l'amitié », offert par les flics alors qu'il était question de mettre fin aux interrogatoires et de le laisser dormir quelques heures, avant sa présentation au magistrat instructeur. L'hypothèse est peu crédible, mais le baroudeur, le caïd, le militant qui a connu le cachot pour ses idées refusera toujours d'admettre qu'il s'est allongé à l'issue d'une banale garde à vue.

Spaggiari accepte de faire des déclarations, mais pas devant n'importe qui, et pas dans n'importe quelles conditions. D'abord, il souhaite faire valider la tractation sur l'impunité de sa femme. Il cite le nom d'une de ses relations, issue du milieu de l'extrême droite et conseiller du ministre de l'Intérieur. Le petit photographe niçois connaît du monde, et du beau.

Il exige encore de réserver ses déclarations à un haut responsable du ministère. La PJ niçoise appelle la place Beauvau. Brefs conciliabules dans les bureaux. Le contrôleur général Honoré Gévaudan suit l'affaire depuis le début. Il connaît tous les patrons des SRPJ régionaux, et s'arrangera pour ne heurter la susceptibilité d'aucun de ces messieurs. Il s'est exprimé plusieurs fois sur l'affaire devant les médias, sans hésiter, ni livrer plus d'informations qu'il ne le fallait. Avec son accent rocailleux (qu'il prétend maîtriser à volonté), son air matois, sa chevelure plaquée et ses lunettes aux verres fumés façon inspecteur Derrick, il est l'homme de la situation.

Son avion atterrit à Nice dans la soirée. Le patron de la PJ locale le conduit à l'hôtel de police, avenue Foch. Le face-à-face entre M.

Honoré et M. Albert peut commencer.

Gévaudan donnera lui aussi sa version des événements[vi]. D'après lui, les policiers n'ont jamais exercé aucun chantage à propos du dépôt d'armes de Bezaudun-les-Alpes et d'éventuelles poursuites envers Audi Spaggiari. Il n'y a pas eu de négociation, ni au niveau de la police judiciaire de Nice, ni au sien.

Le juge d'instruction Bouazis expliquera plus tard qu'il n'a appris officiellement l'existence de la cache d'armes que bien après les premières auditions du cerveau du casse, et il confirmera qu'une négociation mettant en balance la liberté d'Audi Spaggiari a bien eu lieu.

Lorsqu'il se retrouve face à Albert Spaggiari, Gévaudan fait preuve de flair. Il sent que le photographe est crevé, mûr pour des aveux, mais surtout complètement mégalomane et déconnecté de la réalité politique. Le dialogue s'engage entre les deux hommes.

*« — Monsieur Spaggiari, d'après ce qu'on m'a dit de vous, vous avez servi en Indochine et vous avez milité dans l'OAS, vous êtes un patriote et je pense que vous abhorrez le marxisme ?*

*— Oh ! là, là ! s'exclame-t-il comme si on pouvait en douter.*

*[…]*

*— Imaginez cela… Que dira-t-on dans le pays, dans les journaux, à la télévision ? Que les policiers ne sont pas malins…»*

Et Gévaudan poursuit :

*« On dira aussi : "Ce ministre est un minable… ce gouvernement est un ramassis de jean-foutre qui ne sont pas capables d'assurer la sécurité des citoyens. Quant au président, qui dirige toute cette médiocrité…" Alors, que se passera-t-il ? Vous devinez la suite… Les sondages qui baissent, les champions du Programme commun de la gauche qui battent le fer tant qu'il est chaud. Votre affaire, croyez-moi, risque d'aboutir à d'incalculables conséquences. Au bout du compte, pensez-y, elle risque de faire pencher la balance aux prochaines élections législatives. Eh oui, vous, monsieur Spaggiari, sans le vouloir, bien sûr, vous aurez votre part de responsabilité dans l'arrivée des communistes au pouvoir*[vii]*. »*

Le contrôleur général convient lui-même que le procédé est un peu gros mais qu'à partir de ce moment-là Spaggiari, comme libéré,

commence à parler et ne s’arrête plus. Il raconte tout. Enfin presque.

# 7

# SPAGGIARI PASSE AUX AVEUX

Spaggiari parle. Les policiers ne soufflent mot, jouent les blasés. Rien ne doit venir tarir le flot.

Comment est venue l'idée ? C'est son engagement à l'extrême droite qui a poussé le petit photographe à concevoir le coup. Il a reçu des amis italiens en cavale à Bezaudun-les-Alpes et il a rencontré toutes sortes de fascistes, un peu partout en Europe. Il a adhéré à une organisation informelle de solidarité, la Catena (la chaîne, en italien). Les armes et les lires planquées dans le jardin des Oies Sauvages étaient destinées à venir en aide aux copains en fuite.

Bert marque une pause. Pendant de longues secondes, il tire sur une cigarette qu'un flic lui a offerte, comme s'il se donnait quelques instants de réflexion. Spaggiari reprend du poil de la bête. Quitte à avouer, autant se foutre un peu de la gueule des bourres.

— D'ailleurs ma part du butin a été intégralement versée à la Catena, sauf les frais que j'ai dû engager. C'est que ça coûte du blé, un projet comme ça, vous ne pouvez pas savoir, vous les flics.

— Ouais, c'est bon, Albert, continue…

Le photographe raconte ses repérages dans les égouts, la recherche du matériel, et la constitution de l'équipe. D'un côté, ses amis les politiques et les mercenaires : six ou sept types, des baroudeurs comme lui. Et puis les autres, les professionnels, les gars du milieu de la cambriole haut de gamme et quelques guetteurs. Une quinzaine de malfrats.

Les policiers salivent et laissent Spaggiari s'épancher. Il raconte les nuits de travail, les transports de matériel à dos d'homme, la progression cassé en deux dans les collecteurs. Spaggiari détaille le

creusement du tunnel : des semaines de boulot avec des pics, des piolets, des masses, des pointerolles.

Il soûle les flics de détails.

— Mais tes équipes, tu les as trouvées où ? demande un inspecteur à l'occasion d'une pause dans la logorrhée.

Spaggiari se redresse, s'appuie au dossier de sa chaise. Il rectifie le pli de son pantalon de costume, qui a bien tenu le coup. Il croise les bras et regarde les flics.

— Pour les noms, je ne dirai rien. Pas la peine d'insister. Je ne trahis pas les amis. Vous avez le cerveau, c'est déjà bien beau. Bon, maintenant, j'aimerais bien me reposer un peu et me raser.

Les policiers ne pourront rien en tirer de plus.

Le 29 octobre, à l'issue de sa garde à vue, Spaggiari est conduit au palais de justice pour être présenté au juge d'instruction. La scène est surréaliste. Après quarante-huit heures sous le feu roulant des questions policières, sans dormir ou presque, Spaggiari apparaît relativement frais et détendu, élégant dans son costume gris Prince-de-Galles, chemise de soie bleue et cravate rouge. Il porte des lunettes de soleil du genre aviateur. Un gros cigare est fiché entre ses lèvres. Il ressemble un peu à Jacques Dutronc. Une flopée de journalistes l'accueille à la descente du panier à salade. Sur les marches du palais et dans l'escalier qui mène au bureau du juge, ils dialoguent avec lui, micros tendus. Spaggiari, encadré par les policiers, répond brièvement aux questions des reporters, la bouche fendue d'un sourire crispé.

— Vous regrettez, monsieur Spaggiari ?

— Ah non, pas du tout.

— Est-ce que c'était uniquement pour l'argent ?

— Bien sûr que non.

— Est-ce qu'il y a des raisons politiques ?

— Ah…

Le juge instructeur, Richard Bouazis, est un magistrat de vingt-six ans, cheveux mi-longs et mèche tombante, arborant de grosses lunettes en écaille. C'est un professionnel consciencieux au regard doux, certainement pas une peau de vache. Lorsqu'il reçoit Spaggiari, le juge est pleinement conscient de la pression, de l'hystérie médiatique ambiantes. Le casseur aussi.

« En arrivant au palais, il avait constaté le nombre de journalistes et de photographes qui étaient là. Il s'est quasiment cru

sur les marches du palais du Festival à Cannes. Par cette dimension de personnage immédiatement médiatique et immédiatement séduisant, et par la connaissance qu'il avait du milieu niçois, il est devenu tout de suite le chouchou des médias », se souvient le magistrat.

Richard Bouazis a l'impression que son petit bureau n'est pas à la hauteur de l'histoire. Il a en face de lui un homme réputé avoir commis le plus gros casse jamais réalisé en France. Mais celui-ci fait de l'humour et fanfaronne gentiment. Le juge a le sentiment d'être sur une scène de théâtre en compagnie d'un personnage hors du commun, qui semble lui dire : « Vous n'êtes qu'un petit juge. Je vais vous démontrer que votre instruction est presque sans intérêt. Je me suis attiré la sympathie du public, je suis une espèce de Mandrin. Je sais que je vais gagner, si je suis jugé. »

Et Spaggiari répète au juge ce qu'il a dit aux policiers. Il admet avoir conçu et réalisé le projet. Mais en aucun cas il ne révélera avec qui.

L'ex–« petit photographe » est incarcéré à la maison d'arrêt de Nice. De vieux matons reconnaissent en Spaggiari le détenu politique des années 1962-1966. De jeunes recrues viennent féliciter l'artiste. Pour Albert, le séjour en prison ne commence pas trop mal.

Le lendemain se déroule un événement qui le met particulièrement en joie : la reconstitution du casse dans les sous-sols de la Société Générale, toutes les huiles ont fait le déplacement : le juge d'instruction, le procureur, les autorités policières, les pontes de la Société Générale. Il y a aussi Jacques Peyrat, son ami et avocat. Maître Peyrat est un ancien parachutiste de la Légion étrangère (les « bérets verts »). Comme son client, il a servi en Indochine. Il est conseiller municipal de Nice et membre du Front national[viii].

À la sortie de la prison, dans le fourgon cellulaire qui le conduit avenue Jean-Médecin, le détenu interpelle joyeusement ses gardiens.

— Vous voyez, c'est ici que l'on est descendu dans le Paillon avec la Land Rover pour apporter le gros matériel et évacuer le butin, indique Albert en désignant une rampe d'accès au fleuve asséché.

La rampe est effectivement située en face du bâtiment de la prison. Et de la caserne de gendarmerie.

Devant la tête des policiers, et s'il n'avait les poignets entravés par les menottes, le prisonnier en battrait presque des mains.

Cigare aux lèvres, galvanisé par la qualité de l'auditoire, Spaggiari réitère ses facéties. Grand seigneur, il absout le directeur de la banque :

*« On a eu tort de dire que votre banque était comme du fromage de gruyère. Au contraire, elle nous a donné énormément de mal. Le mur de la salle des coffres, d'un mètre vingt, était fait du meilleur béton, supérieurement armé. Les coffres, aussi, ont remarquablement résisté. Si les locaux avaient été de fabrication récente, nous aurions pu travailler plus rapidement et voler les quatre mille coffres.*

[…] *Pourtant, ça a été une franche rigolade. Lorsque nous avons pénétré dans la salle, ce fut une explosion de joie. Pendant deux jours et demi, nous avons travaillé dans une ambiance euphorique, avec un esprit de camaraderie de tous les instants. Sans hâte et sans énervement. Des amis, en effet, nous renseignaient depuis l'extérieur sur tous les événements qui pouvaient se produire*[ix] *»*, raconte Spaggiari à l'assemblée.

Il multiplie les anecdotes.

« Il a même réussi à faire sourire policiers et magistrats. Notamment quand il s'est étonné de tout ce qu'il avait trouvé à l'intérieur des coffres : une énorme richesse, certes, mais aussi des boîtes de conserve, du café, de la chicorée, du sucre et même du pain sec en galettes. "Comme si tous ces gens croyaient à une troisième guerre mondiale et qu'ils avaient fait des provisions mises en lieu sûr[x]." »

Spaggiari fait son cinéma. Il jouit de la situation. La reconnaissance de son talent. Enfin ! À la sortie de la banque, un homme se précipite sur lui pour lui donner l'accolade, malgré l'escorte. Bert est quasiment acclamé. Puis on l'emmène reconnaître le matériel qui a servi au casse, entreposé dans les locaux de la police judiciaire.

Albert Spaggiari admet beaucoup de choses, fournit les détails qu'on lui demande, dans les limites qu'il s'est fixées. Quant à l'identité de ses complices, sa réponse reste la même :

— Macache ! Je ne dirai rien.

Mais pendant que le photographe amuse la galerie, un autre de ses comparses est arrêté, au terme d'un périple aux détails savoureux.

# 8

# HISTOIRE BELGE ET BLONDE SUISSESSE

Parmi ceux qui manquent à l'appel à la suite du coup de filet policier du 26 octobre, il y a le Marseillais Daniel Michelucci, trente-deux ans. Son jeune frère Henri s'est fait enchrister pour avoir joué le chauffeur et l'intermédiaire en prêt de voitures pour tous ces messieurs rétifs à l'établissement d'un certificat d'immatriculation en bonne et due forme. Les deux frangins portent un patronyme connu des amateurs de pétanque : leur père, surnommé « P'tit Fernand », est un des boulistes les plus réputés de la Côte. Daniel, c'est l'un des types contrôlés à Nice en possession de pointerolles et dans la villa de Castagniers-les-Pins. Il a échappé à la surveillance policière à plusieurs reprises dans les trois mois qui ont suivi le casse. Les enquêteurs ne s'en sont pas inquiétés outre mesure, car les frères Michelucci fréquentent le milieu et ont des vies sentimentales agitées. Les ruptures de filoche, ils connaissent. Entre les poules qui les soupçonnent et les poulets qui les suspectent, ils ont toujours quelque volaille à semer.

Daniel Michelucci a commencé une carrière de poissonnier sur le port de Marseille, mais il a vite senti l'appel non pas du large, mais des intérieurs protégés. Il a évolué vers la cambriole, un domaine dans lequel il est tombé sur quelques arêtes. À défaut de véritable fortune, il s'y est constitué un joli petit casier.

Au début du mois d'octobre 1976, Daniel décide de s'offrir un séjour à Bruxelles. Comme il ne fait rien comme tout le monde, il demande à son petit frère s'il ne connaît pas un ami serviable, quelqu'un qui pourrait louer une voiture à Marseille et le conduire jusqu'en Belgique. Non que Daniel ne possède pas de permis, mais louer une voiture est devenu un parcours du combattant. Il faut

remplir des imprimés (en plusieurs exemplaires), laisser une copie d'une pièce d'identité, un chèque de caution… Toutes ces formalités assommantes.

Henri lui trouve un chauffeur, Marie-Françoise A., une ravissante brunette de vingt-six ans, employée à la mairie de Marseille, qui présente l'avantage d'avoir un gros faible pour lui. Une « cavette » (comme on dit chez les « hommes ») qui a fait de bonnes études et tout le toutim, mais pas pimbêche. En outre, elle est de bonne famille. Son père, un retraité corse, était inspecteur aux Renseignements généraux. Henri a fait la connaissance du daron, à l'occasion de vacances sur l'île de Beauté. Bizarrement, les deux hommes n'ont pas sympathisé. Henri a senti chez le paternel de Marie-Françoise comme une pointe de méfiance. Incompréhensible.

« J'ai dû merder quelque part, s'est dit le cadet des Michelucci, mais où ? »

Revenu sur le continent, Henri a renoué avec sa régulière et pris un peu de distance avec Marie-Françoise, au grand désespoir de celle-ci. Lorsqu'il la rappelle et lui propose l'affaire, la jeune femme accepte avec enthousiasme. Elle nourrit l'espoir que ce petit service lui permettra de remettre la main sur Henri. En plus, elle adore conduire.

Un samedi d'octobre, elle prend la route en compagnie de Daniel Michelucci, au volant d'une puissante Renault qu'elle a réservée quelques jours plus tôt chez un loueur de Marseille. Première étape à Paris, où elle croise un ami de Daniel, un certain Gérard (qui se révélera être Gérard Vigier, l'un des quatre de Castagniers-les-Pins). Les deux hommes dînent ensemble. Pendant ce temps-là, Marie-Françoise consigne les détails de l'aventure dans le journal intime qui ne la quitte jamais. Le lendemain, direction Bruxelles. Après le passage de la frontière, Daniel lui lâche le morceau. Il ouvre une mallette dont il a jusqu'ici pris le plus grand soin.

— Regarde. Il y en a pour cinquante briques [*cinq cent mille francs*].

La jeune femme comprend que la somme provient de l'un de ces gros cambriolages dont les journaux ont parlé tout l'été. Elle ne glisse mot de l'histoire à personne (sauf à son journal, mais lui, au moins, il sait garder un secret). Le lendemain, Marie-Françoise rentre seule à Marseille. Daniel doit demeurer à Bruxelles « pour affaires ».

Le 26 octobre 1976, Marie-Françoise A. est emballée dans la grande rafle policière. Les flics parcourent son journal en se bidonnant. Si tous les clients étaient aussi méticuleux, ça ferait gagner un temps précieux à l'Administration. Grâce aux indications de la jeune femme et au concours de la police belge, Daniel Michelucci se fait serrer devant la banque de Bruxelles, trois jours plus tard. Dans le compartiment qu'il a loué de façon très officielle (bel effort) sous un faux nom (on respire), les policiers découvrent près de quatre cent cinquante mille francs et quelques lingots. Ça lui apprendra à planquer son pognon dans un coffre de banque.

Trois jours plus tard, un autre personnage repéré à Castagniers-les-Pins refait surface. Dominique Poggi, le beau mec (dans tous les sens du terme : play-boy et caïd) se présente au commissariat d'Antibes. L'ancien proxénète et désormais tenancier de boîte de nuit a négocié sa reddition au préalable. Il fait une arrivée remarquée au commissariat : en voiture de sport blanche et au bras d'une jeune femme blonde en manteau léopard[xi]. Denise, la belle Suissesse qui l'a accompagné, repart au volant de la Matra et va prendre ses quartiers dans un bel appartement de Juan-les-Pins où le couple a récemment emménagé. Le loyer a été réglé d'avance pour deux ans !

Interrogé par les policiers, Poggi nie en bloc. Il ne connaît pas Spaggiari. Le 9 juillet, il était bien à Castagniers-les-Pins, mais c'était pour une partie fine, comme il l'a indiqué aux gendarmes. Pendant le casse, il était dans son village en Corse et il a des témoins.

— Soyons sérieux, monsieur Poggi. Francis Pellegrin a avoué vous avoir présenté Spaggiari. Il a cité votre nom vingt-cinq fois.

— C'est vingt-cinq fois de trop. Ce Francis se trompe.

De fait, dans les jours qui suivent, Pellegrin revient curieusement sur ces déclarations. Il explique que les policiers lui ont soufflé le nom de Dominique Poggi et l'ont contraint à le mettre dans le bain, sous la menace. À la réflexion, estime-t-il, ce n'est pas Poggi qu'il a présenté à Spaggiari mais un autre homme, dont il ne connaît pas le nom.

Les rétractations de Pellegrin semblent peu spontanées. On a dû lui faire comprendre qu'il n'était pas bon pour la santé d'embarquer un type de ce calibre dans de pareilles galères. Poggi effectuera près

d'un an et demi de prison avant d'obtenir sa mise en liberté provisoire sous (forte) caution.

Quelques mois plus tard, le gendarme Patrick Gruau, qui a contrôlé Poggi et ses amis à Castagniers-les-Pins, aura lui aussi l'occasion de s'apercevoir qu'il ne fait pas bon s'attaquer au truand corse. Pendant l'instruction, alors qu'il sort du bureau du juge d'instruction, il se trouvera face à face avec le frère aîné de Poggi, un type d'une soixantaine d'années, qui l'apostrophera ainsi :

— C'est toi qui cherches des ennuis à mon frère ? Ce n'est pas très correct. Tu pourrais avoir des problèmes.

Le gendarme en restera sans voix. Menacer un flic en plein palais de justice !

Gaétan Zampa, caïd marseillais et patron supposé de Poggi, reste injoignable pendant plusieurs jours après le grand coup de filet. Le 12 novembre, ayant préalablement pris conseil auprès de son avocat, Me Jean-Louis Pelletier, il se présente au commissariat d'Aix-en-Provence. Il en ressort libre. Comme Dominique Poggi, il conteste toute implication. Il sait que les policiers ne disposent contre lui d'aucun élément concret. Pas un des suspects arrêtés le 26 octobre, non plus que Spaggiari, ne mentionnera jamais son nom. Les magistrats et les policiers en sont réduits à des spéculations, relayées par la presse, mais rien de plus.

# DEUXIÈME PARTIE

# ALBERT SPAGGIARI,
# ITINÉRAIRE D'UN CERVEAU

# 9

# QUI EST ALBERT SPAGGIARI ?

Une cellule de deux mètres sur trois au sol carrelé, équipée de toilettes et d'un lavabo, au rez de-chaussée de la prison de Nice. Spaggiari se réacclimate à la vie de taulard. Les matons lui foutent la paix. Dans les premiers jours, grâce à la solidarité des embastillés de toutes sortes, il s'est procuré du sucre, du café, des livres et les journaux.

À 14 heures, tous les jeudis, il est extrait de sa cellule et transporté en fourgon au palais de justice pour rencontrer le juge Bouazis, en compagnie de son avocat, Me Peyrat. Pour permettre à ce dernier d'organiser son emploi du temps durant les mois à venir, le magistrat a accepté le principe d'un calendrier régulier des auditions.

Le juge veut tout savoir, tout comprendre. Durant les premiers interrogatoires, le petit photographe déroule le fil de sa vie.

Albert Romain Spaggiari est né le 14 décembre 1932 à Laragne, une bourgade du département des Hautes-Alpes, à une trentaine de kilomètres au sud de Gap. Son père Richard, issu d'une famille de maçons (des « trimards », dira Albert) italiens, meurt lorsqu'il a deux ans et demi. Sa mère, Juliette Clément, déménage pour Hyères, dans le Var, où elle ouvrira une boutique de lingerie, Aux Caprices des Dames. Bébert, comme on l'appelle dans la famille, est un enfant turbulent, querelleur, souvent tête de turc de ses camarades de classe qui lui ont trouvé d'autres surnoms : Spaghetti, ou Spaghetti-Macaroni. Le cocktail de pâtes lui restera longtemps sur l'estomac.

Il effectue une partie de sa scolarité dans un collège de maristes. Discipline, uniforme et « cachot » pour les punitions. Spaggiari

racontera y avoir passé les meilleurs moments de son enfance. Au fond de la pièce, une porte vitrée dont il a descellé un carreau conduit à l'« enfer » de la bibliothèque de l'école, les livres censurés. Le petit Albert y dévore les aventures de Gilles de Rais (célèbre tueur en série du XV^e^ siècle), du capitaine Conan, de Chéri-Bibi, de Pardaillan, de Tarzan et d'Henri de Monfreid.

Albert Spaggiari passe son temps à se battre, seul ou en bande. Il fugue plusieurs fois. Au collège puis au lycée, il accumule les années de retard. En 1947-1948, il effectue une année scolaire dans un lycée marseillais. Il y trouve de nouvelles occasions de se bastonner, avec des adversaires de qualité.

L'année suivante, à l'âge de seize ans, il fomente une nouvelle échappée : rejoindre dans le maquis sicilien le « bandit d'honneur », Salvatore Giuliano.

Giuliano est un célèbre voleur de grand chemin sicilien né en 1922. En 1943, contrôlé alors qu'il transporte des céréales volées, il tue un carabinier. Quelques mois plus tard, des habitants de son village, dont des membres de sa famille, sont arrêtés et emprisonnés à Monreale, près de Palermo. Giuliano organise leur évasion.

Les hommes en cavale forment une bande dont Giuliano devient le chef. Ils sévissent dans les montagnes qui surplombent la capitale de la Sicile. Proche d'un mouvement nationaliste insulaire acoquiné avec la mafia, fort d'une clique bien armée d'une cinquantaine d'hommes, Giuliano se construit un mythe de bandit au grand cœur : il aurait abattu un facteur coupable de détourner l'argent que les immigrés américains adressaient à leurs proches restés au pays ; il aurait reversé aux paysans les plus pauvres une partie du produit de ses forfaits.

Inquiet de la progression électorale des communistes, Giuliano décide de kidnapper un dirigeant local du PCI. Fin stratège, il choisit d'opérer pendant le défilé du 1^er^ mai 1947. Défaut dans la conception du plan d'action, réaction de panique de manifestants ignorants ? Le bandit et ses hommes tirent sur la foule. Bilan : onze morts, dont des femmes et des enfants, et des dizaines de blessés. Le mythe prend quelques trous. La popularité, bien réelle, dont jouissait le bandit auprès d'une partie des Siciliens commence à s'effriter. Mais le bandit nargue les flics : il leur envoie des petits mots, dîne tranquillement dans les *trattorie* de Palermo.

En août 1949, Salvatore la Bavure inaugure ce qui deviendra une tradition : l'attaque à l'explosif (des mines) d'un convoi de police. Tel est le personnage qui fascine l'adolescent Spaggiari.

« […] *Un bandit d'honneur, car on n'appelle pas encore ça péjorativement "les terroristes"* […] *même le Che fait figure de petit garçon auprès de lui. Il est servi par un phénomène politique important à cette époque, en Italie plus qu'ailleurs. Un tas de gens croyaient encore à la proche victoire des démocraties populaires dans toute l'Europe. Du coup, les indépendantistes régionalistes étaient officiellement déclarés anticommunistes et traités par conséquent de fascistes* », écrira plus tard le casseur en cavale[xii].

En 1949, le jeune Albert s'embarque pour la Sicile, via la Tunisie. Il erre quelques jours dans les montagnes de l'ouest de Palermo à la recherche de la bande de Giuliano. Arrêté par une patrouille de carabiniers, il passe quelques jours dans une prison locale, où il fait la connaissance d'authentiques fascistes, deux nationaux-socialistes allemands et un collabo anglais qui ont réussi à passer quelques jours auprès du « bandit d'honneur ». En quelques jours, dans le cadre propice à l'assimilation des connaissances que constitue une cellule, les trois types dispensent au jeune Français une formation politique accélérée. Après une semaine d'enfermement, Spaggiari et ses nouveaux camarades sont expulsés d'Italie. L'adolescent regagne piteusement le domicile de sa mère, couvert de poux et de morpions.

Quelques mois plus tard, en juillet 1950, Salvatore Giuliano sera abattu par un carabinier lors de son arrestation. Un voleur, nationaliste et terroriste : telle est la première idole politique de Spaggiari.

Ça promet.

Cette même année 1950, à dix-sept ans, le jeune homme s'engage dans l'armée. Il est volontaire pour l'Indochine. Son affectation est le 3e bataillon de parachutistes coloniaux, les « bérets rouges ».

La guerre d'Indochine prend ses racines en 1945 : la France décide de restaurer son autorité sur ses colonies et protectorats au Viêt Nam, au Cambodge et au Laos. Au Viêt Nam, elle doit lutter

contre les communistes du Viêt Minh, dirigés par Hô Chí Minh. En décembre 1946, ce dernier a lancé une insurrection générale contre les forces d'occupation françaises.

C'est dans ce bourbier politique et militaire que débarque de Marseille, après plusieurs semaines de bateau, le deuxième classe Spaggiari. Engagé dans la guerre des rizières, son bataillon s'illustre au combat et reçoit trois citations collectives au feu. Mais le soldat Spaggiari connaît aussi le cachot pour des manquements graves et répétés à la discipline.

En janvier 1953, il braque la caisse du Milk-Bar, un bordel de Hà Nôi. D'après lui, il s'agissait d'une expédition punitive pour venger un camarade dépouillé de sa solde par les entraîneuses de l'établissement. Quelques mois plus tard, dans un autre bar de la ville, Le Bagatelle, il est reconnu par la serveuse du Milk-Bar. Il est condamné à cinq ans de prison et à la dégradation militaire (dur, pour un soldat deuxième classe !). Il écope aussi de vingt ans d'interdiction de séjour, la « trique », un système de carnet de séjour qui l'obligera pendant des années à aviser la police de ses changements de lieux de résidence et à demander des autorisations de travailler ou d'habiter dans un certain nombre de départements sensibles (notamment les Bouches-du-Rhône). Il purge sa peine à la prison militaire de Hà Nôi, puis dans différents établissements pénitentiaires métropolitains. Il y suit des cours de chaudronnerie et apprend l'art de la soudure.

Spaggiari est libéré en 1957. Il a bénéficié de deux ans de remise de peine. Il retourne chez sa mère à Hyères. Il y rencontre une jeune infirmière, Marcelle Audi di Grivetta. Albert et « Audi » (ainsi que la surnomme son nouveau fiancé) partent pour Dakar et s'y marient en 1959. Audi y exerce son métier, et Albert celui de chaudronnier. Pendant quelques mois, il fabrique des brûleurs de fours de boulanger, puis il entre chez le représentant local de Fichet. La compagnie a été créée en 1825 à Paris, elle a inventé le « premier coffre-fort incombustible en 1840 » et « c'est en 1879 qu'est construite la première chambre forte d'une banque avec compartiments de location », précise l'historique du groupe. La société Fichet (qui fusionnera avec Bauche en 1967) ne sait pas qu'elle réchauffe une vipère en son sein (la vipère l'ignore également). Albert apprend à fabriquer des meubles métalliques… et

à ouvrir, à la perceuse ou au chalumeau, les coffres dont les propriétaires ont égaré les clés.

En 1960, Audi et Albert Spaggiari rentrent en France. La jeune femme travaille à l'hôpital puis crée un cabinet de soins indépendant. Il est ouvrier dans l'industrie du plastique. Nous sommes en pleine guerre d'Algérie. Depuis 1954, la France doit faire face à la rébellion des indépendantistes algériens. En juin 1958, à Alger, Charles de Gaulle prononce devant les colons son fameux « Je vous ai compris », et en août 1959 il déclare que, lui vivant, jamais le drapeau du FLN ne flottera sur l'Algérie. Mais en septembre 1960, de Gaulle évoque l'hypothèse de l'autodétermination. Lors du référendum de janvier 1961, les Français se prononcent à 75 % pour le droit à l'autodétermination du peuple algérien. À la même époque est créée en Espagne l'Organisation armée secrète (OAS). Elle regroupe plusieurs organisations insurrectionnelles hostiles à l'indépendance. Pendant plus de deux ans, l'OAS va commettre des centaines d'attentats et d'assassinats en France et en Algérie, qui provoqueront des milliers de morts et de blessés.

Il est établi que Spaggiari adhère aux thèses de l'OAS et participe aux réunions et au soutien logistique du réseau terroriste. Mais dans quelle mesure ? Modeste, semble-t-il, à une exception près (cf. paragraphe "*Octobre 1961*"). Il est arrêté en mars 1962, en compagnie d'un petit groupe d'activistes qui font tourner une imprimerie clandestine.

*« Français de métropole, mon frère, essaie de nous comprendre. Nous ne sommes ni fascistes, ni des assassins professionnels, ni des ambitieux avides de pouvoir et sans scrupules. Nous avons supporté pendant plus de sept ans une guerre ignoble où vos fils et les nôtres ont été lâchement assassinés, autant par le FLN que par le pouvoir gaulliste qui, d'abandons en abandons, mène ce pays à la ruine et à la désolation. Toutes les formes d'opposition légale nous ayant été successivement retirées, il ne nous est resté que l'action clandestine pour faire respecter nos droits les plus imprescriptibles à un moment où, malgré les engagements les plus solennels, le pouvoir se prépare à livrer*

*l'Algérie aux assassins du FLN »*, tel est le genre de tract que l'OAS diffusait à cette période.

Alors que les personnes arrêtées avec lui écopent de peines avec sursis, Spaggiari est condamné à quatre ans de prison ferme. Les policiers ont trouvé chez lui des armes et des munitions. Et puis une autre histoire est sans doute parvenue aux oreilles des services de lutte anti-OAS et de la justice. Il faut dire que Spaggiari raconte à qui veut l'entendre que, à l'automne précédent, il aurait préparé un attentat contre le général de Gaulle.

*Octobre 1961*

Spaggiari se rend à Madrid au volant de sa 2 CV Citroën. Il se met à la recherche de Pierre Lagaillarde, l'un des fondateurs de l'OAS, qu'il a le plus grand mal à localiser. En désespoir de cause, il se procure finalement son adresse à l'ambassade de France ! Spaggiari rencontre l'ancien député d'Alger, lui décline ses états de service et affirme être disponible pour les « actions » qu'on voudra bien lui ordonner d'exécuter. Il laisse son adresse à Lagaillarde.

En rentrant en France, il apprend par sa mère que le général de Gaulle visitera Hyères au début du mois de novembre. Le président de la République doit passer sous les fenêtres de l'appartement de sa mère, situé au-dessus de son magasin de lingerie, Aux Caprices des Dames.

Spaggiari repère les lieux et vérifie l'angle de tir que lui procure l'entrebâillement des volets de la fenêtre sur rue. Les conditions sont idéales, même pour un tireur médiocre, ce qui n'est pas le cas de l'ancien para. Spaggiari élabore un itinéraire de repli : un bond dans une courette qui communique avec un immeuble mitoyen, un couloir, un scooter garé sur le trottoir de l'autre côté du pâté de maisons, prêt à démarrer. À deux reprises, il fait savoir à Lagaillarde qu'il est disposé à l'action et donne le numéro de téléphone de sa mère.

Le 8 novembre 1961, à 16 heures, Spaggiari est en place, posté à la fenêtre de l'appartement. Il a épaulé son Mauser 7,92 à répétition, une arme de *sniper*, qu'il a au préalable vérifié et graissé. Il dispose

aussi d'un pistolet-mitrailleur destiné à couvrir sa fuite en cas de besoin. L'ordre de tirer n'est pas encore arrivé.

À 16 h 12, le cortège présidentiel passe devant les Caprices des Dames. Le président de Gaulle reste dans la mire de Spaggiari pendant plusieurs secondes. Spaggiari sait qu'il n'appuiera pas sur la détente, mais ça lui fera une anecdote à raconter à ses petits-enfants. L'ordre de tuer ne viendra jamais. Voilà pourquoi Spaggiari n'a pas abattu de Gaulle le 8 novembre 1961. Selon une autre version qu'il donnera au juge chargé d'instruire le casse de Nice, il prétendra avoir renoncé à la dernière minute pour éviter de créer des ennuis à sa mère. À moins que, pour se faire mousser, il ait tout bonnement inventé cette histoire, ce premier « gros coup » qu'il aurait été à deux doigts de réaliser.

*1962-1966*

Spaggiari purge sa condamnation à l'île de Ré et à la prison de la Santé à Paris. Il y fait la connaissance de trois types emprisonnés pour les mêmes raisons que lui : Robert C., Michel Marshall et Michel D. dit « le Toc », qui deviendront ses plus proches amis, solidarité des détenus politiques oblige.

« Un jour, on voit arriver un grand garçon, un peu "star", grand sourire, bronzé, mince, élancé, en costard blanc, se souvient Robert. On s'est dit : celui-là, ils sont allés le ramasser boulevard Saint-Germain, au Flore. Mais non, c'était un OAS comme nous, Albert Spaggiari. Il était fantaisiste. Il prenait tout à la rigolade. Il se foutait complètement d'être en prison. Enfin, il n'était pas pleurnichard. » Spaggiari a-t-il vraiment son entrée dans les couloirs de la Santé en « costard blanc » ? On peut en douter. Mais la légende existe et c'est l'image qu'ont retenue de lui ses futurs amis : celle du « taulard flamboyant ».

L'ancien de l'Indo est libéré après trois ans et demi de détention. Il revient à Nice.

## 10

# NI ARMES, NI VIOLENCE ET SANS HAINE ?

En ce milieu des années soixante, la région niçoise est une des zones de prédilection des ex-OAS (une tendance renforcée par la présence de nombreux rapatriés d'Algérie) et des militants d'extrême droite et nationalistes venus de tous les horizons. Spaggiari s'y sent comme un poisson dans l'eau. Il participe à toutes les réunions et célébrations d'anciens combattants des guerres récentes. Sa condamnation de 1962 ne semble pas avoir calmé ses ardeurs militantes. Ses amis, anciens de l'Indo, baroudeurs, militants néofascistes et autres « soldats perdus de l'Occident chrétien », constituent un formidable réservoir d'hommes de main et de gros bras. Les formations politiques de la droite traditionnelle ont fréquemment recours à ces nervis pour briser les grèves, attaquer les permanences des partis de gauche, faire le coup de poing avec leurs colleurs d'affiches, assurer les services d'ordre des meetings et manifestations. Sans qu'aucune activité illégale n'ait jamais été précisément relevée à l'encontre de Spaggiari durant cette période, il fréquente assidûment, et sans se cacher, cet univers.

Spaggiari effectue également de mystérieux voyages : un séjour d'un an à München pour apprendre l'allemand et devenir interprète, profession qu'il n'exercera jamais.

Il aurait encore tenté une incursion en Tchécoslovaquie, dans le dessein de venir en aide aux nationalistes pourchassés par les communistes après l'échec du printemps de Praha[xiii]. On ne saura jamais avec précision de quoi Spaggiari s'est réellement occupé pendant ces périples. D'autant qu'il affiche, dès cette époque, un brin de mégalomanie. Plus tard, ce sera pire.

Les contacts entre l'extrême droite niçoise et les néofascistes italiens sont également très étroits. Et, de l'autre côté des Alpes, ça commence à chauffer. Le 12 décembre 1969, dans le hall de la banque de l'Agriculture, piazza Fontana à Milano, un attentat cause la mort de dix-sept personnes et en blesse quatre-vingts autres. Quelques minutes plus tard, trois bombes explosent à Roma. Elles ne font que quelques blessés. Les attentats de Milano sont d'abord attribués aux anarchistes, puis à des militants d'extrême droite manipulés par les services secrets et polices politiques parallèles de la Péninsule. Tout au long des années soixante-dix et jusqu'à l'explosion de la gare de Bologna (août 1980, quatre-vingt-cinq morts), également attribuée à l'extrême droite, les attentats, les enlèvements et assassinats perpétrés par des groupes d'extrême droite et d'extrême gauche vont traumatiser l'Italie. Les militants et terroristes néofascistes italiens en cavale trouvent souvent refuge dans le sud de la France, où ils savent que leurs congénères locaux leur fourniront des soutiens logistiques, des armes et des planques.

Or Spaggiari dispose à Bezaudun-les-Alpes, sur la rive droite du Var, près de Vence, d'une maison de campagne isolée, une bergerie plantée au milieu de quelques hectares de maquis. Il l'a achetée au tout début des années soixante-dix.

*« Lorsque j'ai découvert ce coin par hasard, j'ai eu la subite révélation que si je devais terminer mon existence quelque part, ce serait ici même. La bergerie délabrée était une authentique ruine et la nature une véritable jungle. Les gens se sont moqués de moi, même les villageois. J'ai tout accompli de mes mains et il m'a fallu de dures et de longues années pour en faire ce que c'est devenu aujourd'hui. Ne parlons pas du défrichement ; derrière ces pierres et ces voûtes du XII^e^ siècle, il y a cinquante tonnes de béton que j'ai amenées par un chemin de muletier »*, raconte Spaggiari[xiv].

Pendant des mois, le photographe a sillonné la région à la recherche de vieilles pierres et de poutres pour retaper la bâtisse. La bergerie est devenue un petit bâtiment à deux niveaux, aux murs de pierres disjointes, recouvert d'un toit de tuiles grises, entouré de quelques arbres et d'un terrain pelé, parsemé de murets. La maison ne manque ni de rusticité, ni de charme. Et surtout, elle est protégée du monde extérieur, perdue dans les contreforts de la montagne du Chiers. Albert Spaggiari aime cet endroit. Il connaît le moindre chemin, le plus petit ruisseau des alentours et sait décrire avec

précision – avec passion et poésie, disent ses amis – la faune et la flore de la région. C'est une retraite où il peut à loisir lire et méditer. Une personne recherchée pourrait aussi y trouver quelque répit sur le chemin d'une cavale.

Pourquoi Spaggiari a-t-il baptisé la bergerie « Les Oies Sauvages » ? Si l'on souhaite pinailler, on relèvera que l'origine de l'appellation est multiple. En 1690, le roi catholique d'Angleterre Jacques II, soutenu par la France, perd la bataille décisive de La Boyne en Irlande. Une partie des Irlandais qui composaient ses troupes s'enrôle dans l'armée française. Ces soldats ont été surnommés « les oies sauvages ». Autre provenance : le titre d'un chant nationaliste allemand composé sur le front par le poète Walter Flex, pendant la Première Guerre mondiale, précisent les puristes. Il deviendra par la suite un hymne nazi (et demeure encore, assez curieusement, le chant favori de nombre de régiments parachutistes français). Spaggiari ne semble pas s'être embarrassé de ces subtilités historiques. Sur la planche de bois où est inscrit à la peinture noire le nom de sa maison, la lettre « O » est ornée d'une croix celtique, emblème des néofascistes et, en son temps, de l'OAS. Les « S » sont tracés selon la calligraphie en éclair du sigle des SS, les *SchutzStaffel* (section de protection), piliers du régime hitlérien. Si la bergerie s'était appelée « les oiseaux migrateurs », sans doute aurait-on eu droit à un « X » en forme de croix gammée.

Les amis de Spaggiari justifient ces références au nazisme par « un certain goût pour la provocation ». Un peu court. Spaggiari a des idées fascistes et ne s'en défend pas. Il hait la République et déplore que l'Espagne soit, en 1976, sur le point « de disparaître dans la trappe où tous les pays européens avaient déjà sombré[xv] ». La trappe, c'est la démocratie.

Albert Spaggiari a-t-il personnellement accueilli à Bezaudun-les-Alpes des militants néofascistes transalpins ? Les six millions de lires saisis lors de la perquisition d'octobre 1976 tendraient à le prouver. Ils pourraient provenir d'une rançon versée à l'occasion des nombreux enlèvements de personnalités italiennes.

Tel est le paradoxe d'Albert Spaggiari : cogneur et sentimental, convivial et solitaire, écolo et facho, petit photographe de mariage qui rêve de la une des journaux…

À la ville, l'individu Spaggiari est une personnalité appréciée de certains milieux. Sa faconde et sa culture livresque (de droite,

essentiellement) en font un bon compagnon, disponible et fidèle en amitié. Avec son physique de baroudeur, sa gueule burinée, c'est aussi un beau gosse, macho et dragueur. Il est fêtard, généreux et bon vivant. Il a conservé de ses années en Indochine un humour de corps de garde, à tendance fortement graveleuse et scatologique (*e va fanculo !*). Un facho ironique, un beauf charismatique et attachant.

En 1968, il a ouvert un magasin de photographie, route de Marseille, près de l'aéroport. Spaggiari compte quelques amis, politiques mais aussi personnels, à la mairie de Nice, dont un intime du premier magistrat, Jacques Médecin. Ce dernier est devenu maire de la ville en 1966, au décès de son père. Quelques années plus tôt, alors qu'il était encore journaliste, Médecin junior avait aidé des rescapés de l'OAS en fuite à passer en Italie. En 1967, alors qu'il vient d'être élu député, il rend visite à Jacques Soustelle, ethnologue et homme politique, mais surtout figure tutélaire du mouvement pour l'Algérie française, qui s'est temporairement exilé de l'autre côté des Alpes[xvi]. Le climat idéologique qui règne à l'hôtel de ville n'est donc pas foncièrement hostile à l'extrême droite.

Spaggiari devient l'un des photographes indépendants qui opèrent à la mairie pour les cérémonies de mariage. Les affaires (sa boutique, le cabinet de soins infirmiers d'Audi) marchent gentiment. Le plus souvent possible, le couple s'embarque pour l'Afrique, direction le Sahara, et s'évade dans de longues expéditions en Land Rover.

Après quelques années d'activité « à son compte », Spaggiari se lasse de la vie de petit commerçant.

*« Avant cette aventure, ou ce casse si vous préférez, je m'étais assoupi pendant huit longues années. Le commerce. J'ai essayé ça aussi. Il s'agissait d'un magasin de photo. Un vrai coma. Le revenu. La TVA, les allocations, la Sécurité sociale, les assurances obligatoires, les impôts locaux, les vignettes, les autoroutes, les parkings, les contraventions, les contributions, la voirie, les enseignes, les balayeurs, la télé, les ristournes, les petits cadeaux, les passe-droit, les flics, les fêtes patronales, les cotisations, les mutuelles… J'ai payé pour tout. Pour les enfants que je n'ai pas eus, pour la bêtise universelle. On me faisait même payer pour ma merde qui aurait dû enrichir la terre.*

*Les percepteurs et les poly-voleurs défilent chez moi, me pressent, m'acculent. Je n'y comprends rien. Jusqu'à présent je n'ai*

*fait commerce que de ma vie. On m'embrouille, on me bouscule. Attention ! je dois être poli, sinon gare !*

*Pas savoir : majoration 10 %.*

*Pas sourire : majoration 10 %.*

*Paye, connard ! Crache !Rampe ! Lèche, vieille pute ! Huit ans… Huit ans ! […] Honte de vieillir, d'accepter de cracher au bassinet du proxénétisme d'État. Honte de renier tous les serments, de ne plus être sur les routes comme autrefois, de me voiler la face pour ne plus voir mes vieux rêves engloutis derrière les rêves des autres*[xvii]*. »*

Blues de la quarantaine et complainte du petit patron pressuré et poujadiste, le cocktail est explosif. La déflagration est proche.

11

# L'IDÉE DU CASSE

Sortir d'une vie étriquée. Chez « Bert » Spaggiari, en ce début de l'année 1976, cela tourne à l'obsession. C'est ce qu'il racontera plus tard dans son livre *Les Égouts du paradis*. Le récit s'appuie sur des notes rédigées par le cerveau du fric-frac depuis sa cellule. Le juge Bouazis est au courant de ce projet littéraire et reçoit copie des notes du détenu. Ce roman constitue la *seule* narration complète – à défaut d'être authentique – de la préparation, de la constitution des équipes et de la réalisation du casse du siècle. Spaggiari y élude certains faits peu glorieux, enjolive et romance les situations. L'ouvrage fourmille de détails savoureux, souvent un peu trop pour être vrais. L'auteur affuble les protagonistes de surnoms improbables, modifie les nationalités et les biographies, regroupe plusieurs personnages en un seul ou au contraire les démultiplie, de sorte que ces notes seront de peu d'utilité pour la justice quant à l'identification des malfaiteurs.

Selon le photographe, les événements se seraient déroulés comme ceci.

Au début de l'année 1976, Albert reçoit la visite impromptue d'un ami dans la débine. Le type mène une existence d'aventurier. Il a pris une balle dans l'épaule pendant une opération de contrebande au Moyen-Orient et compte s'envoler pour l'Amérique du Sud, chargé de son seul sac de voyage et nanti de quelques contacts incertains. Bert aurait connu le gaillard pendant le printemps des barricades. Dans son récit, il l'a rebaptisé « 68 ». À l'occasion d'une course poursuite dans les rues du Quartier latin, Spaggiari aurait épargné au garçon un tabassage en règle par un groupe de CRS échaudés, en le traînant dans une cour d'immeuble. Ils sont restés amis depuis cette époque. Mais tandis que 68 a opté pour une vie de

baroudeur, Bert est rentré dans le rang. L'homme séjourne quelque temps à Nice. Les deux amis se racontent les événements de leurs existences respectives au long des huit dernières années : les coups de chaud, les blessures, les équipées de 68 ; la routine du photographe.

Albert prend un coup de vieux. La vie ? Ah, oui, cette chose qui passe pendant que l'on élabore des projets que l'on n'accomplira jamais !

Spaggiari accompagne 68 à l'aéroport. L'aventurier repart en laissant de vagues coordonnées. Bert demeure et gamberge de plus belle. Il revient à la boutique, lève les yeux vers l'enseigne Photo La Vallière et jette un bref regard sur les vitrines des commerces qui l'entourent : une épicerie fine, un magasin de chaussures. Il allume une Boyard maïs, tire quelques bouffées, les yeux dans le vague. Et il regagne tristement son appartement.

Quelques jours plus tard, il décide de confier la gestion courante de la boutique à un ami. Fini les pellicules à faire développer, les clients mécontents. Le train-train lui est devenu insupportable. Il conservera l'activité de prise de vues pour les photos de mariage à la mairie. C'est gonflant, mais varié.

Il quitte aussi l'appartement situé au-dessus du magasin et s'installe à temps complet dans la fermette de Bezaudun-les-Alpes, en compagnie d'Audi. Il fait l'acquisition de quelques poules supplémentaires. Ce n'est pourtant pas dans l'aviculture qu'il envisage de faire fortune. Alors, comment ? Un gros coup ! D'accord, mais lequel ?

En avril 1974 est publié dans la Série Noire un roman policier traduit de l'anglais, intitulé *Tous à l'égout*[xviii]. Il relate l'histoire d'une bande de truands qui, en une opération minutieusement organisée, dévalisent une banque de la City de London à partir des égouts. Le dispositif est longuement décrit : l'entraînement des hommes, l'utilisation d'une lance thermique, d'un conduit de ventilation et d'aération, etc. Spaggiari n'admettra jamais avoir eu connaissance de cet ouvrage avant le casse. Le cerveau, c'est lui. Un point, c'est tout ! Tout juste reconnaîtra-t-il avoir découvert le roman pendant le déroulement des opérations. Dérisoire dénégation. Roger-Louis Bianchini, ancien journaliste de *Nice-Matin* et bon connaisseur de

l'affaire, révélera avoir découvert chez un voisin du photographe-casseur un exemplaire du roman annoté de la main de Spaggiari[xix]. Comme par hasard l'un des casseurs du roman. *Tous à l'égout* est affublé du surnom de « 19 »… De la même manière, dans le livre qu'il a publié en 1978, Spaggiari a nommé « 68 » l'un de ses personnages.

Sur quelle banque Albert va-t-il jeter son dévolu ? Le hasard fait qu'il possède un compte dans une succursale de la Société Générale qui ne propose pas de coffres aux particuliers. Spaggiari loue un compartiment dans la principale agence de Nice, celle de l'avenue Jean-Médecin. Il repère les lieux et, en client soucieux de la protection de ses biens, interroge longuement les employés sur la fiabilité des installations de protection.

Bert établit des croquis, visite d'autres agences de la Société Générale. Il accumule les documentations sur les coffres et les blindages, il parcourt les revues scientifiques. Certes, il dispose des compétences techniques acquises chez Fichet à Dakar, mais les données théoriques lui font défaut. Et la technologie évolue vite, dans ce domaine comme ailleurs. Albert bouquine et met à jour ses connaissances. Il consulte les plans de la ville et se procure des extraits du cadastre (accessibles à tout citoyen). Il étudie l'histoire de l'immeuble abritant la banque et de sa construction. Avant la guerre de 1914, le rez-de-chaussée était occupé par un grand café.

Pendant plusieurs mois, il traîne dans les bistrots situés aux alentours des banques de la ville. Au fil des conversations de comptoir, il engrange les tuyaux sur les us et coutumes du milieu.

Lors de cette phase de préparation et de réflexion, Albert bénéficie du concours plus ou moins volontaire et conscient de plusieurs personnes. Au moins deux. La première serait un ancien gendarme devenu caissier de banque. Selon Spaggiari, le brave type est un bavard impénitent.

— Tout de même, une banque, c'est bien protégé ? questionne Albert. Les cambriolages, c'est du passé. Il y a des alarmes et tout ça…

— Penses-tu, Bert, les alarmes, c'est pour les braquages. Sinon, il n'y en a pas partout. Tiens, je crois même qu'à la grande maison, avenue Jean-Médecin, il n'y en a pas dans le mur du fond. Il faut dire

qu'il y a une couche de blindage et de béton épaisse comme ça, explique le caissier en écartant les mains.

Et, lors de leurs conversations à bâtons rompus, autour d'un verre, l'ancien gendarme fournit à Albert d'autres tuyaux, anodins ou précieux. Le soir venu, l'ex-para consigne ses notes dans de petits cahiers.

Ces conversations, Spaggiari les racontera aux enquêteurs et au juge lorsque ceux-ci chercheront à savoir s'il a bénéficié de complicités à l'intérieur de la succursale ou, à un degré supérieur, au sein de la Société Générale.

— Mon seul contact dans une banque, c'était mon ami caissier, affirmera-t-il, sourire aux lèvres. Mais le pauvre, il ne pensait pas à mal.

Bert ne risque pas d'être contredit : l'ancien gendarme est mort entre-temps.

Peut-être Spaggiari disposait-il d'un informateur à l'intérieur de la banque. L'hypothèse a été explorée par les policiers, les services internes de la banque et une agence de détectives privés. Aucun élément tangible n'a jamais été découvert, et encore moins rendu public, sur cette question.

Pour ne pas se faire repérer en fréquentant trop assidûment la salle des coffres de la banque de l'avenue Jean-Médecin, Spaggiari a également eu recours aux services d'un complice, sans doute une femme. Dans son récit du casse, il la présente sous les traits d'une charmante vieille dame de soixante-dix-huit ans, baptisée Charlotte. Elle aurait loué un coffre dans la banque et complété les renseignements récoltés par Spaggiari en effectuant elle-même des investigations et des relevés. Après tout, une vieille dame bavarde qui submerge les employés de questions sur les conditions dans lesquelles ses trésors seront conservés, cela peut ne pas éveiller les soupçons. Quelle est l'épaisseur des murs ? Sont-ils piégés ou pourvus de détecteurs ? Albert aurait même appris à la vieille dame à se servir discrètement d'un appareil photo miniature Minox. Il aurait ainsi complété sa collection de clichés des salles de la chambre forte et de ses coffres et armoires blindées. Charlotte aurait aussi pris le risque de fixer sous une table de la chambre un récepteur radio que Spaggiari aurait déclenché à distance en pleine nuit, afin de tester ces sacrées alarmes. Et la vieille dame, devenue cliente régulière, aurait récupéré la radio le lendemain.

Mais Charlotte n'existe pas. Ou, en tout cas, elle n'est pas la vieille dame décrite par Spaggiari (avec force détails bidons). La police a une hypothèse à son sujet : en avril 1976, une jeune femme s'est présentée à la Société Générale de l'avenue Jean-Médecin. Elle a accompli toutes les formalités nécessaires à la location d'un coffre et versé la caution. Elle a déclaré s'appeler M^me^ B. et a donné une adresse à Paris. L'après-midi, accompagnée d'un ami, elle a effectué un dépôt dans le compartiment, en prenant bien son temps, se souviendra par la suite un des employés. Cela n'a rien d'exceptionnel : certains clients viennent parfois plusieurs fois par mois ou par semaine, déposer, retirer, annoter de mystérieux documents. Quand leur activité se prolonge, les employés les laissent seuls devant leur coffre, que l'on ouvre avec deux clés (celle de la banque et celle du client), mais que l'on referme avec une seule, celle du déposant. Parfois, on leur propose de s'installer sur un petit bureau dans un recoin de la salle.

Dans les jours qui suivent la location du coffre par M^me^ B., les services de la banque exécutent une opération de routine : l'envoi d'un courrier de confirmation à la titulaire du contrat. Surprise : une jeune femme habite bel et bien à l'adresse indiquée, mais elle fait savoir qu'elle n'a pas récemment mis les pieds à Nice, et encore moins loué de coffre à la Société Générale.

En juillet 1976, à la découverte du casse, les services de la Société Générale signaleront l'anecdote aux enquêteurs. Lorsque le coffre, qui n'a pas été fracturé, sera ouvert, il révélera un contenu surprenant : quelques revues de cinéma. « Charlotte », la veille dame décrite par Spaggiari pour brouiller les pistes, et la fausse M^me^ B. ne sont sans doute qu'une seule et même personne. Le compagnon de la jeune-femme, c'était à coup sûr Spaggiari. Cet après-midi-là, l'obturateur du Minox a dû chauffer sévère.

Un autre jour, Spaggiari aurait introduit dans son coffre individuel de gros réveils, programmés pour sonner à minuit. À l'heure dite, aucun système d'alarme ne se déclenche, aucune alerte n'est donnée.

Quelles que soient ses sources (et la fiabilité de ses informations), Albert Spaggiari a acquis la quasi-certitude que la banque n'est pas parfaitement protégée d'une intrusion dans la chambre forte : pas de système de détection dans le mur du fond, pas

de système d'alerte en cas de bruit ou de mouvement dans la salle, pas de surveillance par caméras. Il y a certes un gardien qui habite dans le pâté de maisons de la banque et effectue des rondes à heures fixes, mais le problème peut être résolu par un dispositif de guet.

Bert rôde autour de la banque. Mentalement, il consulte ses plans : le pâté de maisons compte d'autres commerces. Leurs caves sont peut-être accessibles. Albert Spaggiari ne veut négliger aucune possibilité.

La chambre forte se trouve à un angle de l'immeuble, celui que forment les rues de l'Hôtel-des-Postes et Gustave-Deloye. À l'occasion d'une promenade de reconnaissance, le photographe voit deux égoutiers pénétrer dans une bouche, située à quelques mètres du mur de la salle des coffres. C'est le déclic. Spaggiari avait déjà en tête la solution des égouts, que lui avait inspirée notamment la lecture du roman policier anglais. Ses repérages confirment qu'elle est, sur le papier et par élimination, la plus praticable. Il décide d'aller se rendre compte par lui-même de la configuration des galeries.

Spaggiari se procure les plans du réseau d'assainissement. Comment ? Il y a plusieurs hypothèses. En ce milieu des années soixante-dix, comme d'autres maires « visionnaires », Jacques Médecin souhaite équiper sa ville d'un réseau de télévision câblée. Il a confié l'étude du projet à une société spécialisée dans la signalisation qui utilise déjà le câblage souterrain. L'entreprise en question dispose très officiellement du plan des égouts. L'un de ses salariés, ex-OAS et ami de Spaggiari, les lui aurait transmis. C'est ensemble que les deux anciens militants de l'Algérie française auraient conçu le projet du casse, le premier alimentant le second en informations au fur et à mesure de ses besoins[xx].

Mais il existe peut-être une explication plus simple. Selon Raymond Testa, à l'époque responsable des services d'assainissement de la ville, ces derniers étaient fréquemment saisis de demandes de plans émanant de sociétés de construction et d'équipement. Certaines devaient travailler temporairement dans les égouts ; d'autres souhaitaient connaître avec précision la nature du sous-sol au-dessus duquel elles devaient opérer, pour d'évidentes raisons de sécurité. Des exemplaires des schémas du réseau étaient donc laissés pour consultation dans un couloir du service d'assainissement, afin que les ingénieurs ne soient pas dérangés à

tout bout de champ. Mais ces plans, encore faut-il savoir les lire et les interpréter.

Spaggiari comprend qu'il va devoir recruter une équipe de professionnels chevronnés, « tous corps d'état », comme on dit dans le bâtiment.

## 12

# LES MARSEILLAIS

Dans sa ferme de Bezaudun-les-Alpes, Bert fait, défait et refait ses plans. Il envisage de scinder son projet en deux phases : d'abord un petit casse dans une autre succursale de la même banque en s'introduisant par le sous-sol d'une boutique voisine. Cela lui permettrait de se faire la main et de rafler de quoi financer l'opération principale.

Il parle de la combine à ses copains les plus sûrs, comme Robert, un ancien de l'OAS, qu'il a connu à la Santé. Robert est plus un intellectuel qu'un homme d'action. Depuis sa sortie de prison, il exerce la profession d'éditeur et de libraire à Paris. De temps en temps, il vient passer quelques jours avec son pote à Nice ou à la bergerie, pour discuter du bon vieux temps. Un jour, Albert l'emmène en repérage sur les rives souterraines du Paillon. Robert ne croit pas vraiment à la détermination de son ami. Encore une des lubies de Bébert ! Car ce n'est pas la première fois que l'ex-para tire des plans sur la comète. Des projets grandioses, il en a brassé des dizaines, sans que jamais aucun n'aboutisse. Mais cette fois-ci, il a l'air de s'accrocher. Ça lui passera, comme toujours, pense Robert en rentrant à Paris. Selon ses propres dires, il n'entendra à nouveau parler du casse du siècle que quelques mois plus tard. Aux informations, comme tout le monde.

Bert ne sait pas par quel bout attraper cette affaire. Un peu au hasard, il se met à la recherche d'une lance thermique, un emboîtage de tubes constituant une sorte de chalumeau grand modèle, alimenté à l'oxygène. Par des réactions thermiques et chimiques complexes, la lance permet de percer les matériaux les plus résistants : l'acier, le béton, la pierre ou la roche ; et surtout d'opérer en vitesse : quelques

minutes suffisent pour perforer un mur de béton de plusieurs dizaines de centimètres d'épaisseur.

L'engin est utilisé dans les fonderies et par les entreprises de démolition. Dans un lieu confiné, il suppose l'installation d'un système de ventilation performant, faute duquel le « servant » de la lance finit, au choix, asphyxié ou carbonisé. Le dispositif a quelquefois été utilisé par des malfrats à l'étranger, peu en France. Et, lorsque cela s'est produit, policiers et banquiers se sont gardés de le crier sur les toits.

Au demeurant, une lance thermique ne se trouve pas sous le sabot d'un cheval. Spaggiari fait imprimer des papiers à en-tête d'une société de bâtiment fictive, invente une histoire de rocher qu'il doit éliminer de sa cave et s'en va prospecter tous azimuts. Meublant son désœuvrement, Albert traîne dans les bistrots du Vieux-Nice, racontant à l'occasion les difficultés qu'il rencontre pour trouver un tel appareil. Et il se fait repérer, non par la police, mais par un petit truand niçois, Francis Pellegrin. De fil en aiguille et d'apéro en apéro, le demi-sel lui lait comprendre qu'il peut l'aider à dénicher l'outillage en question. Les deux hommes sympathisent, surtout Francis. Ce dernier finit par donner au photographe une adresse qui permettra au photographe de dénicher le précieux chalumeau. Le cerveau du casse expliquera plus tard que, au même moment, il a déniché deux lances par ses propres moyens : des instruments inutilisés, laissés à l'abandon sur un chantier. D'après ses dires, Albert Spaggiari se retrouve donc en possession de trois de ces chalumeaux géants… Pour des raisons techniques, comme on le verra plus tard, il n'aura jamais l'occasion de les utiliser. Mais le contact avec Francis Pellegrin ne se limite pas à ce petit coup de pouce logistique. Soucieux de se faire mousser, le Niçois se vante de connaître du beau monde, des voyous de bonne réputation qu'il se fait fort de présenter à Spaggiari. Des amis sérieux. Des Marseillais.

— Tu peux toujours les rencontrer, insiste Francis. Discuter, ça n'engage à rien.

— Tu as raison, ça n'engage à rien, répond Albert, tout en songeant que l'autre se paie sa tronche.

Pellegrin rappelle Spaggiari quelques jours plus tard. Un rendez-vous est pris au Nautilus, à Cagnes sur-Mer. En ce jour de fermeture, l'établissement est désert. Francis a insisté pour être présent.

Spaggiari se serait bien passé de sa venue, mais il est impossible de l'écarter du coup alors que c'est lui qui a établi la connexion.

Albert se retrouve en présence de quatre ou cinq types qui lui font forte impression. Pellegrin a beau être un effroyable baltringue, il faut bien avouer qu'il connaît du joli monde.

Les premières minutes de la confrontation sont une succession de coups de frime, de mouvements de menton et de joutes verbales. On échange des souvenirs de taule, avec des points de vue différents : celui du détenu politique et celui des « droit commun ». Les Marseillais jouent aux durs. Spaggiari voudrait leur faire sentir qu'il concourt dans la catégorie des blindés.

En attendant, chaque camp teste les résistances de l'autre aux apéritifs. Chez les « hommes », c'est un critère de sélection professionnelle à part entière. Après tout, pourquoi pas ? La graphologie n'est pas encore très répandue et la calligraphie n'est pas le point fort des Marseillais composant l'assemblée (ce sont pour la plupart des autodidactes).

Après plusieurs tournées, Spaggiari décide d'exposer sommairement son projet : les égouts, les quatre mille coffres, le montant du butin. Les caïds phocéens sont visiblement troublés par les montants avancés. Pourtant, les estimations de Spaggiari sont approximatives. Dans *Les Égouts du paradis*, il raconte avoir annoncé aux Marseillais trente à quarante milliards de centimes (trois cents à quatre cents millions de francs). Cela représente dix fois ce qui sera finalement raflé. Soit Spaggiari (ou son rédacteur) s'est mélangé les crayons entre les anciens et les nouveaux francs, soit il a évalué et pris en compte le contenu de la totalité des compartiments particuliers (quatre mille casiers, dont seulement trois cent dix-sept seront fracturés).

L'ancien para décrit les coffres et les armoires blindées avec force détails, en professionnel : le modèle, la date de fabrication, la nature et l'épaisseur des matériaux. Spaggiari est gêné aux entournures : s'il n'en dit pas assez, il passe pour un amateur ; s'il en lâche trop, les malfrats vont deviner à quelle banque il veut s'attaquer.

Les Marseillais sont alléchés par le montant du butin, mais se montrent sceptiques sur le point essentiel : peut-on imaginer qu'une banque abritant un aussi beau magot recèle de telles failles dans son système de surveillance ? Spaggiari répète qu'il est sûr de son coup. Il

n'y a pas de caméras de surveillance, ni de système d'alerte d'aucune sorte dans la salle des coffres. Et l'un des murs, celui du fond qui donne sur les égouts, est bel et bien dépourvu de ce que l'on appelle les alarmes « sismiques », qui détectent les chocs physiques ou les attaques au chalumeau et autres lances thermiques.

Spaggiari et le clan des truands se jaugent longuement et se revoient plusieurs fois. Ils déjeunent, picolent copieusement et commencent à fraterniser. Les relations entre Bert et les malfrats sont ambiguës. Le photographe est à la fois fasciné et méfiant. Les Marseillais hésitent à faire confiance à ce « cave » sympathique, à cet illuminé qui pourrait bien être doté d'une pointe de génie. Ils se disent aussi qu'il sera plus facile à entuber qu'un vrai truand.

Au cours du printemps 1976, on discute le financement et la composition des équipes. Un accord est finalement conclu. D'après le récit de Spaggiari, celui-ci aurait été validé par un parrain marseillais, qu'il surnomme « le Bon Dieu » ou « le Vieux ». Ce qui ne nous avance pas à grand-chose sur son identité réelle : des vieux, il y en a un paquet dans le milieu, même si l'espérance de vie des truands phocéens est inférieure à la moyenne nationale, rapport aux excès et risques divers. Et si ça se trouve, le personnage en question était plus près de l'âge du Christ que de celui de son père (qui par ailleurs serait éternel).

Spaggiari comprend rapidement que la participation de casseurs professionnels est indispensable. Une partie de la pègre est désormais au courant du projet, y compris dans le mitan niçois. Les truands locaux ne sont pas de taille à monter un coup de cette envergure, mais ils peuvent s'opposer au projet ou le saboter, sauf s'il est parrainé ou organisé par une bande des Bouches-du-Rhône.

Spaggiari a posé comme condition d'être entouré d'hommes à lui, une demi-douzaine sur la vingtaine de sapeurs à recruter. Il bat le rappel de ses amis. Il passe des coups de fil, envoie des télégrammes et des courriers dans d'improbables « boîtes aux lettres » aux quatre coins du monde, racontera-t-il. Sans doute contacte-t-il aussi tout bonnement quelques fachos locaux et de vieux amis de l'OAS. En quelques semaines, il réunira une équipe hétéroclite mais dévouée : le fameux « 68 », s'il existe, et des anciens paras, des compagnons de la cause Algérie française, des mercenaires, des militants de causes nationalistes en rupture de ban. Pour les besoins de son récit romancé du casse, Spaggiari composera

à chacun d'eux une biographie aussi chargée qu'invérifiable. Il les surnommera Rico, Carlos, Biki, Mick… Il aurait aussi bien pu les baptiser Riri, Fifi et Loulou.

Selon Spaggiari, l'un des types débarquera en compagnie d'une accorte demoiselle, « pour la troupe ». Le personnage de Mireille, prostituée au grand cœur, est le repos des guerriers. À leur sortie des galeries puantes, elle leur frottera le dos dans la baignoire et les épongera. L'anecdote sent à plein nez la touche romanesque habilement suggérée par l'éditeur, mais il est vrai qu'une femme a participé à l'opération. À la fois chauffeur et cantinière, elle a accompagné les hommes dans les égouts à deux ou trois occasions. Les enquêteurs relèveront d'ailleurs une empreinte de pied de petite taille dans la boue des galeries.

# 13

# REPÉRAGES

Depuis que le projet a germé dans son esprit, Spaggiari a effectué quelques prudentes incursions dans les égouts. Dès les premiers mois de l'année 1976, il s'y est promené plusieurs fois, de nuit. Il a pénétré dans le réseau sans acrobaties inutiles et voyantes, remontant à pied le large lit du Paillon, depuis son embouchure, une plage dominée par la promenade des Anglais. Il ne s'est pas aventuré en dehors des grands axes souterrains, c'est-à-dire le fleuve Paillon et ses alentours immédiats. Pour un égoutier amateur, le risque est grand de se perdre ou de se blesser, et de crever comme un rat dans ce labyrinthe obscur et fangeux.

Bert perçoit un avant-goût de ce que sera le boulot. Un avant-goût, c'est le mot. « En dix mètres, en quinze mètres de promenade dans cet égout, on se couvre littéralement de merde, racontera plus tard Spaggiari. On crache. Les premiers jours, on crache parce qu'on a toujours ce goût-là sur les lèvres, même en fumant une cigarette[xxi]. »

L'enfer est, dit-on, pavé de bonnes intentions ; les « égouts du paradis » sont assurément tapissés d'une bonne couche de déjections.

Au fur et à mesure que le projet prend forme, Spaggiari s'enhardit. Ses reconnaissances se font plus poussées. Lorsque le premier de ses compagnons baroudeurs rapplique (admettons qu'il s'agisse de « 68 »), la phase de repérages s'intensifie. Le soir venu, les deux hommes, équipés de la panoplie ad hoc (une combinaison, des cuissardes, des gants, un casque, une lampe, des boussoles et des

pelotes de ficelle) s'enfoncent dans les boyaux puants de leur nouveau terrain de jeu.

Sous terre, les plans que Spaggiari s'est procurés et ceux qu'il a confectionnés ne sont pas d'une grande utilité. Il faut se familiariser physiquement avec le terrain, identifier les grandes artères, puis les plus petites voies, repérer les culs-de-sac qui serviront à entreposer le matériel et à planquer les gravats.

Le plus dur, c'est de s'accoutumer à l'atmosphère pestilentielle des galeries. À chaque fois, on se dit que cela va être moins dur. Mais tiens, fume ! Mission impossible. Il faut aussi s'habituer à recevoir sur la figure des paquets d'eau boueuse, libérés à intervalles réguliers mais imprévisibles, par des réservoirs et des écluses, afin de drainer les excréments dans le réseau. Parfois, ce sont des flots de merde pure qui s'abattent sur les éclaireurs, en provenance directe des lieux d'aisances des immeubles en surplomb.

On ne s'y aventurerait pas pour tout l'or du monde. Quoique pour tout l'or du monde, ou même une grosse partie, on puisse bien faire un effort.

Il y a aussi les rats, partout et toujours. Lorsque les galeries sont inondées, les rongeurs nagent autour des casseurs, à quelques centimètres de leurs visages. Malgré des nuits entières passées dans les boyaux, pendant trois mois, aucun des hommes de l'équipe ne sera jamais attaqué. Il y aurait même comme une sympathie réciproque entre les deux populations. « Avec les rats, [*ce qu'il faut c'est*] le sourire, expliquera Spaggiari. Affirmatif, le sourire avec les rats ! La caresse, même. L'un de nous avait presque apprivoisé les rats et faisait son petit cinéma avec. Il y en a (parmi les casseurs) qui se sont battus parce que l'un avait frappé un rat, une fois ; et un autre qui a plongé pour sauver un rat qui se noyait[xxii]. »

Chaque seconde passée dans cette fange est un calvaire. Spaggiari et son équipe ne s'habitueront jamais à œuvrer dans ce cloaque infâme. À tout instant, le découragement les guette.

Lors de leurs premières escapades dans les sous-sols, Bert et son comparse se cognent la tête contre les tuyaux rouillés qui courent le long des murs, invisibles sous leur couche de boue. Régulièrement, ils glissent, ripent et s'étalent dans la merde. Ils se perdent dans les galeries qui toutes se ressemblent et ne doivent leur salut qu'aux cordes et aux ficelles qu'ils ont pris soin de dérouler tout au long de leurs déambulations.

Après quelques nuits de maraude, les apprentis égoutiers parviennent à assimiler la topographie du secteur. Ils imaginent plusieurs circuits d'accès parmi lesquels ils pourront faire leur choix, en fonction du matériel à transporter. Spaggiari sait qu'il y en aura plusieurs tonnes. Ils prévoient aussi un itinéraire de fuite, en cas de pépin.

Au hasard de leurs pérégrinations nocturnes, Spaggiari et son compagnon butent sur une porte d'accès au parking Masséna, à quelques centaines de mètres à vol d'oiseau de leur futur lieu de « travail ». À partir d'une empreinte de la serrure, ils fabriquent une clé et se ménagent un accès discret à la chambre des siphons du parking, un local technique isolé et peu fréquenté. Il est pourvu d'une applique d'éclairage grillagée. En temps utile, elle servira de source d'électricité aux casseurs. Une alimentation de faible puissance, mais c'est toujours ça.

Au cours de ces équipées, Spaggiari pose des repères, calcule et estime les distances en comptant ses pas et mesure le diamètre des conduits. Dans la journée, opérant en surface, il arpente longuement les rues proches de la banque. Il complète et annote inlassablement ses plans.

Puis il définit un parcours de routine. Les ouvriers casseurs accéderont aux égouts par une bouche discrète de l'avenue Gallieni, pas trop éloignée de la banque, pas trop proche non plus, pour ne pas se faire remarquer. Le puits est situé à proximité du Paillon, en face d'un restaurant algérien, L'Aube de l'Islam.

À chaque « prise de service », à partir de cette bouche, l'équipe empruntera le cours du Paillon sur une distance d'un kilomètre, puis les hommes devront crapahuter sur plusieurs centaines de mètres à travers des galeries de toutes tailles : depuis le conduit d'un mètre de diamètre jusqu'au spacieux corridor haut d'un mètre soixante. Parfois, un espace dégagé permet de se tenir debout et de fumer une cigarette. Bref instant de bonheur. Ces trajets, les hommes devront se les cogner lestés de cinquante kilos de barda, à charrier sur le dos ou à bout de bras, en rampant, en pataugeant dans la fange et en enjambant des murets. Une heure de galère à l'aller et au retour.

Le parcours est crevant mais également dangereux. Sur certaines portions, dans la partie centrale de la galerie, un puissant courant charrie les eaux « usées ». Il faut alors marcher sur un étroit passage, une sorte de trottoir glissant comme une savonnette, qui longe le

courant. Et prier pour ne pas se casser la gueule dans le flot de boue nauséabonde.

Après avoir refait cent fois ses calculs, Spaggiari a déterminé le point d'entrée du tunnel et son axe de percement. Il se situe à quelques mètres de la bouche de la rue Gustave-Deloye. Bert en a délimité le contour à la craie rouge. Et il a estimé la distance à creuser : sept à huit mètres, deux fois plus que ce qu'il avait déduit de ses premiers relevés. Mais il se trouve dans l'impossibilité absolue de prévoir la quantité de travail que représente le forage : entre quelques jours et plusieurs semaines. Pour des raisons de discrétion, il faudra travailler la nuit et le week-end, du vendredi soir au dimanche dans la nuit.

Un samedi soir, l'un des chefs des Marseillais descend dans les égouts avec Albert, histoire de voir où il va mettre les bottes. Il est accompagné d'un étrange consultant, un petit Rital au physique de teigneux, du genre peu causant. Un « macaroni » comme moi, se dit Spaggiari, aux anges. Le type est spécialisé dans le forage et l'étayage des tunnels clandestins, à la fois architecte, maçon et un peu géologue. C'est une référence dans la profession, une lame. La preuve, il est en train de purger une longue peine pour cambriolage. Il est venu par amitié et en voisin, à l'occasion d'une autorisation de sortie obligeamment accordée par l'administration pénitentiaire. Il faut bien préparer la réinsertion.

Le « maçon » reviendra en plusieurs occasions délivrer ses recommandations sur la marche à suivre et le type d'outils à utiliser pour l'étayage de la galerie (les vérins, les poutres, les planches, et *tutti quanti*). Il fournira également de précieux conseils sur les risques d'éboulement, la ventilation et l'organisation du travail.

— Ça prendra combien de temps, à ton avis ? lui demande Albert, alors qu'il se trouve seul avec l'Italien pendant quelques instants.

— Alors là, mon pote, je ne peux pas te dire. Tout dépend de ce qu'il y a derrière la paroi. Si c'est de la roche tout le long, vous en avez pour plusieurs mois.

Spaggiari coupe court à la conversation qui prend un tour inquiétant. Le boulot s'annonce long et exténuant. L'ancien para

garde ses impressions pour lui. Pas la peine de briser le moral des troupes.

Ces dernières convergent petit à petit vers Nice tout au long du mois d'avril 1976.

# TROISIÈME PARTIE

# LE CASSE

# 14

# ACTION !

*Mai 1976.*

La bande recrutée par Spaggiari est au complet. Elle occupe un grand appartement loué à Nice ou dans ses environs. Ou peut-être était-ce une villa. Dans tous les cas, on n'en retrouvera jamais la trace. Pourtant, une demi-douzaine de types vivant en groupe, qui sortent à la nuit et reviennent au petit matin, ça se remarque. Certains portent sur leur visage ou dans leur démarche le poids de leurs aventures passées. On n'aimerait pas les croiser le soir au coin d'un égout. Les comparses se sont imposé des règles de prudence draconiennes : ils entrent et sortent de leur « camp de base » séparément et (si leur logement était bien un appartement) évitent de se croiser dans l'ascenseur.

La logistique est en place. Les Marseillais ont engagé le reste de l'équipe et pris en charge la majeure partie du financement du projet : les voitures, la rémunération des « petites mains » qui seront ou non informées de la nature exacte de l'entreprise. Les truands ont emprunté ou loué plusieurs villas, dont celle de Castagniers-les-Pins, pour accueillir leurs troupes, une quinzaine de personnes. Ils ont fait acheter l'outillage nécessaire par des complices, en petites quantités et dans le plus grand nombre de points de vente possible. Ils ont volé du matériel sur les chantiers. Certains équipements ont été commandés à l'étranger : en Italie, en Belgique. Les casseurs se sont procuré plusieurs fourgons, des camionnettes et un minibus. Une camionnette est maquillée en véhicule du service des égouts. Elle contient des barrières de sécurité et du matériel de signalisation identique à celui qu'utilisent les vrais égoutiers. Le matériel et les voitures sont remisés dans les garages des villas.

Des guetteurs ont été embauchés, et parmi eux Francis Pellegrin et Alain Bournat, ceux qui, plus tard, chercheront à fourguer des lingots d'or et balanceront Spaggiari. Ils ont quadrillé le quartier jour et nuit, espionnant le gardien de la banque dont la loge est intégrée au pâté de maisons. Les petits truands ont noté ses habitudes personnelles et les horaires de ses rondes, ainsi que ceux de l'équipe de nettoyage de la banque, les heures de passage des services de la voirie. Du bon boulot, réalisé en toute discrétion.

Le 7 mai 1976, la jonction est opérée entre les deux équipes, les baroudeurs de Spaggiari et les truands de Marseille. La rencontre a lieu dans l'appartement loué par Albert pour sa bande. Les hommes se jaugent en échangeant des propos anodins. Les Marseillais savent que les recrues de Spaggiari constituent aussi sa garde rapprochée. Au cas où surviendrait un différend.

La question du partage du butin a été âprement discutée. D'après la version que livrera le « cerveau » dans *Les Égouts du paradis*, il est convenu qu'après remboursement des frais engagés par les uns et les autres, le magot sera réparti non par individu, mais par clan : une moitié pour la bande de Spaggiari, l'autre pour les Marseillais. C'est du moins ce que Spaggiari a cru comprendre.

Le soir du 7 mai 1976, toute la troupe descend dans les égouts. Les procédures ont été établies et répétées pendant les premières reconnaissances. Trois véhicules rejoignent par des itinéraires différents la bouche d'égout qui fait face au restaurant L'Aube de l'Islam. Une camionnette est chargée du matériel de signalisation. Un fourgon ventilé et aménagé façon camping-car transporte le matériel et une partie de l'équipe ; il servira également de « sous-marin », un mini-camp de base mobile, pour les réunions de concertation entre les guetteurs et les sapeurs. Un minibus assure le transport du reste des hommes.

L'entrée dans le réseau est réglée comme un ballet. La première équipe fait un passage pour repérer le secteur. Rien à signaler. Deuxième rotation. La zone est balisée à l'aide d'une barrière et d'un panneau. Le fourgon arrive et son contenu (des crics, des vérins, des planches, des sacs à dos bourrés d'outils de toutes sortes, des bouteilles d'eau) est transféré prestement dans la galerie par la chaîne humaine des casseurs. Le minibus largue une seconde vague d'égoutiers qui s'engagent dans les égouts à la suite de leurs compagnons.

La camionnette conduite par l'un des chefs des Marseillais file déjà vers l'avenue Jean-Médecin. Le conducteur se gare près de la banque et met son talkie-walkie en marche. Ce soir, c'est lui qui est chargé de la surveillance.

Une quinzaine d'hommes est à pied d'œuvre dans les égouts. Seuls quelques-uns ont déjà séjourné dans le réseau lors des phases de reconnaissance. Les autres vont très vite comprendre ce qui les attend.

L'outillage et le ravitaillement sont transportés à dos d'homme. La première partie du trajet conduit les cambrioleurs, chargés comme des mulets, de la bouche d'égout jusqu'au Paillon, à travers quelques dizaines de mètres de conduits. Pénible, mais supportable. Puis, lorsqu'ils ont atteint le fleuve souterrain, les voleurs cheminent en procession le long des rives pavées. Certains feront le trajet plusieurs fois. Une promenade de santé, avec tout de même soixante ou quatre-vingts kilos de matériel sur le dos pour les plus costauds.

Un kilomètre plus loin, la bande fait une halte sous l'angle de l'avenue Félix-Faure et de la rue Chauvain. La banque est à trois cents mètres de là. De l'autre côté de l'enfer.

Un collecteur d'un mètre de diamètre conduit aux égouts. On le franchit en rampant. Le chemin de croix commence. Les boyaux, les glissades, la puanteur, les rats. Et, partout, la merde : au-dessus, en dessous, à droite, à gauche ; en flaques, en paquets, en flots intarissables, en geysers impromptus. Les hommes crachent, toussent, se vomissent dessus et ravalent leurs jurons. Certains regrettent déjà le confort douillet et familier de la maison ou d'une cellule aux Baumettes.

Après une interminable demi-heure de calvaire, l'équipe est au pied de la banque. Le moral est, quant à lui, au cinquième sous-sol. D'autant qu'il va falloir replonger dans la fange pour encore deux ou trois allers et retours, afin d'acheminer le reste du matériel.

À 4 heures du matin, le samedi, trois hommes se saisissent de marteaux et de burins (dits aussi pointerolles). Ils sont prêts à attaquer la paroi de l'égout. La première strate est un mur de pierres jointoyées. Spaggiari actionne son talkie-walkie et demande le feu vert au guetteur.

Posté dans sa camionnette, le Marseillais observe le carrefour désert qui s'étend devant lui. Pas un chat. Il donne le signal. Go !

Les burins entrent en action et s'enfoncent dans les joints de la paroi. Spaggiari sursaute. Il a l'impression que les coups vont réveiller le quartier.

Dehors, le guetteur fait sa ronde. Il passe et repasse au-dessus de la bouche de la rue Gustave-Deloye. Depuis la rue, même en tendant l'oreille, on ne perçoit que quelques chocs sourds. Dans la journée, ils seront largement couverts par le bourdonnement de la vie urbaine.

Spaggiari organise les tours de travail : les hommes creusent dix à quinze minutes puis vont se reposer. Des matelas de fortune ont été installés, ainsi que des réchauds à gaz. Durant les deux jours et demi du week-end, les hommes mangent et dorment sur place, pour éviter un va-et-vient avec l'extérieur qui pourrait les faire repérer. Au prix de longs détours par le labyrinthe des collecteurs, Spaggiari fait la jonction avec l'extérieur. Il apporte de nouveaux outils et complète le ravitaillement. Il ne peut s'empêcher d'aller vérifier que les accents de la mélodie qui se joue en sous-sol ne sont pas perceptibles de l'extérieur.

Lors de ce premier week-end de labeur, le forage progresse à bonne vitesse. À la paroi de pierre a succédé une strate argileuse, plus meuble. La galerie, large de quatre-vingts centimètres, haute d'un mètre trente, est étayée au fur et à mesure de sa progression, à l'aide de vérins, de planches et de ciment fraîchement gâché. Les gravats sont transportés dans des sacs jusqu'au Paillon à travers le lacis de conduits merdeux, puis déversés dans le fleuve.

Le dimanche, dans la nuit, le tunnel s'enfonce de plus d'un mètre cinquante dans la paroi de l'égout. Il faut arrêter le boulot. Les hommes entassent le matériel dans la cavité et en rebouchent l'entrée à l'aide des plus grosses pierres de la muraille qu'ils ont mises de côté. L'ensemble est sommairement maçonné. À la lueur des lampes, les casseurs tentent de redonner au mur son aspect d'origine et évacuent les derniers gravats. Si un égoutier, un vrai, passe rapidement devant l'embouchure, il ne faut pas qu'il puisse la repérer.

En cas de vérification approfondie des conduits, le coup est foutu.

Chaque nuit de la semaine et en « trois-huit » du vendredi soir au lundi matin, les ouvriers cambrioleurs travaillent couchés ou à genoux, dans la chaleur des lampes et la poussière de la roche effritée. Ils ont dû retailler les manches de leurs piolets à cause de

l'étroitesse de la galerie. Le système de ventilation alimenté par batteries se révèle très insuffisant. Le boulot est incroyablement ingrat. Il est sans cesse interrompu par des événements divers signalés par les guetteurs : la présence de l'équipe de nettoyage dans les locaux de la banque ; les rondes du gardien dont la loge reste placée sous étroite surveillance ; le passage de quidams attardés dans la rue Gustave-Deloye. Heureusement qu'il y a plus de bureaux que d'habitations dans le quartier, sinon il faudrait s'arrêter de bosser chaque fois qu'une mémère vient faire uriner son chien.

La progression est lente, beaucoup plus que Spaggiari ne l'avait prévu. Parfois, le tracé du tunnel doit être modifié pour contourner des blocs de roche d'une dureté extrême, dont l'élimination millimètre par millimètre prendrait à elle seule plusieurs semaines. Puis il faut rattraper la déviation par de savants recadrages. Des nuits et des journées entières se passent sans que les hommes aient l'impression de progresser d'un pouce. L'évacuation des gravats leur fait perdre un temps fou. L'équipe connaît de sérieuses baisses de moral. L'atmosphère vire au baston. Cogner sur du mou, il est vrai que ça défoule.

Spaggiari commence à avoir véritablement les foies. Il s'est trompé dans ses calculs. Le mur de la banque est plus éloigné de l'égout que sur ses plans. Ça commence à râler sec dans les rangs, même parmi ses propres recrues.

À la fin du mois de mai, après trois semaines de boulot, les outils se heurtent à un obstacle d'une consistance inhabituelle : le mur de la banque. Allégresse générale. En quelques secondes, le moral revient. Enfin du concret.

Le mur de fondation est épais de plus d'un mètre cinquante. Une paroi de béton sur laquelle les casseurs devront s'acharner pendant deux semaines, faisant rendre l'âme à des dizaines de marteaux et de burins, qui doivent être remplacés quotidiennement. Autre galère, plus les tunneliers se rapprochent de la salle des coffres, plus le bruit de leur travail est perceptible de l'extérieur. Le rocher et la caillasse du sous-sol avaient une tendance relative à amortir les chocs, le mur de fondation les répercute.

Régulièrement, les hommes postés en guetteurs avertissent leurs compagnons. Deux chocs du doigt sur le microphone du talkie-walkie, on arrête. Deux nouveaux chocs, on reprend.

Trois semaines plus tard, le 24 juin, les sapeurs viennent à bout du mur de fondation. Ils ont devant eux un mur de béton armé de trente à quarante centimètres d'épaisseur selon les estimations de Spaggiari.

— Maintenant, ce n'est plus que de la rigolade, lâche le boss des Marseillais. À nous les milliards !

# 15

# FAUX DÉPARTS

De la rigolade, c'est vite dit, pense Spaggiari. Le dernier mur de protection pose deux problèmes. Tout d'abord, celui de l'alarme. Si, contre toutes ses prévisions et vérifications, la chambre forte est pourvue de capteurs, ces derniers sont installés au cœur du béton. Mais il n'y a qu'un moyen d'en avoir le cœur net : taper dessus.

Le 24 juin à 23 heures, l'un des baroudeurs de la bande de Spaggiari attaque le mur à grands coups de masse et de burin. À l'extérieur, les guetteurs sautent sur leurs talkies-walkies et envoient des signaux de détresse.

— Arrêtez tout. Vous faites un barouf à réveiller le quartier.

— Reçu. Si le gardien bouge ou qu'il y a un mouvement de flics, tapez sur vos micros.

Dans le sous-sol, les hommes se sont figés. Si la chambre forte possède une alarme reliée à la loge du gardien, au commissariat ou à un site extérieur, ils vont bientôt le savoir.

Vingt minutes plus tard, toujours pas de réaction. Pour l'alarme, c'est gagné. Provisoirement. Il peut encore y avoir des détecteurs posés sur la face interne de la couche de béton ou sur les armoires métalliques blindées qui y sont adossées. Ou encore un système « volumétrique » qui détecte les mouvements à l'intérieur de la salle. Ce ne serait pas de chance car ce genre d'installation est rare à l'époque. Et cela serait à nouveau en contradiction avec toutes les informations accumulées par Spaggiari.

Le travail au burin produit un vacarme assourdissant et ne permet qu'une progression lente. Spaggiari et le chef des Marseillais se concertent : il faut envisager d'autres moyens de forage. La lance thermique, le chalumeau géant, n'est pas utilisable dans l'étroite

galerie. Il n'y a pas assez de recul. L'appareil dégagerait trop de chaleur et de fumée.

Il y a bien la solution de la perceuse, mais il faut du courant. Spaggiari dispose à Bezaudun-les-Alpes d'un groupe électrogène à essence. Il l'apporte dans les égouts. Au premier tour de moteur, il comprend que ce n'est pas jouable. Le petit moteur est encore trop bruyant. N'importe quel piéton cheminant rue Gustave-Deloye pourrait légitimement s'inquiéter de la tenue d'une course de karting clandestine et nocturne dans les sous-sols niçois.

La solution passe par le chantier du parking Masséna, repéré quelques semaines plus tôt. Spaggiari et plusieurs des Marseillais font le tour des magasins de la ville pour acheter les cinq cents mètres de fil nécessaires au raccordement. Trois hommes transportent les bobines jusqu'à la porte du parking dont Albert a fait bricoler une clé. Un branchement est effectué le plus discrètement possible sur l'applique d'éclairage que le photographe a découverte pendant ses reconnaissances.

Le vendredi 25 juin, le chant des perceuses s'élève dans le tunnel, régulièrement relayé par le raclement des barres à mine. En une nuit, la paroi est transpercée. Le tunnel débouche derrière une des grosses armoires blindées de la chambre forte. L'air de la salle des coffres parvient jusqu'aux casseurs, toujours pas d'alarme. Sur ce plan, la partie semble gagnée.

Les casseurs se congratulent à nouveau.

Le samedi dans la journée, l'ouverture est méticuleusement rebouchée. Les cambrioleurs ont besoin d'un week-end entier pour fracturer un maximum de coffres. Ils rangent leur matériel, reconstituent encore une fois le mur en pierre de la galerie d'égout. Et s'en vont prendre une semaine de vacances bien méritée.

Le vendredi suivant, l'équipe est de retour. Les Marseillais ont reçu des renforts : des casseurs de coffres-forts et un expert en bijouterie.

Une Land Rover volée pénètre dans le Paillon par la rampe d'accès du palais des Expositions dont les barrières d'accès ont été préalablement déboulonnées puis sommairement replacées. Elle achemine le matériel lourd : des bouteilles d'oxygène et d'acétylène destinées à alimenter les chalumeaux, des vérins hydrauliques (c'est-à-dire des crics perfectionnés) et du ravitaillement pour trois jours. La camionnette parcourt le lit du fleuve souterrain jusqu'au

collecteur le plus proche de la banque. L'outillage est déchargé puis transporté à dos d'homme à travers les galeries nauséabondes, jusqu'à l'entrée du tunnel. Pour profiter de la largeur relative de certains conduits et accélérer le convoyage des outils, des canots pneumatiques sont déployés et gonflés à l'aide de cartouches de gaz. Sur certains tronçons du parcours, ils sont chargés d'outillage et poussés à bout de bras. Ce soir-là ils ne seront pas d'une grande utilité, mais les gars de l'équipe auront au moins le sentiment que tout a été tenté pour leur épargner un peu de fatigue.

Le tunnel d'accès à la banque est à nouveau dégagé. Il faut désormais attaquer l'armoire, mais en finesse. Dès l'instant où elle aura été déplacée ou brisée, le casse doit s'effectuer dans la foulée, avant la réouverture de la banque, le lundi matin.

Les casseurs ne sont pas d'accord sur la manière de procéder. Les Marseillais préconisent de percer le fond de l'armoire au chalumeau, Spaggiari suggère de la faire basculer à l'aide d'un vérin. On rediscute de l'hypothèse de la lance thermique. Trop dangereux.

Les Marseillais persistent à vouloir tester la méthode du chalumeau. Le pourtour de l'embouchure pratiquée dans le mur est colmaté pour éviter que la fumée ne se diffuse dans la chambre forte. Une première couche de métal est transpercée au chalumeau. Mauvaise surprise : une épaisse croûte de béton double la première strate. Et l'on ne sait pas ce qu'il y a derrière. Un mille-feuille en puissance, de plusieurs dizaines de tonnes. Indigeste.

Sur l'insistance de Spaggiari, on tente le déplacement de l'armoire à l'aide d'un vérin hydraulique. Mais, entre l'anfractuosité pratiquée dans le mur et le dos métallique de l'armoire, la prise est mauvaise. L'énorme meuble ne bouge que d'un ou deux centimètres, pas plus. C'est la catastrophe. Le mouvement imprimé au coffre géant est peut-être perceptible depuis l'intérieur de la banque. En outre, le week-end est déjà bien avancé et il faut démonter le dispositif jusqu'au vendredi suivant. Problème : les bouteilles, les chalumeaux et le matériel livré pour la phase finale de l'opération occupent énormément de place. L'ensemble ne tient pas en totalité dans les huit mètres de la percée où est d'ordinaire remisé l'outillage. Les hommes décident d'en dissimuler une partie dans les galeries en impasse situées à proximité. S'il y a une tournée d'inspection des égoutiers de la ville, tout est fichu. Les grands pros ont le sentiment de s'y être pris comme des amateurs. La tension remonte d'un cran.

Au milieu de la semaine du 5 juillet, les journaux annoncent pour le week-end suivant la venue du président Giscard d'Estaing, en visite officielle sur la Côte d'Azur à l'occasion de la « grande revue navale du septennat ». Il passera par Nice et devrait même parcourir le quartier de la banque pour une inauguration. La tuile. Les rues vont grouiller de flics et de barbouzes. Peut-être vont-ils même inspecter les égouts par mesure de sécurité. Bert et sa bande retournent un soir au pied de la banque pour parfaire le camouflage de l'embouchure du tunnel et du matériel entreposé aux alentours.

Le samedi 10 juillet, Spaggiari passe la journée à se ronger les sangs. Giscard prend un bain de foule en compagnie de Jacques Médecin, puis il part pour Toulon visiter le fleuron de la Marine nationale, le porte-avions *Clemenceau*. Tandis que Giscard emplit ses présidentiels poumons d'un bon air iodé et amianté, Spaggiari respire. Rien n'a été découvert.

# 16

# LE GRAAL

Le vendredi 16 juillet, l'équipe est à pied d'œuvre. Une fois le tunnel dégagé, les casseurs tentent à nouveau la technique du vérin qui doit décoller l'armoire du mur et leur ouvrir le passage. Ils ont pris le temps de creuser sur la face interne du mur une large encoche assurant au vérin une prise suffisante. Et cette fois-ci, ça marche. Centimètre par centimètre, l'angle supérieur de l'armoire blindée s'incline vers le sol. Au fur et au mesure du mouvement, des cales en bois sont insérées entre la paroi et le dos du coffre géant. La manœuvre est délicate. Il ne faut pas faire basculer le meuble. On ne sait pas l'effet que produirait la chute des cinq tonnes de parois blindées. Lorsque l'espace ménagé entre le mur et l'armoire est suffisant pour le passage des hommes, le vérin interrompt sa poussée. L'accès est libre.

« Pierre, le chef de l'équipe marseillaise, me fait une révérence, racontera plus tard Spaggiari, hilare : à vous, Maître, à vous… La bonne éducation. Je pénètre dans la banque, il me suit, on s'embrasse. Et c'est la folie, la folie. On sait qu'il n'y a pas d'alarme […]. Il n'y avait pas de preuve avant ça, mais ici c'est certain. Et nous voilà dans l'antre, dans la caverne d'Ali Baba, à portée du Graal. Le Graal est ici. Nous allons le trouver, le ramasser. Les trente millions dans les coffres de la Société Générale, tout leur trésor[xxiii]. »

L'équipe pénètre dans la banque et se congratule joyeusement, puis les cambrioleurs se mettent au boulot. Il y a là une petite vingtaine d'hommes. Trois guetteurs assurent la sécurité de l'opération, en faction discrète dans les rues du quartier, les talkies-walkies à portée de main.

Les chalumeaux, les bonbonnes d'oxygène et tous les outils nécessaires sont transférés dans la salle des coffres. Les bouches d'aération donnant sur la rue et sur d'autres locaux de la banque sont calfeutrées grâce à de la résine en bombe et des blocs d'argile prélevés dans le tunnel. La fumée, la lumière bleutée des chalumeaux, le bruit des outils défonçant les blindages, rien ne doit filtrer à l'extérieur de la chambre forte. Deux hommes vont en priorité souder les serrures de la porte d'entrée, un imposant vantail blindé de chez Fichet-Bauche. Plus personne ne peut pénétrer dans la salle depuis la banque.

Les autres voleurs attaquent les premiers coffres individuels. Les portes des grandes armoires sont assez facilement découpées, puis vient le tour des box. Les compartiments se montrent plus résistants que prévu. De longues minutes sont nécessaires pour fracturer le premier d'entre eux.

Spaggiari a les boules. Il avait imaginé de faire fabriquer un système de levier et de vérin utilisé par certains casseurs, baptisé « fer à repasser » en raison de sa forme, mais les Marseillais l'en avaient dissuadé.

« J'avais prévu au départ le (système du) "fer à repasser". C'est une espèce d'arche métallique qui prend appui sur les montants du coffre avec arrachage par vérin, vérin électrique même pourquoi pas. Et c'est là que les gars [*les Marseillais*] ont prétendu que non, ce n'est pas la peine : la "chalume" et la barre à mine, ça suffit [...]. Il se trouve que, dans les coffres modernes, une porte s'ouvre en deux coups de cuiller à pot, avec un tournevis, de petit format même, alors que ces coffres-là sont vraiment d'une qualité fantastique. Les portes font un centimètre d'épaisseur. Elles sont jointes aux montants qui sont infracturables. Il nous a fallu découper chacun des coffres, le montant sur toute sa hauteur et ensuite forcer à la barre à mine, à trois sur une barre à mine, pour arracher la porte une fois que tout était découpé, les gonds et les montants. Cela a été un travail de force dément alors qu'avec le vérin, nous aurions pu faire au moins la moitié de la salle des coffres[xxiv]. »

Dès les premiers instants de l'enquête, les policiers, éclairés par les techniciens de chez Fichet-Bauche, découvriront en outre que les casseurs manquaient de connaissances techniques et de capacités d'observation. Nombre de ces coffres sont disposés dos à dos et le fond des casiers est beaucoup moins solide que la porte de façade. En

cassant le fond de chaque caisson individuel, les voleurs auraient pu augmenter sensiblement leur rendement et fracturer deux fois plus de compartiments.

À l'intérieur de la salle des coffres qui n'est plus ventilée, les flammes des chalumeaux et l'activité des casseurs font monter la température à plus de trente degrés. Les gars sont torse nu, mais ils ont gardé leurs gants et s'abreuvent de dizaines de litres d'eau. L'excitation fait place à l'énervement. Les Marseillais refusent les amphétamines et autres Maxiton que Spaggiari tient à disposition des ouvriers.

Après plusieurs heures de besogne, les pillards, dont tous ne sont pas des spécialistes des coffres, ont pris le coup de main. La monnaie commence à tomber ; les bijoux, les lingots, les pièces d'or…

Les gros coffres renfermant les réserves de la banque livrent leur lot de devises, de barres et de lingots d'or. Le réservoir dévolu aux distributeurs d'argent liquide est vidé. Une erreur de la part des voleurs : les numéros de ces billets sont répertoriés.

Le compartiment d'un avocat pénaliste niçois de renom, ardent défenseur des truands méridionaux, fournit à lui seul plus d'un million de francs en liquide. L'annonce du montant et de l'identité du propriétaire détend l'atmosphère. On imagine d'où vient le pognon. Et la tête que fera le bavard, dont certains des casseurs ont déjà sollicité les services. Rien ne se perd, rien ne se crée.

La découverte de paquets de café, de biscuits, de sucre et de chocolat déclenche de bonnes rigolades.

— Les caves sont vraiment des cons, lance un des Marseillais au milieu du fou rire.

Lorsque les casseurs trouvent des photos cochonnes, ils les font passer de main en main, en échangeant des clins d'œil égrillards. Les clichés les plus salaces et les plus insolites finissent punaisés sur un mur.

Certains compartiments livrent des richesses inutilisables, comme un gros rubis dont la valeur sera, après le casse, estimée à six millions de francs. L'expert, engagé par les Marseillais, installé dans son petit coin, sa loupe de bijoutier remontée sur le front, donne son verdict :

— Impossible à fourguer. À la poubelle.

Spaggiari, l'ancien-d'Indochine-mais-néanmoins-esthète, tombe en arrêt devant une importante série de sculptures asiatiques en

jade, répartie dans plusieurs compartiments. Avec regret et délicatesse, il les replace dans les caissons éventrés.

La vie dans la chambre forte s'est organisée pour le bivouac. Une cuisine a été installée dans une salle. Tout en assurant la permanence de la communication avec les « tarpets » (les guetteurs) en planque à l'extérieur, un cuisinier y fait chauffer des soupes sur un Butagaz et déballe des victuailles : du foie gras, de la charcuterie, des fruits et faute de goût – du mauvais vin de table.

Un coin toilettes a été aménagé à l'aide de récipients de fortune. Les hommes urinent dans des bouteilles découpées ou des soupières tirées des coffres. Au début des opérations, les voleurs, troublés par le manque d'intimité, préféraient retourner dans les égouts pour satisfaire leurs besoins. Puis ils y ont renoncé. Trop loin, trop fatigant et trop long.

— Il faut pisser à plusieurs dans les bouteilles, conseille un des Marseillais.

— Pourquoi ? demande un autre, l'air dégoûté.

— Les analyses. Mon beau-frère vient de se faire poisser à cause d'une histoire comme ça. Du diabète ou je ne sais plus quoi.

Un peu plus loin, pas assez ronchonnent certains, un dortoir a été improvisé : quelques couvertures étendues sur le sol avec des vêtements roulés en boule comme oreillers. Les cambrioleurs vont à tour de rôle s'y reposer quelques minutes.

Dans l'après-midi du samedi, Spaggiari remonte à l'air libre. Il fait quelques courses, passe à son magasin où il croise des clients et va dîner dans une brasserie proche de la banque. Des embryons d'alibis dont il n'aura pas grand besoin.

En fin de journée et dans la nuit, des chocs sourds se font entendre dans un compartiment blindé adossé au mur donnant sur la rue de l'Hôtel des-Postes. Par un système de trappe, les patrons des commerces ouverts le soir et le week-end viennent en toute confiance y déposer leur recette par la trappe prévue à cet effet. Les casseurs connaissent l'existence du dispositif, mais n'y ont pas encore touché. Ils le gardent pour la bonne bouche et s'y attaquent le dimanche matin.

« Le pied de tout ce travail-là, cela a été le trésor de nuit, raconte Spaggiari. On a commencé à entendre tomber les sacs d'argent qui arrivaient des Galeries Lafayette, des boîtes de nuit : La Camargue ! Ils font une sacrée recette, La Camargue ! Ouh là là ! Quelle boîte. Le

trésor de nuit, le pied ! Six cents millions en liquide[xxv] ! [...]. Ce Trésor de nuit, cela a été de l'argent que nous avons jeté en l'air. C'était la joie de tout le monde, une danse, une fête, une fête païenne[xxvi]. »

Le labeur continue toute la journée du dimanche, interrompu par une tournée d'inspection du gardien. Les guetteurs ont donné l'alerte. Le mouvement des marteaux et des burins s'interrompt pendant quelques minutes. Dans la chambre forte, on coupe le gaz et on retient son souffle. Certains en profitent pour faire un petit somme. Le gardien passe sans rien remarquer.

Dans l'après-midi, les veilleurs signalent que des trombes d'eau se déversent sur la ville en de violents orages. Spaggiari va faire un tour dans les égouts et constate que l'eau commence à monter. Rien de dramatique car, à Nice comme ailleurs, le réseau d'assainissement dispose d'un système de réservoirs et de vannes qui régulent automatiquement les trop-pleins.

À minuit, une partie de l'équipe commence à emballer les billets, les lingots et les bijoux. Le butin est chargé dans plusieurs dizaines de sacs à dos et de paquetages militaires. L'ensemble pèse plusieurs centaines de kilos.

D'autres membres du commando font disparaître les indices : ils vident des extincteurs par terre et sur les murs, déversent de l'eau et des excréments un peu partout.

Les cambrioleurs, harassés mais soulagés, se laissent aller à la rigolade. Ils décident de signer leur forfait. Les propositions fusent : « La joie dans le travail et le travail dans la joie », « Merci, monsieur le directeur ». Ils choisissent « Ni armes, ni violence et sans haine ». Cela ne veut pas dire grand chose, ça sonne bien et ce n'est pas totalement faux. Un des hommes dessine un sigle de la paix un peu approximatif. La croix inscrite dans le cercle comporte une branche de trop. Ce pourrait être une croix celtique ou une « roue solaire », emblème fasciste. Sans doute s'agit-il d'une plaisanterie pour initiés, un symbole subliminal tracé par Spaggiari ou l'un de ses amis fachos.

D'après le récit d'Albert, une première répartition du butin a lieu dans la chambre forte : deux cent mille francs en billets de cinq cents. Si certains membres de l'équipe sont victimes d'un pépin, les autres auront au moins une partie de leur rémunération en poche.

À 1 heure du matin, le chef des Marseillais jette un regard chargé de regrets sur les milliers de coffres inviolés, puis il donne le signal

du départ. Les casseurs transportent chacun un gros sac. Ils passent de la fournaise de la chambre forte à la froidure des égouts. Le niveau de l'eau a encore monté. Un grondement oppressant emplit l'atmosphère glacée par les courants d'air. Après quelques dizaines de mètres de progression, la procession débouche dans un conduit parcouru d'un flot d'eau froide qui enveloppe les hommes jusqu'à la taille. Et sous la rue Chauvain, mauvaise surprise. Le collecteur est devenu un torrent infranchissable.

Le casse du siècle est en train de tourner au naufrage !

# 17

# UN PONT D'OR

Le puissant courant de flotte limoneuse bouillonne bruyamment aux pieds des millionnaires des égouts. Une galère de plus dans un océan d'emmerdements. L'équipe est lessivée, ou plutôt encrassée, par plus de cinquante heures de labeur, quasiment sans répit ni sommeil. Et tous les pillards n'ont pas des gabarits de légionnaires entraînés à cheminer dans les rizières avec de l'eau jusqu'au menton.

Mais l'heure tourne et il faut prendre une décision. Les plus casse-cou parviennent à franchir le courant boueux et vont récupérer des cordages et les canots pneumatiques entreposés dans une cache depuis le vendredi soir. Les cordes sont tendues entre les rives et un pont flottant est confectionné pour charrier les sacs contenant le butin.

Les casseurs traversent laborieusement le flux en s'arrimant aux cordages. Les embarcations chavirent et les chargements prennent l'eau. Les cambrioleurs boivent des bouillons. Certains frôlent la noyade, d'autres s'en sortent avec des plaies, des bosses et quelques fractures. L'un d'entre eux, touché au dos, devra être évacué à dos d'homme par un de ses camarades.

Puis la bande rejoint tant bien que mal le Paillon, en cheminant à travers les galeries inondées. Une partie du butin est restée sur l'autre rive du torrent. Il faut y retourner. D'après Spaggiari, ce sont trois de ses hommes, plus costauds et plus déterminés que les Marseillais, qui se chargent de ce deuxième voyage. Spaggiari viendra les chercher avec la Land Rover.

Tandis que les trois types replongent dans les entrailles infernales (et tumultueuses) des égouts, le reste de la bande remonte à pied le cours du fleuve souterrain jusqu'à la rampe d'accès du

palais des Expositions. Ils sont transis de froid et charrient sur le dos ou dans les bras des sacs de trente ou cinquante kilos aux lanières brisées.

*19 juillet, 4 heures du matin*.

Dans une rue proche du palais des Expositions, le Flambeur (surnom dû à un goût immodéré pour les jeux de hasard) s'énerve au volant de sa Peugeot 504. Le truand a ouvert deux vitres de la voiture pour faire circuler un peu d'air frais. Il fait partie de la bande des Marseillais et il a passé plus de deux jours à surveiller les abords de la banque. Les boyaux et les galeries, ce n'est vraiment pas son truc. Au début de l'affaire, il est descendu trois fois dans les égouts. Trois nuits à creuser la roche au piolet et avaler de la poussière. Il a fini par piquer une crise de claustrophobie. Les copains ont dû le sortir du conduit en le tirant par les pieds. L'enfer ! Il a annoncé sa décision de tout plaquer. Mais la bande n'a pas voulu se priver des services d'un bon élément (ni laisser s'évanouir dans la nature un type au parfum du projet). Le chef des Marseillais lui a proposé une reconversion en guetteur à temps plein. Le flambeur a accepté. Il sait qu'il touchera moins d'oseille que ses collègues, mais tant pis. Depuis, il fait le *tarpet*.

Pendant deux mois, il a passé des nuits solitaires et d'interminables week-ends, assis dans sa voiture, balayant les rues du regard, tapotant régulièrement le micro de son talkie-walkie pour donner les signaux d'arrêt et de reprise du travail. Le quartier de la banque, il en connaît chaque porche, chaque trottoir, chaque plaque d'égout.

Depuis vendredi soir, il a dormi deux fois cinq heures. Pour rester attentif, il lui faut ça ; le flambeur connaît ses limites. C'est un professionnel consciencieux qui respecte toujours la consigne au pied de la lettre. Chaque fois qu'il est sorti de la voiture pour se dégourdir les jambes ou satisfaire un besoin naturel, il l'a signalé aux collègues qui martyrisaient les coffres dans les sous-sols. Si les flics avaient eu la mauvaise idée de venir lui demander ce qu'il fabriquait, scotché dans son break, en ce beau mais humide week-end de juillet, il leur aurait servi de belles salades, les mêmes que d'habitude, des affaires de gonzesse. C'est débile, mais ça marche. La preuve, les copains ont eu recours à ce brillant subterfuge une semaine plus tôt pour se

débarrasser des pingouins qui sont venus leur casser les bonbons sur la terrasse de la villa de Castagniers-les-Pins. Les guignols n'ont peut-être pas gobé toute l'histoire, mais on ne les a plus revus. L'anecdote n'a pas circulé au-delà du cercle des Marseillais. Pas la peine d'en parler à Albert, il aurait encore pris ses airs excédés.

Pourtant, le Flambeur aurait deux mots à lui dire, au photographe, le roi de la planification, le seigneur du timing. Cela fait bientôt trois heures qu'il n'a plus de nouvelles de la bande. Il sait que ses copains ont quitté la banque vers 1 heure. Il a eu deux fois des nouvelles par radio.

— C'est le bordel, le niveau de l'eau est monté, lui a dit son correspondant.

Le Flambeur a eu envie de répondre qu'il le savait et qu'il leur avait signalé les orages, mais il s'est abstenu. Ça n'aurait rien changé.

Les guetteurs ont quitté progressivement le quartier de la banque et trois d'entre eux se sont dirigés vers le palais des Expositions. Depuis le dernier échange, plus de nouvelles. Les talkies-walkies sont muets. Ils ont pris l'eau ou la communication ne passe pas à travers les voûtes du Paillon. À moins qu'il n'y ait une embrouille.

Le Flambeur jette un regard morne sur le Paillon, qui coule à ciel ouvert avant de s'engouffrer sous le palais des Expositions. Ses eaux ont pris une teinte brun foncé. Sur l'autre berge, à moins de cinq cents mètres, il y a un bel élevage de poulets, une pleine caserne.

— *Fatche de con*, la prochaine fois, il va nous faire monter au braquo en face du commissariat, marmonne le malfrat en maudissant Spaggiari, le cave qui a établi un tel itinéraire d'évacuation.

Puis il lance le moteur de la 504 et entreprend un tour du quartier. Les deux autres conducteurs sont postés aux alentours. Le chef des chauffeurs passe au ralenti près du minibus VW. Le type qui est au volant lui adresse un regard impuissant. Le Flambeur continue sa route et va se garer quelques mètres devant l'autre véhicule, un fourgon Peugeot, et il patiente encore dix minutes. Alors qu'il s'apprête à descendre de voiture pour faire part de son inquiétude à son comparse, le talkie-walkie grésille :

— Flambeur, tu m'entends ?

— Je t'entends, répond le Marseillais, sursautant de joie.

— On est sortis du merdier. On arrive dans vingt minutes.

— On y sera.

Enfin, l'horizon se dégage. Le sourire jusqu'aux oreilles, le Flambeur sort de sa Peugeot et va avertir le chauffeur du fourgon de la bonne nouvelle.

Dans quinze minutes, on va se garer en haut de la rampe. Pas les uns derrière les autres. On laisse trois voitures entre nous. Quand je te donne le signal, tu viens avec moi enlever le rail de la rampe. On va descendre en vitesse au dernier moment. On charge les copains et on se casse.

Le Flambeur transmet la même consigne au conducteur du minibus.

Quelques minutes plus tard, les chauffeurs vont se poster en haut de la rampe d'accès, prêts à foncer recueillir leurs camarades. Il faudra rester le moins longtemps possible sur la rive du Paillon. Trois bagnoles sur une berge déserte, ce n'est pas normal et ça se remarque. Ce serait trop c… de se faire serrer alors que le plus dur a été fait.

Vingt-cinq minutes plus tard, la radio du Flambeur grésille à nouveau.

— Rappliquez, on est là, annonce la voix caverneuse mais cassée par la fatigue du chef des Marseillais.

En deux minutes, les trois véhicules descendent la rampe et parviennent à l'entrée du tunnel du Paillon. Il fait encore nuit mais plus pour longtemps. Les ouvriers et les chauffeurs chargent le butin. Le blessé est étendu dans l'espace central du fourgon sur une couverture. Les hommes s'affalent sur les banquettes, exténués. Spaggiari prend place dans la 504 et demande au Flambeur de le déposer près de la Land Rover, garée à quelques centaines de mètres de là. Il monte dans le 4 x 4 et repart chercher ses amis à l'embouchure du collecteur, près de la banque.

Trois quarts d'heure plus tard, lorsque la camionnette tout-terrain ressort du Paillon, il fait grand jour.

Le partage du butin a lieu dans la journée du lundi. Contrairement à ce que Spaggiari prétend avoir négocié, le partage ne s'opère pas à cinquante-cinquante entre les baroudeurs et les Marseillais, mais bien par tête de pipe. En plus des deux cent mille francs réglés cash à la sortie de la banque, chaque casseur reçoit une somme de plusieurs centaines de milliers de francs et des lingots « propres », c'est-à-dire accompagnés de certificats dont certains

devront être séchés au fer à repasser à cause de leur séjour dans le torrent. Les casseurs de base auraient récolté environ un million chacun. Spaggiari reçoit beaucoup plus, parce qu'il a apporté l'affaire et qu'il a avancé une partie des fonds nécessaires à la préparation. Sa part pourrait s'élever à quelques millions de francs (deux ou trois), assortis de la promesse d'une part du prix de vente des bijoux.

Il s'agit là d'estimations. Spaggiari avancera par la suite des chiffres aussi contradictoires que fantaisistes. Ceux qui seront arrêtés en octobre nieront avoir participé au casse et a fortiori avoir reçu de l'argent, sauf les deux baltringues alpagués en possession de lingots.

La question des bijoux reste en suspens. Ils demeurent entre les mains des Marseillais qui affirment pouvoir les fourguer en un seul lot. C'est moins risqué que de multiplier les transactions. Le raisonnement se tient et Albert Spaggiari leur fait confiance.

Le lendemain, après une nuit de bringue pour fêter la réussite du coup, la bande s'éparpille. Les Marseillais prennent des vacances ou retournent à des activités plus traditionnelles (extorsion de fonds, proxénétisme, braquages et vols « à l'ancienne », trafic de stupéfiants) et moins éprouvantes sur le plan physique.

Les « spaggiaristes » repartent pour d'autres aventures ou regagnent la vie « civile » des militants.

# 18

# Y A-T-IL UNE VIE APRÈS UN CASSE ?

Albert se retrouve seul à Nice, à la fois exalté par le succès de l'opération et un peu déprimé après cette période d'action et de tension intenses. Certes, les titres des journaux le comblent d'aise : « Plus fort que le hold-up du train postal. » Spaggiari jubile, mais il est frustré de devoir garder pour lui son glorieux secret. Quelques jours après le casse, son ami Robert, qu'il a connu à la Santé, séjourne à Bezaudun-les-Alpes. Avec lui, il peut s'épancher en toute confiance.

« Il était le roi, il était le champion, se souvient Robert. Quelle joie ! Quelle réussite ! Il m'a raconté la découverte des lingots, le fric qu'ils avaient jeté en l'air. Encore que le fric pour lui n'était pas le plus important. C'était la joie d'avoir réussi un gros coup. »

Albert retrouve également sa femme. Madame fait la gueule. Selon la version officielle, Audi n'a jamais été avisée du coup que préparait Spaggiari et, pour justifier ses absences, il aurait prétexté des réunions politiques à Paris et ailleurs. Autre hypothèse, Audi était au courant du projet qu'elle n'approuvait pas et ce serait la raison de son courroux. Sur ce point également, le mystère demeurera complet.

Spaggiari fait un tour en Espagne pour y voir des amis et peut-être y déposer des fonds. Puis, en septembre, il visite les États-Unis avec le vague projet d'y acheter une affaire, un hôtel par exemple.

C'est pendant ce séjour qu'il contacte les services secrets pour leur offrir son aide. M. Bert, qui se présente comme l'auteur du « casse du siècle », est prêt à reprendre une vie d'aventures et notamment à dynamiter le siège du Parti communiste français.

Spaggiari n'admettra jamais publiquement cet épisode peu glorieux, pourtant attesté par une note de la CIA à Interpol.

De retour à Nice, il apprend par ses relations à la mairie qu'une délégation conduite par Jacques Médecin, maire et secrétaire d'État au Tourisme, doit se rendre au Japon dans un charter affrété par Air France pour assurer la promotion de la ville. Il reste des places dans l'avion. Pour sept mille francs par personne, il est possible de faire partie du voyage.

Spaggiari réserve des billets pour lui et sa femme. Il y voit l'occasion de redécouvrir l'Extrême-Orient en compagnie d'Audi et de resserrer les liens du couple. Puis il hésite à partir et semble sur le point d'annuler le voyage. Robert encourage Albert dans son projet. En ce début d'octobre 1976, il trouve son ami surexcité et un peu trop disert.

« Il était devenu jobard, un peu pénible, très énervé, raconte Robert. Il était content de lui et il en perdait les pédales. Il ne se sentait plus. On parlait du casse mais pas de lui. Or il voulait qu'on parle de lui. Je le trouvais un peu inquiétant par sa légèreté. J'ai insisté pour qu'il parte avec Audi. Le voyage devait durer trois semaines ou un mois. Je pensais que ça lui changerait les idées. Pendant ce temps-là, j'ai gardé Les Oies Sauvages. »

Le 6 octobre, Albert et Audi décollent pour Tokyo où ils séjournent une dizaine de jours, puis ils se séparent de la délégation niçoise et parcourent l'Asie (Bangkok, Hong Kong). Le 24 octobre, ils sont de retour à Nice.

Robert les accueille à Bezaudun-les-Alpes. Il est en compagnie d'une amie prénommée Pascale, qui l'y a rejoint. Comme Albert commence à faire du gringue à la jeune femme, Robert décide de précipiter le départ de la jeune femme. Non qu'il soit jaloux, car la fille n'est pas sa compagne, ni sa petite amie. Mais il sent Albert tellement en veine de confidences qu'il craint à nouveau que celui-ci ne se vante de son colossal forfait. Spaggiari et son copain conduisent la jeune femme à la gare. Pascale a le blues de rentrer à Paris, et Robert décide de la raccompagner à la capitale. Il n'a pas de bagages. Ses vêtements et la plus grande partie de son argent sont restés chez Albert. Ce n'est pas grave, il a l'intention d'effectuer un simple aller-retour.

Le 27 octobre, en écoutant la radio chez Pascale, Robert apprend l'arrestation d'Albert Spaggiari ! Il pique une crise de parano. Il a passé tout le mois d'octobre à Bezaudun-les-Alpes et ses bagages sont restés là-bas. Si Albert était un des suspects, il est impensable que la police n'ait pas mis en place une surveillance de son pote et observé les allées et venues autour de la bergerie. Il commence à voir des flics partout et se convainc qu'il a été suivi depuis Nice. Son premier réflexe est d'appeler son copain Michel Marshall, un ancien militant de l'OAS qu'il a connu en prison, comme Spaggiari.

— Viens me chercher tout de suite, je suis dans la m… Je t'expliquerai.

Marshall déboule illico et les deux hommes quittent Paris en cherchant à repérer d'éventuelles filatures. Robert se réfugie chez un célèbre producteur de cinéma. Le producteur lui conseille de quitter immédiatement la France et lui prête l'argent nécessaire. Robert rallie Ibiza et envisage de se planquer dans l'île de Formentera, où il dispose d'un point de chute.

« Sur le pont de la barcasse qui va d'Ibiza à Formentera, j'étais à l'avant, c'était très exaltant, explique Robert. Les embruns, etc. Et je me suis traité de tous les noms. Je me suis dit : "Tu as un copain qui est en taule et tu fous le camp !" Je n'ai pas trouvé ça brillant. J'ai repris le bateau le lendemain et je suis rentré chez mon ami producteur. De chez lui, j'ai appelé Michel le Toc[xxvii] et je lui ai dit : "On a un copain en prison. Il faut l'arracher." »

# QUATRIÈME PARTIE

# L’ÉVASION ET LA CAVALE

# 19

# FAIBLES AUDITIONS

*Automne 1976.*

Les jeudis à 15 heures, Spaggiari a rendez-vous avec le juge Richard Bouazis. Le bureau du jeune magistrat est une petite pièce à l'atmosphère surchauffée, située au premier étage du palais de justice, au-dessus d'un entresol. Le juge est assis dos à la fenêtre, sa greffière à côté de lui ; Spaggiari et son avocat Me Peyrat lui font face. Une escorte composée de deux policiers assiste aux auditions. Spaggiari est débarrassé de ses menottes.

Spaggiari apprécie le rituel de ces interrogatoires. Cela le distrait de l'ordinaire de la prison et lui donne l'occasion de faire le zouave, de jouer pleinement son rôle de « cerveau ». Progressivement, il livre au magistrat nombre de détails sur la préparation du casse et sur son déroulement : les repérages, l'association avec les Marseillais. Mais il se garde de lui confier le moindre élément qui pourrait permettre l'identification de ses complices.

« Il a été d'une rigueur absolue et je n'ai jamais eu de sa part l'aveu d'un quelconque nom, même à propos des personnes interpellées par les policiers et dont la participation paraissait acquise. Il a tenté de les écarter du débat. En réalité, j'ai compris ensuite qu'écarter les autres était une manière pour lui de se glorifier et d'apparaître comme le vrai patron », se souvient le juge Bouazis.

Et quant à ses motivations, Spaggiari développe longuement l'hypothèse politique : il assume sa volonté de se battre aux côtés des mouvements d'extrême droite, « derniers remparts de l'Occident », pour sauver une France en perdition et menacée par les Rouges. On ne peut pas reprocher à Spaggiari de manquer de suite dans les

idées, puisque le programme de l'OAS annonçait déjà : *« Dans l'état où se trouve la France, il faut une véritable opération chirurgicale qui extirpe définitivement les causes de sa décadence. Cette opération, seuls les nationalistes français peuvent la mener à bien. Il n'existe plus désormais que deux solutions, le nationalisme ou le communisme. »*

Devant le juge Bouazis, le cerveau du casse maintient qu'il a agi pour le compte d'une organisation internationale « noire » appelée Catena (la chaîne en italien), à laquelle il aurait versé l'essentiel de sa part du butin.

« Il nourrit à l'égard de l'Italie une affection extrême, tout en reconnaissant qu'en tant qu'immigré, la France a été pour lui un pays de rêve et de bonheur. Il souffre énormément de ce qui se passe en Italie, à savoir des attentats an quotidien qui étaient imputés aux gauchistes. Son projet était de constituer une équipe et de gagner de l'argent, pour venir en aide aux extrémistes de droite italiens pour contrer les gaullistes [...]. Il avait appelé cette stratégie, cette structure dans laquelle il s'inscrivait, la Catena, la chaîne qui le reliait à ses amis politiques italiens d'extrême droite », explique Richard Bouazis.

Le juge est surpris. Il ne s'attend pas à une revendication d'une telle nature. Il n'est pas convaincu par cette histoire, mais Spaggiari apporte progressivement des éléments au crédit de ses affirmations. En réalité, le chef des casseurs mélange le vrai et le faux : il existe bel et bien des organisations internationales d'extrême droite, pouvant à l'occasion faire office de chaîne de solidarité envers les militants recherchés, avec lesquelles l'ancien militant de l'OAS est effectivement en relation ; en revanche, la Catena dont parle Spaggiari est une pure élucubration. Grâce à elle, il donne à son action une inspiration plus noble que le vulgaire appât du gain. Cette invention lui permet également de justifier l'évaporation de sa part du butin.

D'où lui est venue l'idée de cette appellation « Catena » ? Peut-être Spaggiari, au fil de ses lectures ou de ses rencontres, a-t-il eu connaissance d'une organisation portant ce nom, le Comité antiterroriste nord-africain (Catena), une milice d'autodéfense créée par des colons tunisiens au milieu des années cinquante et qui n'a eu qu'une brève existence. Cette dénomination aurait par la suite été « recyclée » par les services secrets français pendant la guerre d'Algérie. Dans les années soixante, les assassinats de responsables

du FLN et les attentats contre des cargos ravitaillant en armements les nationalistes algériens ont été à plusieurs reprises revendiqués par cette « fausse » Catena.

Pendant des mois, Spaggiari et le juge jouent au chat et à la souris. Richard Bouazis a adopté une stratégie douce. Une forme de sympathie s'est instaurée entre les deux hommes, mais elle ne dure qu'un temps. Pour obtenir la collaboration de l'ex-photographe, le magistrat lui fait comprendre que son attitude désinvolte et sa propension à revendiquer la première place du palmarès mondial des casseurs ne vont pas forcément lui attirer la sympathie des jurés et du procureur de la cour d'assises, au contraire. Et qu'il encourt une peine extrêmement sévère.

En outre, le magistrat met la pression sut Spaggiari en menaçant d'inculper sa femme Audi de recel. Une antiquaire de Nice affirme que, quelques semaines après le casse, Audi a tenté de lui vendre des bijoux provenant des coffres de la Société Générale. Le juge interdit en outre à Audi de quitter la région.

Les relations entre les deux hommes se crispent.

Dès le mois de novembre 1976, le juge Bouazis a ordonné aux policiers de sortir de la pièce pendant les interrogatoires :

« Je m'étais très rapidement rendu compte que tout ce qui se disait dans mon bureau était connu des services de police et au-delà, assure Richard Bouazis. Toutes les autorités politiques locales étaient parfaitement au courant de ce qui se disait dans mon bureau [...]. Les gardiens de la paix qui constituaient l'escorte étaient tenus de rapporter ce qui se disait. Et comme à l'époque, dans les premiers mois de la détention de Spaggiari, il avait axé sa défense sur ses liaisons dangereuses acquises de longue date avec le monde politique, il gênait beaucoup de monde. »

C'est le cas notamment dans l'entourage du maire de Nice, qui tremble à l'idée que Spaggiari ne s'étende trop longuement sur les amitiés qu'il entretient à l'hôtel de ville.

Les policiers de l'escorte assurent désormais leur mission devant la porte du bureau. Ce n'est pas un luxe car le couloir qui dessert les cabinets d'instruction est ouvert au public. Le juge n'exclut pas que

des truands puissent organiser une opération de commando dans le but de libérer Spaggiari… ou de l'abattre.

« On savait à Nice que Spaggiari parlait et me racontait beaucoup de choses, précise le magistrat […]. La confidentialité que j'avais mise en place du fait de l'absence de policiers a gêné beaucoup de gens, parce qu'on ne savait plus ce qu'il disait. On ne savait pas qui il mettait en cause, s'il parlait des faits, s'il parlait de politique ou de son passé. »

Richard Bouazis demande aussi qu'une surveillance soit mise en place au pied de sa fenêtre (elle sera assurée pendant quelques semaines, puis progressivement levée).

Depuis que le « cerveau » a compris que le casse ne lui apporterait pas uniquement la gloire mais aussi une longue réclusion, le magistrat redoute une tentative d'évasion. Pour autant, il continue à interroger Spaggiari en dehors de la présence des policiers.

## 20

# LE GOÛTER DE CONS

Se faire la belle : depuis sa prison, Albert ne pense qu'à ça. Son ami Robert lui a fait savoir qu'il ne le laisserait pas croupir au fond d'une geôle. Comment a-t-il pu lui communiquer un tel message ? Encore un mystère. Il est établi que Robert et Michel le Toc, les amis de Spaggiari, ont contacté Me Peyrat pour l'informer de leur projet de faire évader Albert. Jacques Peyrat n'a cessé d'affirmer qu'il avait coupé court à ces demandes. Spaggiari également lui a demandé son assistance.

L'avocat soutient avoir toujours refusé d'aborder la question avec son client et tenté de le dissuader de mettre son projet à exécution.

« Il m'avait dit : tu ne veux pas m'aider, mais je ne vais pas suivre ton conseil, la prison, je ne la supporte plus », se souvient Jacques Peyrat.

Les deux copains de Spaggiari, Robert, l'éditeur, et Michel le Toc, le fils de famille, ont pris leurs quartiers dans la métropole niçoise. Au début de l'année 1977, ils entreprennent des opérations de reconnaissance autour de la prison, à moto. Lors des transferts de Spaggiari au palais de justice, ils suivent le convoi de police, cherchant la faille. Rien à faire de se côté-ci, sauf à déployer une grosse équipe et à risquer une fusillade.

C'est en examinant la façade du palais de justice qu'ils ont l'idée : l'évasion se fera depuis le bureau du juge, situé au premier étage au-dessus d'un entresol. La hauteur est importante, mais Robert et le Toc savent qu'Albert dispose du courage et de la condition physique nécessaires à une telle cascade.

Le mur du palais est parcouru de jointures horizontales dont Robert mesure l'espacement à l'aide d'un journal déplié. D'après ses calculs, le rebord de la fenêtre du bureau est à environ huit mètres du sol. Il surplombe d'un mètre à peu près un replat sur lequel Albert prendra appui. Depuis cette plate forme, il pourra agripper une conduite d'évacuation des eaux et descendre jusqu'au sol le long du gros tuyau. Une moto attendra le fugitif au pied du bâtiment. Robert prend des photos de la façade et dessine sur un des clichés le schéma de l'évasion. Il établit le minutage de l'opération : cinq à six secondes entre l'ouverture de la fenêtre et le départ de la moto.

Avec l'aide d'intermédiaires qui n'ont jamais été identifiés, Robert et le Toc font parvenir les documents à Spaggiari, avec un petit mot d'explication. Lors des auditions suivantes, Albert examine le bureau du juge et « photographie » mentalement les lieux : la disposition des meubles, la distance qui sépare son siège de la fenêtre, le fonctionnement de la crémone, la hauteur de la poignée… De retour dans sa cellule, il répète mentalement l'opération et reproduit mille fois l'enchaînement des gestes qu'il devra accomplir le jour « J ».

Robert et le Toc ont fixé la date de l'évasion au jeudi 10 mars un peu avant 17 heures, l'heure à laquelle se terminent les interrogatoires.

Sous une fausse identité, Robert a loué un appartement qui doit servir de planque. Il s'y est pris plusieurs semaines à l'avance, car il sait qu'en cas d'évasion la police fait systématiquement la tournée des locations conclues quelques jours seulement avant l'opération. L'ancien OAS a choisi un immeuble discret dans le secteur du Vieux-Port. Son seul défaut est de ne pas disposer d'un parking souterrain, fort utile pour la discrétion des entrées et des sorties, mais aucun bâtiment de ce quartier ancien n'en est équipé.

Quelques jours avant la date prévue, Robert et le Toc chargent leur contact habituel d'avertir Albert. Le 10 mars, ils sont en place dans la rue qui longe le palais, juste en dessous des fenêtres du bureau. Les deux hommes font mine de s'ignorer. Le Toc est harnaché dans une tenue de motard en cuir noir sous laquelle il a

revêtu un gilet pare-balles. Il porte un casque intégral. Robert est en faction à quelques mètres de lui. Il doit surveiller la fenêtre et donner le signal de l'action lorsque Spaggiari apparaîtra. Il a aussi prévu de donner un coup de main à son pote si celui-ci se blesse et de créer une diversion en cas de besoin.

« Nous étions sans armes, raconte Robert. Ça nous a emballés de faire le coup sans armes, ni violence. C'était dans la bonne lignée du roman-photo qui se préparait. »

Le Toc tourne autour de sa moto, une rutilante Kawasaki 900, la plus grosse cylindrée de la gamme, astiquant les jantes et feignant de bidouiller le moteur. Pendant de longues minutes, peut-être une demi heure, Robert fixe désespérément la fenêtre du bureau. Il ne voit rien de l'intérieur de la pièce et ne sait même pas si Albert est bien en audition ce jour-là. Il n'a pas vu le fourgon de police entrer dans le palais.

Spaggiari a été extrait de sa cellule à l'heure habituelle, mais il n'aurait pas reçu le message de ses amis. Il ne peut savoir si le dispositif est en place. C'est du moins la version que donnera Albert Spaggiari et que confirme son ami Robert. Mais il n'est pas impossible que ce détail soit un bobard destiné à protéger la personne qui a transmis le message à Albert (à l'occasion d'une visite au détenu dans les jours précédant le 10 mars, par exemple, ce qui pourrait donner des éléments à la police).

Dans la poche de veste de son costume en velours noir, Spaggiari conserve un document préparé à l'intention du juge : un dessin du plan des égouts et de l'itinéraire emprunté par les casseurs de la Société Générale. Le schéma est crayonné sur trois pages et volontairement imprécis pour que le juge n'y comprenne rien à la première lecture. L'objectif est de pouvoir détourner l'attention du magistrat au moment de l'action.

L'audition se déroule comme d'habitude. Albert est un peu nerveux. Il transpire abondamment.

— Ça ne va pas, Albert ? s'inquiète son avocat, croyant à un début de malaise ou à une crise de paludisme.

— Si, tout va bien. J'ai un peu mal aux dents. Fiche-moi la paix !

La séance se poursuit et Albert ne parvient toujours pas à savoir si le dispositif d'évasion est en place ou non. Il ne peut pas se lever de

son siège sans éveiller les soupçons du magistrat qui rappellerait immanquablement l'escorte de police dans la pièce. Et tout serait fichu.

Dans la rue, Michel le Toc continue à astiquer sa moto et Robert n'en peut plus d'attendre, le nez en l'air, depuis si longtemps. Il glisse au Toc :

— C'est foutu pour aujourd'hui. On décroche.

— Non ! On attend encore un peu.

« Au bout d'un moment, raconte Robert, une dame arrive, tenant par la main une petite fille ou un petit garçon, je ne me souviens pas. Elle fait coucou devant la fenêtre. La fenêtre s'ouvre. Je vois un type qui se penche et qui parle à cette femme. Je pense que c'est le juge. Je suis pétrifié. Je dis au Toc : "Sur la moto, sur la moto !" parce qu'on ne savait pas ce qui allait se passer. Et je vois, dans le fond, Spaggiari. Il entend une voix féminine. Quand on est en prison et qu'on entend une voix féminine, on regarde. Il se lève et il apparaît un peu en retrait de la fenêtre mais je vois bien son visage et il me voit [...]. Et là, son visage s'éclaire. »

Robert sait que Spaggiari va passer à l'action.

Dans le bureau, l'interrogatoire est sur le point de se terminer. Spaggiari s'adresse au magistrat :

— Monsieur le juge, je vous ai préparé le document que vous m'avez demandé, les plans des égouts.

Richard Bouazis jette un œil sur les documents, tente de les ordonner.

— Ça ne correspond à rien.

— Mais si. Je vais vous expliquer...

Et tout en parlant, il se lève et contourne le bureau du juge d'instruction. Profitant de ce que celui-ci a les yeux braqués sur le dessin, Spaggiari fonce à la fenêtre, l'ouvre et enjambe le garde-corps.

Maître Peyrat affirme n'avoir pas vu le début de l'action. Il le précisera lors d'une interview à la télévision juste après l'évasion :

« À ce moment-là, je ne faisais pas très attention parce que je cherchais quelque chose dans ma serviette. »

Comme c'est rageant ! S'il avait observé la scène, il aurait pu dissuader son client et ami de tenter ce coup de folie, dont il déclarera publiquement que c'était une « connerie ».

Le juge, en revanche, a perçu le mouvement et compris la manœuvre. Il se précipite à la fenêtre et essaie d'agripper Spaggiari.

« J'ai tenté de le retenir, explique le juge. Quand il a enjambé la fenêtre, je me suis précipité sur lui et je l'ai attrapé, je me suis saisi de lui pour l'empêcher de partir dans le vide. Quand j'ai vu que je ne pouvais pas, je l'ai poussé dans le vide en me disant : la seule hypothèse, c'est qu'il va se casser une jambe ou les côtes [...]. J'ai eu la volonté de lui faire mal. Malheureusement pour moi et heureusement pour lui, le fait que je l'aie poussé lui a permis de tomber sur le toit d'une voiture qui se trouvait à deux mètres cinquante du mur. »

Pousser un inculpé dans le vide ! Curieux réflexe de la part de ce magistrat affable, qui avait jusque-là mené son instruction selon des méthodes moins expéditives.

Grâce au mouvement imprimé par Richard Bouazis, Spaggiari échoue sur le toit d'une Renault 6 marron glacé dont le toit amortit sa chute en se déformant. Puis il rebondit et tombe sur le macadam dans un impeccable mouvement de roulé-boulé. Para un jour, para toujours. Ses lunettes tombent de sa poche de poitrine.

— Merde, mes Ray-Ban ! s'écrie-t-il en se saisissant de l'accessoire.

Il saute sur la moto et s'agrippe au blouson du Toc. Celui-ci démarre comme une fusée, faisant vrombir le moteur de la puissante moto japonaise. De la main, Albert adresse un signe d'adieu au magistrat.

À la fenêtre, ce dernier s'époumone :

— Arrêtez-le ! Arrêtez-le !

Lorsque les deux hommes ont disparu, le juge, sidéré, se tourne vers Jacques Peyrat.

— Maître, on est toujours le con de quelqu'un, souffle-t-il à l'avocat.

## 21

# UNE « BELLE »
# AU PARFUM DE SCANDALE

La moto fonce à travers les rues de Nice. Après quelques centaines de mètres, elle s'engouffre dans le parking Masséna. C'est ici que, huit mois plus tôt, les casseurs de la Société Générale ont branché une alimentation électrique pirate. Le Toc prend le volant d'une voiture qui attend les fuyards, Albert se dissimule dans le coffre sous une couverture. La voiture sort du parking et se dirige vers le quartier du Vieux-Port.

Robert quitte les lieux de l'évasion à pied sans être inquiété, ni repéré. Moins d'une minute après le départ de Spaggiari et du Toc, des motards de la police lancés comme des torpilles à la poursuite de l'évadé le dépassent, toutes sirènes hurlantes. L'alerte a été promptement donnée. Tandis qu'il parcourt les rues d'un pas tranquille à la recherche d'un taxi, des dizaines de flics sont déjà en train d'inspecter le quartier. Les premiers barrages se mettent en place. Plus d'un millier de policiers seront mis sur le pavé niçois en quelques minutes.

Robert trouve un taxi et donne une adresse proche de l'appartement qui doit servir de planque à Albert. En cette fin d'après-midi, le flot des automobiles s'écoule lentement. Robert aperçoit devant lui la voiture du Toc qui chemine dans la même direction. Le bruit des sirènes de police se répand dans toute la ville. Robert devient de plus en plus nerveux. Cent mètres plus loin, une voiture pie s'est arrêtée sur le côté de la route. Trois policiers s'en extraient. Le chauffeur du taxi regarde avec effarement un tel déploiement de forces :

— Putain, c'est la guerre, ou quoi ? demande le-gars. Vous savez ce qui se passe, vous ?

— Pas la moindre idée, répond Robert, le regard braqué sur les « en tenue ».

L'un d'eux prend les consignes au talkie-walkie, son collègue lève le bras pour faire arrêter les premières voitures. Le véhicule de Michel le Toc vient de dépasser le groupe de policiers. À trente secondes près, ils étaient marron. Même le taxi est contrôlé et le chauffeur doit en ouvrir le coffre.

Robert se fait déposer à dix minutes de la planque. Il y rejoint le Toc et Spaggiari. La voiture est garée dans une rue tranquille, en face de l'immeuble. Spaggiari est encore dans le coffre.

Question : comment faire sortir d'un coffre de voiture un homme recherché par tous les flics de la ville, en pleine journée et avec discrétion ?

Pendant que le Toc et Robert se concertent, deux voitures de patrouille passent devant le bâtiment.

Robert frappe un coup sec sur le coffre et s'adresse à Spaggiari en élevant légèrement la voix :

— Albert, il y a des flics partout. Dès que la rue est déserte, j'ouvre le coffre, tu sors, et on monte à la planque. Il va falloir traverser la rue. OK ?

— D'accord. J'attends ton signal.

Profitant d'une accalmie du trafic, les deux hommes font sortir Albert du coffre et le guident jusqu'à l'appartement.

« C'est le bonheur, l'explosion, raconte Robert. On s'embrasse comme des petites tantes. »

Les radios annoncent l'évasion à 19 heures : « Coup de théâtre à Nice : Albert Spaggiari, considéré comme le cerveau du gang des égoutiers, s'est évadé en sautant du bureau du juge au premier étage du palais de justice. Il a atterri sur le toit d'une voiture puis a pris la fuite grâce à un complice qui l'attendait à moto. Cette fois encore, l'homme a bien réussi son coup. »

À la prison de Nice, les taulards ont salué la nouvelle par un concert de cuillers choquées contre les murs. Albert est aux anges.

Le lendemain, Robert lui apporte les journaux. « Une évasion digne d'Arsène Lupin », « L'évasion du siècle ».

Albert savoure la situation : il est libre et on ne parle que de lui. Le rêve.

Spaggiari passe trois jours cloîtré dans la planque. Le Toc est reparti à Paris, Robert vient discrètement le ravitailler et lui tenir compagnie. Depuis son petit appartement, Spaggiari se délecte de la lecture des journaux et suit l'enquête avec jubilation. Les services de police et de justice niçois sont à nouveau sur la sellette et se renvoient la responsabilité de l'évasion. Si l'escorte n'était pas dans le bureau, c'est sur la demande du juge, protestent les responsables policiers.

Richard Bouazis se défend : il ne voulait pas infliger de longues heures d'interrogatoire aux agents et souhaitait conserver le secret sur les aspects politiques de son dossier.

Le ministre de l'Intérieur a réuni un « conseil de guerre » et annoncé la mobilisation de plusieurs milliers de policiers et gendarmes pour retrouver Spaggiari.

Les enquêteurs disposent de peu d'éléments : ils connaissent la marque de la moto, mais pas le modèle exact, ni son numéro d'immatriculation. Des fonctionnaires de police du service des étrangers de la Sûreté, dont les bureaux sont situés au rez-de-chaussée et donnent sur la rue, ont juste eu le temps de voir passer un homme tombé du ciel. L'événement ne se produit pas tous les jours, mais ils n'ont pas eu le réflexe de se précipiter à la fenêtre, ou alors trop tard. Certains témoins prétendent que le pilote a patienté tout l'après-midi, d'autres qu'il n'est resté parqué qu'une trentaine de minutes sous les fenêtres du juge. Un employé du palais de justice l'aurait vu enlever son casque et aurait aperçu son visage.

Dès le lendemain, un premier homme reçoit la visite des flics. À la vérité, ce motoriste hors pair, surnommé Nat le Grec, s'y attendait un peu. Dès qu'un gros coup est réalisé avec une moto, c'est pour sa pomme. Il n'est pas inscrit au registre du commerce à la rubrique « conduite de travaux illicites », mais c'est tout comme. Il est le pilote de deux-roues de référence du milieu. La police le soupçonne d'avoir participé à plusieurs assassinats moto-portés dans les dernières années, dont celui du parrain marseillais Antoine Guérini. Mais, pour la journée de la veille, le Grec a un alibi en béton.

Quatre jours après la « belle » de Spaggiari, un tenancier de boîte de nuit de Cagnes-sur-Mer, par ailleurs militant d'extrême droite, est arrêté. Appelons-le Jérôme. Il fait partie des relations de

Spaggiari. Il est également le compagnon d'une jeune avocate qui a fait son apparition dans le dossier Spaggiari deux mois plus tôt, afin de seconder Me Peyrat. Les bureaux de la jeune femme sont situés dans un cabinet dont les fenêtres donnent sur le lieu de l'évasion. Le témoin qui affirme avoir vu le visage du motard identifie Jérôme. Ce dernier prétend avoir un alibi, mais il tarde à en livrer les détails. À l'issue d'intenses cogitations, il soutient qu'au moment de l'évasion il était en train de s'entraîner au tennis dans un club de la région. Il jouait seul, contre un mur (on ne connaît pas le score final), à côté d'un groupe de jeunes femmes. La police consulte le registre de location des cours et interroge les joueuses. Elles ne reconnaissent pas le frappeur solitaire. Jérôme est expédié entre quatre murs. Sans raquette et sans balle. Comme c'est dommage ! Il aurait pu en profiter pour s'entraîner au squash, discipline encore embryonnaire mais ô combien prometteuse.

À la fin du mois de mars, Spaggiari donne un coup de main à son ami Jérôme. Inaugurant une longue série de facéties médiatiques, il expédie à *Nice-Matin* une photo sur laquelle il prend la pose au côté de l'imposante silhouette casquée de Michel le Toc. Albert tient en main l'édition du 11 mars du quotidien. La photo est dédicacée « Avec le bonjour d'Albert ». Elle est accompagnée d'une lettre dans laquelle Spaggiari jure sur son honneur de parachutiste que Jérôme n'est pas le pilote de la moto. Il demande aux responsables du quotidien d'« intercéder auprès de l'opinion publique » en faveur de son copain embastillé à tort.

La jeune avocate compagne de Jérôme, que l'on soupçonne d'avoir renseigné Spaggiari pour la préparation de l'évasion, est gardée à vue et temporairement suspendue. Elle se défend bec et ongles, et demande même à être inculpée pour avoir accès au dossier d'instruction. La justice ne dispose d'aucune preuve sur l'implication de la jeune femme.

Jérôme sera finalement libéré après avoir passé six mois en prison.

L'évasion de Spaggiari, que certains trouvent un peu trop facile, relance la polémique sur ses relations politiques, notamment à la mairie. L'échappée du cerveau intervient trois jours avant le premier tour des élections municipales. Des autocollants humoristiques font

leur apparition sur les murs de la ville : un motard casqué, surmonté d'une bulle de bandes dessinées, proclame : « Dimanche, je vote M.E.D.E.C.I.N. », signé Spaggiari. L'autocollant est le plagiat d'une affiche de campagne du maire sur laquelle on voyait un enfant proclamer : « Je voterai Médecin quand j'aurai dix-huit ans[xxviii]. »

Les relations entre Spaggiari et Médecin sont entourées d'un halo de mystère, mystère alimenté à la fois par des faits précis, par la rumeur et par les démentis maladroits et les fanfaronnades de Jacques Médecin.

Premier point, les activités commerciales de Spaggiari. Il n'était pas le photographe officiel de la ville de Nice, comme on a pu le dire un peu rapidement, mais l'un des indépendants opérant à la mairie pour les cérémonies de mariage. Il connaissait Médecin de vue, mais pas intimement.

En revanche, Spaggiari entretenait des relations à la fois politiques et amicales avec un membre du cabinet du maire, un ancien policier proche de l'extrême droite. C'est grâce à l'intervention de cet individu auprès des services du ministère de l'Intérieur que Spaggiari a pu faire établir en urgence un passeport pour son voyage au Japon en octobre 1976, juste avant son arrestation. Le pedigree des personnes souhaitant faire partie de ce charter avait été passé au crible par la police. Dans un premier temps, Spaggiari s'était vu refuser la délivrance d'un passeport pour ce voyage en marge d'une délégation officielle, en raison de ses condamnations passées. Puis, par une providentielle intervention administrative, il avait obtenu *in extremis* l'établissement du précieux document.

Jacques Médecin a toujours nié les liens unissant Spaggiari à une partie de son entourage. En décembre 1976, il déclarait à la télévision :

« Aucun de mes collaborateurs n'a entretenu d'amitié soutenue avec lui. Si c'était vrai, d'ailleurs, je serais le premier à lui pardonner, à ce collaborateur, pour la bonne raison que Spaggiari n'avait pas affiché sa condition de cerveau du casse de Nice. Il ne l'a même pas fait vis-à-vis de sa femme paraît-il. Je n'en sais rien. C'est ce qui disent les journaux [...]. Affirmer que l'un de mes collaborateurs, ou plusieurs de mes collaborateurs, aient pu entretenir avec lui des relations telles qu'ils aient pu, à un moment ou à un autre, lui apporter leur concours relève de la diffamation et de la calomnie la plus pure. Ceci a été vérifié, contrôlé. La police est en possession de

documents qui démontrent qu'aucun de mes collaborateurs n'est jamais, à un niveau quelconque, intervenu en faveur de Spaggiari. »

De quels documents parle Médecin ? Personne ne les a jamais vus. On peut à la rigueur concevoir l'existence de courriers prouvant une intervention, mais comment peut se présenter un document qui attesterait le contraire ? Des lettres de non-intervention ? Des déclarations sur l'honneur de non-amitié ?

En cette veille d'élection, Jacques Médecin redoute également que la lumière soit faite sur ses manœuvres politiques locales. Spaggiari était à la fois sympathisant de mouvements extrémistes qui ne délivrent pas forcément de cartes d'adhésion (surtout s'ils sont clandestins) et, tout comme Médecin, membre officiel des Républicains indépendants (RI), le parti de la droite anti-gaulliste dirigé par Valéry Giscard d'Estaing. Le photographe a adhéré à ce parti pour donner un coup de main à ses amis médecinistes, en même temps que plusieurs centaines de Niçois. Le maire de la ville entendait ainsi prendre le pouvoir dans les instances locales des RI et éviter les candidatures ou les investitures politiques échappant à son agrément[xxix].

Au début des années soixante-dix, Spaggiari a donc participé aux campagnes électorales de Médecin, à titre de gros bras ou d'agent d'influence, pour faire plaisir à son ami, l'ancien policier devenu homme à tout faire du maire.

Ce dernier nie l'évidence à sa façon. Lorsqu'un journaliste lui demande si Spaggiari était son agent électoral, il répond ceci :

« D'abord je n'aime pas le terme d'agent électoral, pour la bonne raison que je n'en ai pas. Agent électoral, cela rappelle la IIIe République. Les agents électoraux étaient payés par des candidats pour aller faire leur propagande de bistrot en bistrot. Je n'ai autour de moi que des gens qui sont mes supporters à titre parfaitement gratuit et parfaitement gracieux. Je sais que cela existe encore dans certaines villes de France, mais moi je n'ai jamais eu d'agent électoral au sens étymologique du terme. »

Ce qui est plaisant avec Médecin, c'est qu'il ne peut s'empêcher de jouer au plus fin : il n'a pas d'agent électoral *au sens étymologique du terme*. En revanche, sa gestion de la métropole niçoise deviendra un symbole du clientélisme politique. Il a de qui tenir : à la fin de sa carrière, son père avait été surnommé par les Niçois « Jean Promessou », Jean la Promesse[xxx].

Dans tous les cas, en ce mois de mars 1977, en pleine campagne électorale, l'évasion de Spaggiari tombe mal pour le maire de Nice. Médecin se trouve fort embarrassé de voir son nom accolé à celui de Spaggiari le casseur, dont il a huit mois plus tôt salué la performance (« Chapeau », a-t-il lancé à propos du casse devant les caméras), ce que ne manquent pas de lui rappeler ses adversaires politiques.

Le secrétaire d'État sent passer le vent du boulet : au deuxième tour des municipales, le 20 mars, les listes de Médecin ne remportent les élections qu'avec moins de mille voix d'avance.

## 22

# LA VIE PARISIENNE

Trois jours après l'évasion, alors que les flics se font un peu moins nombreux dans les rues de Nice et sur les routes de France, Michel le Toc redescend sur la Côte au volant de sa Rolls-Royce. Il a aménagé une trappe à l'arrière de la limousine et le coffre communique désormais avec l'habitacle.

Albert est exfiltré du petit appartement du Vieux-Port dans la malle de la luxueuse bagnole, direction la gare de Nice. La Rolls effectue le trajet jusqu'à Paris sur le plateau d'un wagon de la SNCF, avec à son bord le passager clandestin. Une fois sur les rails, Albert quitte discrètement le coffre de la voiture et gagne l'habitacle où il peut se détendre et se sustenter. Ses deux amis regagnent Paris par le train.

À Paris, Robert a prévu plusieurs planques, dont un bel appartement avec terrasse dans le XV^e^ arrondissement. Mais le propriétaire se montre méfiant devant ces hommes qui insistent pour payer une location en liquide, « pour le compte d'un ami ». L'affaire sent le brûlé et, au dernier moment, Robert et le Toc se retrouvent « avec le colis sur les bras ».

Appelé à la rescousse, Michel Marshall, l'ancien militant de l'OAS déjà évoqué, entre en scène et prend le « colis » en charge. Pour sa première nuit à Paris, Albert est hébergé chez un ancien compagnon de la Libération, puis il change de planque plusieurs fois. À cette période, à l'occasion d'un dîner, Michel le Toc rencontre Emilia De Sacco, une Italienne de trente-huit ans, qui séjourne à Paris pour régler la succession de son père. C'est une jeune femme blonde et pleine de charme qui a été, un temps, la compagne du chanteur yé-yé

Lucky Blondo. Elle a été chargée par une amie de prendre soin de l'appartement de celle-ci près de Paris. Elle habite dans la capitale où elle dispose d'un studio. Le Toc saisit l'occasion :

— J'ai un ami écrivain qui cherche un endroit tranquille pour boucler un manuscrit. Pourrais-tu lui prêter l'appartement de tes amis ?

Emilia ne croit pas un mot de cette fable. Le Toc lâche le morceau.

— Écoute, mon copain n'est pas écrivain. C'est le cerveau du casse de Nice. Tu vois de qui il s'agit ? Il vient de s'évader. C'est moi qui conduisais la moto.

Le Toc convainc son amie d'héberger le casseur en cavale pendant une quinzaine de jours.

Le 16 mars, Spaggiari et Emilia ont rendez-vous porte de Saint-Cloud, dans l'ouest de Paris. Ils ne se connaissent pas, mais Spaggiari doit identifier la jeune femme grâce à la description qu'on lui a fournie de sa voiture. Albert en a sa claque de circuler dans des coffres de voitures. Il est grimé et coiffé d'une perruque blonde. Emilia le conduit à l'appartement de ses amis, situé dans la tour France à Puteaux, près du quartier d'affaires de la Défense. Elle lui a préparé à dîner. Dans les jours qui suivent, comme convenu avec le Toc, Emilia revient à l'appartement chargée des courses et des journaux. Le courant passe entre le casseur et la belle Italienne, qui compte par ailleurs quelques amis dans les milieux d'extrême droite de son pays.

Robert et le Toc viennent dîner plusieurs fois à Puteaux. La télévision, les journaux et les romans qui s'empilent dans l'appartement ne suffisent plus à distraire Spaggiari. Accompagné de Robert et d'autres copains de sa bande, Albert part en virée dans Paris.

« Nous avons vécu deux mois, parfaitement tranquilles, sans aucun problème. J'ai un peu le génie de me grimer. Nous allions au cinéma, (chez) Maxim's, (chez) Régine, (chez) Castel que je ne connaissais pas. C'était bien ! » racontera Spaggiari[xxxi].

Pendant qu'Albert se fait (relativement) discret à Paris, sa femme légitime Audi connaît quelques soucis. Depuis le 24 février, deux semaines avant l'évasion, elle n'a plus donné signe de vie. Ce

jour-là, elle a confié les clés de son cabinet de soins à une remplaçante et s'est embarquée en avion pour l'Afrique. Elle se disait fatiguée et avait envie de se changer les idées. Elle a séjourné au Tchad et en Centrafrique. La femme du cerveau savait pertinemment qu'elle ne pouvait quitter le territoire. Dès qu'il a appris la nouvelle de son départ, le juge Bouazis a lancé un mandat d'arrêt international. Durant son séjour africain, Audi ne s'est pas vraiment cachée. Elle a même écrit à des amis niçois. Le courrier a été intercepté et le lieu de « vacances » d'Audi identifié.

Le 30 mars, Marcelle Audi (le nom de jeune fille de Mme Spaggiari, qui est aussi son surnom) est de retour à l'aéroport de Nice. Son arrivée a été annoncée par la police de N'Djamena. Audi est attendue par Me Peyrat, un journaliste et un photographe de *Paris Match*… et par les policiers qui l'arrêtent immédiatement. Le juge Bouazis l'inculpe de recel et la fait incarcérer. Les spéculations vont bon train : en envoyant Audi en prison, le magistrat espère-t-il faire revenir Spaggiari ?

Maître Peyrat obtient la mise en liberté d'Audi trois semaines plus tard. Elle a été confrontée à la personne qui l'accuse d'avoir tenté de vendre des bijoux provenant du casse. L'antiquaire maintient sa version. Audi assure qu'elle n'a jamais rencontré cette dame qui la met en cause[xxxii].

Quelques jours après sa sortie de prison, elle accorde à la télévision une interview empreinte de fragilité et de froide ironie.

« Madame Spaggiari, avant ce que l'on a appelé le casse de Nice, y avait-il quelque chose ou un signe chez votre mari qui laissait présager un grand événement ?

— Non, absolument pas.

— Pourquoi êtes-vous partie en Afrique ?

— Je suis partie parce que j'avais besoin de me reposer, que j'avais envisagé de partir ailleurs d'abord, mais on m'a refusé mon visa, alors je suis partie en Afrique […].

— Le juge ne vous avait-il pas demandé de rester dans les Alpes-Maritimes ?

— Non, dans les Alpes-Maritimes, absolument pas. Il m'avait autorisée à partir à condition que je n'aille pas trop loin. La distance, pour moi, je pense qu'avec les avions, ça ne compte pas.

— En Afrique, vous avez certainement su que vous étiez recherchée ?

— Oui je l'ai lu dans un journal.

— Et vous n'êtes pas rentrée tout de suite ?

— Non, j'appréhendais un peu, alors j'ai pris huit jours pour m'habituer à l'idée.

— Pourquoi avez-vous attendu une semaine pour rentrer ?

— Pour me mettre dans l'idée qu'à l'arrivée j'allais aller en prison. »

Audi soutient ne pas savoir où est son mari et confie son inquiétude. Mais elle assure également qu'elle n'a pas la moindre envie de rejoindre Albert et de connaître une vie de fugitive pendant des années.

Cela tombe bien car Albert ne le lui demandera pas. Emilia De Sacco est tombée sous son charme. Le sentiment est réciproque et les deux amants ne se quitteront plus.

Spaggiari, qui souhaite quitter la France, se paie le luxe d'aller récupérer des pièces d'or qu'il a déposées dans la succursale des Champs-Élysées d'une banque étrangère, peu après le casse. Il est accompagné de Michel le Toc qui répond toujours présent pour les entreprises gonflées. Spaggiari a la très nette impression que les gens de la banque l'ont reconnu. Pour une raison qu'il ne s'explique pas, ils n'ont pas prévenu la police.

Albert arrose généreusement ses copains de quelques cadeaux. Il se fait aussi confectionner de faux papiers qu'il paie au prix fort, car le milieu des faussaires le voit venir de loin.

Spaggiari et ses amis réfléchissent à la façon de le faire sortir du pays. Un passage en Suisse est envisagé. Il faudrait prendre des téléphériques et franchir quelques vallées. Mais Albert n'a jamais fait de ski !

Finalement, Spaggiari et Emilia De Sacco traversent la France en voiture puis recourent aux services d'un passeur, un frontalier français, qui conduit les deux amants à Irun, en Espagne. Ils gagnent ensuite le Portugal. Puis Spaggiari s'envole pour le Brésil, où Emilia De Sacco le rejoint un peu plus tard.

En juin 1977, Albert se livre encore à une petite provocation médiatique. Il fait parvenir à M^e^ Peyrat un mandat de cinq mille francs destiné à indemniser les propriétaires de la Renault 6 dont il a enfoncé le toit. Le mandat, posté à Paris, est signé d'un certain

« Alberto Mandrino », subtile allusion à Mandrin (1724-1755), le bandit de grand chemin. Maître Peyrat, qui a distraitement retiré la somme sans lire le talon, s'aperçoit par la suite de la provenance des fonds. Le voici receleur ! Il informe les magistrats de sa mésaventure et se hâte de confier la somme à l'ordre des avocats. La somme sera par la suite mise à disposition des propriétaires de la Renault 6, une famille d'immigrés espagnols. Les propriétaires, qui ont été indemnisés par leur assurance, refusent l'argent.

Mais l'anecdote circule et la presse s'en fait l'écho. Spaggiari joue les grands seigneurs à peu de frais.

# 23

# LA CAVALE HEUREUSE

Arrivé à Rio de Janeiro, Spaggiari commence par se faire remodeler le visage par un célèbre chirurgien esthétique de la ville. Bert l'a choisi parce que le praticien a précédemment opéré Ronald Biggs, l'une de ses idoles.

Biggs a participé à un braquage mythique, l'attaque du train postal Glasgow-London. Le 8 août 1963, à 6 h 50, Bruce Reynolds et Ronald Biggs, deux truands londoniens, entourés d'une quinzaine de malfrats, avaient fait arrêter un convoi postal en rase campagne. En quelques minutes, la bande de malfaiteurs avait chargé dans des camions plus de cent cinquante sacs postaux contenant deux millions six cent mille livres, soit environ soixante-dix millions d'euros. Le coup était bien calculé car le butin était exclusivement composé de coupures usagées, destinées à la destruction (et donc peu repérables). Les hommes avaient agi sans armes à feu mais avaient estourbi le chauffeur (qui ne s'en est jamais remis) à coups de barre de fer.

Peu de temps après, Reynolds, Biggs et leurs complices avaient été arrêtés, mais les deux compères avaient pu s'échapper de leur prison en 1965. Leur cavale les avait conduits au Brésil d'où ils défiaient les autorités anglaises. Surtout Biggs, d'ailleurs. Soucieux de sa tranquillité, Reynolds lui avait bien volontiers abandonné le titre de « cerveau » du braquage.

Le Dr Pitanguy a abondamment raconté le déroulement de l'intervention : une jeune femme française d'une quarantaine d'années a pris rendez-vous pour une opération de lifting facial, puis, quelques jours avant la date fixée, elle a demandé qu'une autre

personne profite de la « réservation ». Le Dr Pitanguy, après quelques analyses et photos, a finalement opéré Albert, réduisant son nez qu'il avait fort et renforçant son menton.

Plus tard, Spaggiari racontera que le chirurgien brésilien serait intervenu à deux reprises : « La première fois, il m'avait fait un nez trop parfait. Tout le monde se retournait sur moi. Alors, je lui ai demandé une deuxième opération et il m'a fait ce nez en trompette. » L'anecdote n'a jamais été confirmée. Dans la bouche d'Albert, elle venait en réponse à une question qui lui était fréquemment posée : « Pourquoi vous êtes-vous fait modifier le visage, si c'est pour montrer votre binette dans les journaux à tout bout de champ ? »

Muni de nouveaux papiers, d'un nouveau visage et d'un peu d'argent, Spaggiari se la coule douce à Rio de Janeiro. Il fréquente la colonie française ; s'affiche dans les boîtes de nuit et notamment chez Régine, la discothèque du Méridien. Un soir, le casseur en cavale craque : il se présente à des voisins de tablée sous sa véritable identité.

— C'est moi, Albert Spaggiari, le cerveau du casse de Nice.

Le bruit se répand dans la boîte comme une traînée de poudre. Les clients se lèvent et applaudissent. Spaggiari offre une tournée générale. Son ami Robert, qui l'accompagne dans ces premiers mois de cavale, redoute que l'indiscrétion ne filtre en dehors du club. Il file voir le portier et lui demande de ne laisser sortir personne pendant quelques minutes, le temps pour lui d'évacuer un Spaggiari surexcité.

Tandis qu'il parcourt l'Amérique du Sud (l'Argentine, le Chili), Spaggiari fait éditer un manuscrit écrit lors de sa détention au début des années soixante. Dans *Faut pas rire avec les barbares*, publié en juin 1977[xxxiii], il relate ses années en Indochine.

Repéré par les services d'espionnage français à Rio de Janeiro, il manque de peu de se faire arrêter. Il ne doit son salut qu'à un coup de chance. Emilia De Sacco était repartie en France chercher des fonds et de nouveaux papiers d'identité. Dans l'avion du retour, elle se fait draguer par des policiers français, dépêchés au Brésil pour mettre la main sur le cerveau. Dans l'enthousiasme de leur « bonne touche » et les vapeurs du champagne servi à volonté, ils confient à la jeune femme le but de leur mission. Dès son arrivée à l'aéroport, Emilia prévient Albert qui met les voiles immédiatement.

En 1978, le couple regagne l'Europe, et plus précisément Madrid, où Albert se livre à un nouveau coup d'éclat. En avril, il accorde à deux journalistes français, Hubert Lassier et Arnaud Hamelin, une longue interview, filmée dans un hôtel et dans les rues de la capitale espagnole.

Les deux reporters sont sur la piste de Spaggiari depuis des mois. Les amis du cerveau les ont baladés de restaurants en hôtels, leur passant des coups de fil mystérieux ou leur extorquant quelques centaines de francs pour maintenir le contact et poursuivre l'investigation. Le jeu de pistes s'éternise puis, à Pâques 1978, les indications données par les intermédiaires se font plus précises :

— Prenez deux billets d'avion dans deux vols différents pour Madrid. Rendez-vous après-demain dans l'après-midi au bar de l'hôtel Plazza.

Une fois sur place, les deux journalistes patientent une bonne heure puis un comparse de Spaggiari vient vérifier s'il se trouve bien en présence des deux journalistes qui ont rendez-vous avec Albert. L'individu est affublé d'une perruque brune, de faux sourcils, d'une barbe et d'une moustache postiches, d'énormes lunettes de soleil et d'une dentition toute neuve. Après trois quarts d'heure de bavardages, l'homme se tourne vers Arnaud Hamelin et lui dit :

— Toi, tu es un mauvais. Albert Spaggiari, c'est moi.

Ravi de son effet, Spaggiari passe plusieurs jours avec les journalistes. Il a revêtu le costume en velours noir qu'il portait le jour de son évasion (« cravate, chemise et chaussures comprises », précise-t-il). Il accepte avec une joie d'enfant de se prêter aux interviews et suggère même des mises en scène. Lorsqu'il aperçoit dans une rue madrilène une bouche d'égout ouverte équipée d'une échelle, il insiste pour être filmé et photographié en train de sortir de la galerie, son éternel cigare aux lèvres.

Spaggiari relate le casse en long, en large et en travers. Quant à son contexte, il semble prêt à raconter n'importe quoi pour occuper le devant de la scène.

« — Vous avez réussi le casse du siècle, mais quelles ont été vos motivations profondes ? lui demandent les journalistes.

— Je n'ai pas de motivations familiales ou idéologiques qui m'obligent à vivre immobile. Et puis, j'ai toujours cherché des trésors. À douze ans déjà, je commençais à penser à ce trésor-là.

[…]

— Pourquoi être resté à Nice après le coup ?

— Parce que je savais ne pas pouvoir être inculpé. Il n'y avait absolument aucune preuve contre moi, aucune ! Quand je dis aucune, c'est qu'aujourd'hui, si je voulais leur donner des preuves contre moi, je ne pourrais pas le faire. L'inculpation est illégale car elle ne repose que sur la dénonciation d'un petit malfrat qui peut avoir intérêt à me dénoncer pour couvrir quelqu'un d'autre. Probablement, j'étais en relation avec ce gars-là, mais ce n'est pas une preuve. Quant à mes aveux… rêves de mythomane, n'est-ce pas ? »

Ses tendances mythomanes, Spaggiari en avait déjà donné quelques infimes signes avant-coureurs. Mais cette fois-ci, il les confirme.

Le cerveau du casse adresse également un message d'amitié au juge Bouazis :

« — J'ai eu une espèce de remords de trahir mon petit juge. Je l'aimais bien mon petit juge, une sensibilité exacerbée, vachement intéressant. Et lui m'aimait bien aussi. »

À une question sur ses projets d'avenir, il répond, rigolard :

« — Continuer à fumer des havanes, boire du Dom Pérignon, avec les plus belles filles du monde dans les plus beaux coins du monde et voyager. Autre projet, à court terme peut-être, passer aux assises, si je trouve une demi-douzaine d'avocats assez enragés, assez fous pour prendre le contre-pied de la justice. Si vous l'avez remarqué, les avocats jouent le jeu de la justice. Ils marchent avec la loi, exactement comme les procureurs. Si j'en trouve six (qui sont d'accord) pour aller contre la loi, j'accepte de passer en justice. »

Spaggiari et Hamelin sympathisent. Un soir, le fugitif insiste pour aller boire un verre dans un célèbre restaurant baptisé La Taverne des voleurs. Mais les deux hommes se perdent dans les ruelles de la ville et Spaggiari demande son chemin à un policier. Tandis que Spaggiari converse avec le garde civil, Arnaud Hamelin constate avec effroi que sa moustache postiche est à moitié décollée.

« À ce moment-là, j'ai pensé que si on l'arrêtait maintenant, en ma seule compagnie, jamais ses copains ne penseraient que je ne suis pour rien dans un tel traquenard, se souvient le journaliste. Je l'ai supplié de ne plus rien demander à personne et lui ai suggéré d'aller boire un verre dans le premier bistrot correct que nous trouverions sur notre route. »

La rencontre des deux journalistes avec Albert fait l'objet d'un reportage de dix pages publié dans le *Paris Match* du 21 avril 1978. Scandale : le cerveau du casse du siècle se balade librement à Madrid.

Comme des policiers et certains journalistes émettent des doutes sur la véritable identité du personnage qu'Arnaud Hamelin et Hubert Lassier ont longuement filmé et photographié, le magazine publie la semaine suivante les empreintes digitales que Spaggiari a apposées sur une feuille blanche, sous le regard des objectifs. Comme à son habitude, il a paraphé le document d'un « Bien le bonjour d'Albert ».

La date de la rencontre avec les journalistes français n'a pas été décidée au hasard. À la fin du mois d'avril paraît le récit du casse du siècle par son auteur. Il est intitulé *Les Égouts du paradis*[xxxiv] L'histoire est largement romancée, afin de préserver l'anonymat de certains protagonistes et de flatter l'ego de Bébert. Un film tiré du roman verra le jour un an tard, avec Francis Huster dans le rôle de Spaggiari.

# 24

# LE PROCÈS DES SOUS-FIFRES

Le 22 octobre 1979, six personnes se retrouvent dans le box des accusés de la cour d'assises de Nice. Un bien maigre tableau de chasse. Il y a tout d'abord Francis Pellegrin et Alain Bournat, les deux petits malfrats niçois arrêtés en possession de lingots et qui ont avoué leur participation à la phase de préparation du casse. Ils ont balancé Spaggiari et mouillé Dominique Poggi (avant de se rétracter en ce qui concerne ce dernier). Ils sont inculpés de complicité de vol qualifié et de recel.

Dominique Poggi est présent, affichant une mâle assurance et saluant d'un clin d'œil sa belle amie suisse et quelques collègues venus le soutenir dans l'épreuve. Les flics n'en croient pas leurs yeux tant il y a du beau monde dans le public.

Daniel Michelucci et Gérard Vigier, deux des lascars contrôlés en compagnie de Poggi dans la villa de Castagniers-les-Pins, ont également été renvoyés devant la cour. Les trois « Marseillais » sont inculpés de vol qualifié.

La dernière « cliente » de ce procès est la pauvre Marie-Françoise A., la jeune fonctionnaire énamourée qui a conduit Daniel Michelucci et son magot en Belgique. Elle n'est inculpée que de recel. On se demande bien ce qu'elle fabrique là alors que son ancien amant, Henri Michelucci, le frère de Daniel, un temps soupçonné d'avoir servi de chauffeur aux équipes d'égoutiers, n'est pas dans le box. Le quatrième homme identifié à la villa de Castagniers-les-Pins, Christian D., a obtenu un non-lieu, tout comme Fredo le Bijoutier, le fourgue, et son ami Adrien, le brave pigeon qui, dans sa bienveillance candide, a vendu des lingots au guichet du Crédit Agricole.

Spaggiari a été convoqué pour la forme et par voie de presse. Dans un journal local, le président de la cour d'assises a fait publier quelques jours avant le procès une annonce demandant, *« en exécution de l'article 627 du Code de procédure pénale, à Spaggiari Albert de se présenter devant la cour d'assises sous peine d'être déclaré rebelle à la loi, suspendu de ses droits de citoyen et de voir ses biens séquestrés pendant l'exécution de la contumace »*.

Dans les jours précédant le procès, la rumeur court la ville et les rédactions : et si Albert venait ? L'hypothèse est peu probable, d'autant que Spaggiari a été condamné par contumace en avril 1978 à dix ans de prison par le tribunal de Grasse, pour la détention des armes de guerre et des explosifs découverts dans le sous-sol du poulailler de sa bergerie. Mais, jamais avares d'une bonne manchette, les quotidiens continueront d'évoquer l'idée tout au long des audiences : si Albert était là, ça changerait tout ! Les envoyés spéciaux des radios se déchaînent : « Visiblement, les Niçois ne s'intéressent guère aux pâles comparses de Spaggiari, assis dans le box. On est venu voir si, des fois, il ne se faufilerait pas dans le public, le "Bert". C'est du spectacle qu'on veut ! »

Le procès démarre dans une atmosphère étouffante et amorphe. Les premiers à s'exprimer sont les policiers qui regrettent de ne pas avoir face à eux les « gros poissons » qu'ils ont fortement soupçonnés. Le ton est donné : les vrais responsables sont ailleurs. Le président indique qu'il n'a ni le temps ni l'envie d'entendre parler des absents. Y compris de Spaggiari qui sera jugé par contumace par une autre formation du tribunal, puisqu'il n'a pas répondu à la convocation de la cour. Mais alors de quoi et de qui va-t-on parler ?

Heureusement, les nombreux avocats de la défense (une bonne quinzaine) animent un peu les audiences et se livrent à un concours d'éloquence sur le thème convenu du « je me demande vraiment ce que fait mon client dans ce box ».

Puis le « spectacle » démarre réellement à l'examen du dossier de ce personnage haut en couleur qu'est Dominique Poggi. Ce dernier s'est présenté de lui-même aux policiers (sachant qu'il était recherché) quelques jours après le grand coup de filet du 26 octobre 1976. Sa participation supposée au casse lui a valu un an et demi de détention provisoire, puis il a été libéré sous caution (cent cinquante mille francs). Dominique Poggi voit dérouler son CV avec une certaine satisfaction : son engagement dans les Forces françaises

libres (pour lequel il a obtenu la Croix de guerre), puis une brève incursion dans le business classique comme chauffeur de taxi. Par la suite, il reviendra dans le droit chemin des truands grâce au trafic de piastres en Indochine, puis l'animation de cabarets à Sài Gòn et sur la Côte d'Azur. Poggi laisse égrener la liste de ses condamnations (proxénétisme et trafic d'armes) mais conteste toutes les relations avec les caïds marseillais que lui prêtent les policiers. Un rien buté, mais fidèle à sa ligne de défense et solidement assisté par Jacques Peyrat, il nie en bloc toute participation au casse de juillet 1976. Le maire de Farinole, son village natal et l'un de ses lieux de résidence, vient témoigner de son mode de vie : il semble disposer de beaucoup d'argent, pourtant il n'a pas l'air d'en foutre une rame. Poggi hausse les épaules.

« Monsieur le président, messieurs les assesseurs, mesdames et messieurs les jurés, je suis absolument étranger à cette affaire. Je n'ai pas de famille, pas d'enfant, et je pouvais, étant en liberté depuis dix-neuf mois, aller me bronzer à Miami et ne jamais en revenir. Mais j'ai préféré ne pas fuir et me présenter devant vous en qui j'ai confiance…» déclare-t-il.

Un mauvais point pour le Corso-Marseillais : les audiences révèlent que sa petite amie a échangé trois cent soixante-dix mille francs d'espèces contre un bon de caisse déposé dans un coffre de banque trois jours après le casse. Mais, du liquide, Poggi n'a jamais nié qu'il en brassait un peu dans le cadre de ses activités officielles.

Francis Pellegrin et Alain Bournat, les deux petits malfrats niçois, tentent de limiter leur implication dans le forfait. Pour un peu, ils revendiqueraient leurs statuts de pauvres types et de demi-sels.

« J'ai fourni une lance thermique à Spaggiari au mois de juin, sans lui demander d'explication, admet Francis Pellegrin. Il en avait besoin. Pour moi, ça suffisait. Ensuite, j'ai effectué, toujours à sa demande, une surveillance du personnel de la Société Générale, sans savoir pourquoi. Et vers la fin juillet, Spaggiari m'a donné rendez-vous au parking de l'aéroport de Nice où il m'a donné dix-huit lingots d'or, c'est tout…» Pellegrin se garde bien d'évoquer son rôle d'intermédiaire entre le photographe et les Marseillais.

— Dans un premier temps, vous avez pourtant avoué avoir joué l'entremetteur entre Spaggiari et Dominique Poggi dont vous avez cité le nom à vingt-cinq reprises, lui fait-on remarquer.

— Je l'ai fait sous la menace des policiers.

Quant à Alain Bournat, il convient uniquement avoir participé à la revente des lingots, par amitié pour Pellegrin.

— Et vous voyez où cela m'a conduit, l'amitié ? En cour d'assises, alors que je n'ai pas retiré un centime de rémunération, se lamente-t-il.

Daniel Michelucci et Gérard Vigier, les deux trentenaires qui ont été contrôlés à la fois sur la terrasse de la villa de Castagniers-les-Pins et à Nice (en possession de burins-pointerolles), semblent plus mal embarqués. Ils disposent pour le week-end du casse d'un alibi un peu léger : des billets d'entrée au casino d'Aix-en-Provence.

Michelucci s'est fait alpaguer à Bruxelles avec des billets et des lingots. Pour justifier l'origine de cet argent, il développe une histoire extraordinairement compliquée. Il a été condamné en Italie pour un meurtre perpétré à Roma en 1970, un crime dont il n'était pas responsable mais dont il connaissait l'auteur. Puis il a été rejugé et acquitté en 1975, sans avoir balancé le nom du meurtrier. Les espèces et les lingots trouvés en sa possession lors de son arrestation proviendraient d'une récompense qui lui aurait été versée pour prix de son silence et de ses quatre ans de prison en Italie. Mais il prétend n'avoir en rien participé au cambriolage de la Société Générale.

Son ami Gérard Vigier proteste de son innocence depuis longtemps et pas par n'importe quel moyen. En prison, il a effectué une grève de la faim de plusieurs mois et s'est cousu les lèvres pour signifier qu'il ne parlerait pas. Il porte encore les traces de ses mutilations. Vigier a bien fréquenté les casseurs pendant la phase de préparation et a certes été vu à Castagniers-les-Pins. Des billets provenant de la banque de l'avenue Jean-Médecin ont été trouvés chez ses proches, mais sa présence dans les égouts n'a jamais été confirmée par personne.

Quant à la naïve Marie-Françoise A., qui a aidé Daniel Michelucci à gagner la Belgique, il lui suffit de raconter à nouveau son histoire (déjà consignée dans son journal intime, comme on s'en

souvient) pour prouver qu'elle a été bernée, dans une affaire qui la dépasse.

Le procès permet de revenir sur l'enquête avec trois ans de recul. Quarante personnes ont été arrêtées en octobre 1976 et seulement six accusés comparaissent devant la cour d'assises, dont une oie blanche égarée au milieu des renards. Et parmi les cinq hommes présent dans le box, combien pourraient faire réellement partie des vingt-trois égoutiers ? Deux ou trois peut-être.

La presse ironise sur les lacunes de l'enquête, et se plaint d'assister au procès des « lampistes », des « seconds couteaux » et du « menu fretin ».

Le réquisitoire du procureur, l'avocat général René Pagès, ajoute à la confusion. Évoquant une liste de personnages dont les noms sont abondamment cités dans l'acte d'accusation (Zampa, le parrain marseillais ; Gaby Anglade, l'ancien membre des commandos Delta de l'OAS), il explique :

— Rien n'est plus frustrant que de savoir que quelqu'un est dans une affaire et de ne pas pouvoir le poursuivre [...]. Nous pouvons penser en notre for intérieur qu'ils font partie de la bande, mais nous n'avons pas de preuve. Et leurs auditions n'ont rien donné [...]. Plus les affaires sont importantes, moins la police a de chances d'en trouver les auteurs. L'écart grandit entre la technologie mise en place par les casseurs et les moyens dont disposent les enquêteurs.

On comprend l'agacement du magistrat : en septembre 1977, treize mois après le casse du siècle, Gaby Anglade a été arrêté en compagnie de malfrats qui s'apprêtaient à cambrioler une autre succursale niçoise de la Société Générale[xxxv]. Mais en ce qui concerne son implication dans l'opération de l'avenue Jean-Médecin, la justice ne dispose d'aucune preuve qui tienne la route, seulement de lourds soupçons.

Le procureur ne peut s'empêcher d'évoquer Spaggiari, « le grand absent de ce procès », comme disent les journalistes. Il va jusqu'à se glisser dans les pensées du fugitif et interpelle les accusés en ces termes :

— Un homme aurait pu vous innocenter : Spaggiari. Il ne l'a pas fait car il vous méprisait. Il se servait de vous. Vous étiez la pelle [...]. Comme ancien parachutiste, Spaggiari savait que, dans un

commando, ce ne sont pas les hommes qui comptent mais l'entreprise. Il savait que c'est vous qui, par vos imprudences, aviez fait échouer cette entreprise. Son arrestation, c'était votre faute.

Raisonnant comme si l'ancien photographe avait balancé des noms alors qu'il n'a jamais révélé que des faits, il agrémente son réquisitoire par de curieuses prédictions :

— Spaggiari a voulu vous faire payer vos erreurs, vos maladresses, vos imprudences. Quand il connaîtra vos condamnations, il sabrera le champagne à la santé de la justice à laquelle il a fait non sans panache un pied de nez.

Après ce singulier panégyrique du « cerveau », l'avocat général demande fort logiquement l'acquittement de Marie-Françoise A., mais requiert pour les autres accusés des peines extrêmement lourdes : vingt ans contre Dominique Poggi, douze ans contre Michelucci et Vigier, huit ans contre Bournat et Pellegrin. Le public et la presse en retirent l'impression que la Justice souhaite se venger sur quelques sous-fifres du manque de sérieux (ou de chance, ou de moyens) de l'enquête et de l'instruction.

Prenant appui sur la démesure des réquisitions, les avocats de Gérard Vigier et Dominique Poggi exploitent brillamment les zones d'ombre de l'enquête. Ils plaident le doute, la coïncidence, le concours (« malheureux, je vous le concède ! ») de circonstances. Jacques Peyrat dégaine un argument massue : « Imaginez-vous ce lourdaud de Poggi, ce char Patton, cet amateur de belles filles, de belles voitures, que l'on décrit de plus comme allergique au travail, creusant, rampant durant un mois dans la boue ? »

Bien vu !

Le procureur sera entendu sur un point : l'acquittement de la brave Marie-Françoise A. En revanche, la stupéfaction générale, Poggi et Vigier sont eux aussi acquittés. Daniel Michelucci écope de sept ans de réclusion, Bournat et Pellegrin de cinq ans. Les trois hommes paient le prix de leur implication avérée et de leurs dénégations maladroites et bornées. Ils trinquent aussi pour les absents.

Si seulement Spaggiari était venu !

Devant les jurés, Poggi s'écrie sans rire : « Merci, j'avais raison de faire confiance à la justice française. »

« Doumé » a été épargné par la justice des hommes. Celle des « Hommes » (ceux du milieu) se montrera moins clémente : en avril 1985, il sera abattu à la sortie d'une boîte de nuit de Juan-les-Pins.

Gérard Vigier connaîtra le même sort, à Toulouse, deux ans plus tard.

# 25

# DES CERVEAUX EN FUITE

Au lendemain du procès de Nice, Spaggiari, comme on pouvait s'y attendre, s'attache à narguer la justice. Il accorde une interview à *Paris Match*, réalisée à Genève.

« Dans cette affaire, tout le monde est emmerdé, explique-t-il. La police, la justice, les inculpés. Moi ça va. Ça va d'autant mieux que les accusés n'ont rien à voir avec ledit casse. Je ne les connais même pas. Les flics et les juges n'ont aucune preuve matérielle contre moi et mes amis. Je ne me sens pas traqué. Je suis un homme libre, plus d'impôts, plus de contraintes. Je rigole. »

Spaggiari ajoute quelques considérations délirantes et se compare à Jacques Mesrine : « L'opinion publique doute de l'efficacité de la police. Ce n'est pas facile d'arrêter quelqu'un en cavale, surtout si, comme Mesrine ou moi-même, il n'appartient pas au milieu [...]. Dans mon cas, ils ne peuvent rien faire. Ils n'ont même pas une bonne photo de moi. » Spaggiari confie également à *Paris Match* une lettre adressée au ministre de la Justice français Alain Peyrefitte, dans laquelle il plaide pour le maintien de la peine de mort et pour la guillotine « même si elle doit transformer Spaggiari en Louis XVI ».

Spaggiari dit tout et n'importe quoi, pourvu qu'on parle de lui. Et les choses ne vont pas aller en s'améliorant.

Quelques jours plus tard, le cerveau du casse est condamné par contumace à la réclusion criminelle à perpétuité par la cour d'assises de Nice.

*1980*

Spaggiari est tenté de poser ses valises en Argentine, pays cher à son cœur. Il l'a expliqué aux journalistes français qu'il a rencontrés à Madrid en avril 1978 :

« J'y ai acheté une vallée de cent cinquante hectares avec un torrent et une cascade de neuf mètres au milieu. Et puis ma foi, les chevaux y sont les plus beaux du monde et les hommes aussi.

— C'est un peuple accueillant ?

— C'est une synthèse de toutes les ethnies européennes. Le résultat, c'est la bonté, la force et le courage. Les *caballeros locos*, des cavaliers fous.

— Ils ne peuvent pas vous extrader ?

— Ils ne le feront pas. L'hospitalité argentine est une chose extraordinaire. »

Albert rêve tout haut. Faute d'argent, il n'a jamais acheté de ranch en Argentine. Quant à l'hospitalité légendaire de ce beau pays, parlons-en. Il connaît depuis 1976 une sévère dictature militaire d'extrême droite. D'après plusieurs proches de Spaggiari, c'est en Argentine qu'il sera le plus férocement racketté par les fachos locaux, sur lesquels il croyait pouvoir compter au nom de la grande chaîne de solidarité des nationalistes.

« Tu as dit que l'argent que tu as volé était destiné à la cause. La cause, c'est nous. Alors aboule le fric », lui expliqueront ses « amis » argentins dans un raisonnement à la logique implacable.

Albert et Emilia continuent leurs allers et retours entre l'Amérique du Sud et l'Europe : l'Italie, l'Espagne, mais aussi la France.

Après quelques années de cavale, Spaggiari se retrouve sur la paille. À tort ou à raison, il s'est cru obligé de disposer de gardes du corps et de plusieurs voitures. Tout cela lui a coûté très cher. Et en raison de sa notoriété, tous ses soutiens, notamment les spécialistes des faux papiers, lui ont fait payer le prix fort.

Désormais, ses revenus proviennent essentiellement des interviews, pour lesquelles il demande à être rémunéré (entre dix mille et cinquante mille francs). Ses livres, dont les droits sont gérés en France par M$^{e}$ Peyrat, lui rapportent un peu d'argent, mais pas de sommes colossales. Son grand espoir est de récupérer auprès de ses complices marseillais sa part du prix de revente des bijoux dérobés à

la Société Générale. Les joyaux sont censés avoir été planqués pendant de longs mois, avant de pouvoir être remis en circulation sans éveiller des soupçons. Lorsque Albert joint les Marseillais pour avoir son fric, leur réaction est ironique et brutale. Emilia De Sacco s'en souvient. C'était à Madrid.

« Je revois très bien la scène. Albert en entré dans la cabine téléphonique tout excité et son contact lui a répondu : "Il n'y a rien pour toi. Tu gagnes suffisamment d'argent avec tes livres, tes interviews, ton film. Nous, on n'est pas des écrivains, juste des voyous." Quand il est sorti, Albert avait le visage tout gris.

"C'est parfait, a-t-il dit avec amertume. Je trouve ça logique. C'est comme cela que ça se passe quand on se mélange avec des voyous[xxxvi]." »

Spaggiari est fauché et il s'ennuie. Pour gagner un peu d'argent, il tente de garder le rythme en matière de provocations médiatiques. Tant que ça marche.

En février 1980, Antenne 2 décide de consacrer une édition de l'émission « Les Dossiers de l'écran » au casse de Nice. Un médiocre télé-nanar anglais (*Les Égouts de l'or*) retraçant l'affaire fera office de film d'ouverture. Il sera suivi du traditionnel débat animé par Alain Jérôme. Audi Spaggiari doit y participer. Albert en verdit de rage.

« Je serai en France pour regarder l'émission. Et de peur que ma femme – qui ignore tout du déroulement du "casse" et de ma vie actuellement – ne dise des inexactitudes, je ferai parvenir au producteur Armand Jammot une bande magnétique destinée à être diffusée ce soir », déclare-t-il au bureau madrilène de l'Agence France-Presse.

La bande enregistrée ne parviendra jamais aux « Dossiers de l'écran » et, s'il n'est pas impossible que Spaggiari ait fait une incursion en France pour la regarder, il n'ira pas pointer au commissariat du quartier.

En 1981, Albert Spaggiari tombe malade et doit se faire opérer d'une tumeur au rein. Il ressent encore plus cruellement qu'à l'habitude ce qu'il sait déjà : pour un homme en cavale, tout acte de la vie quotidienne est plus compliqué ; une intervention chirurgicale entraîne de gros risques d'être repéré ou identifié. Grâce au réseau

d'amis d'Emilia De Sacco, il est admis dans une clinique romaine sous une fausse identité. À sa sortie, il « pète les plombs ». Il craint d'avoir parlé et révélé sa véritable identité sous l'effet des anesthésiques. Il se réfugie en catastrophe en Bolivie où il reste plusieurs mois, puis il revient en Italie. Ce n'était qu'une fausse alerte, mais la cavale devient de plus en plus pesante. Quant à la nature exacte de la maladie, Spaggiari a l'impression qu'Emilia et les médecins ne lui ont pas tout dit.

En 1982, le fugitif est de retour au Brésil. Le journaliste Arnaud Hamelin organise un nouveau scoop : un entretien filmé entre Spaggiari et son idole, Ronald Biggs, l'un des braqueurs (et faux « cerveau ») de l'attaque du train postal Glasgow-London.

Au-delà du coup médiatique, le résultat est un peu pathétique. La scène est filmée dans une chambre d'un hôtel de Rio de Janeiro avec l'incontournable vue sur le Christ du Corcovado. Albert est affublé d'une grotesque perruque afro qui le fait ressembler à une marionnette du *Muppet Show*. Les deux cabots jouent à celui qui pille le plus loin et font mine de se chamailler sur les montants de leurs casses respectifs :

« — Ronnie, tu as dérobé sept millions de dollars dans l'attaque du train postal. Est-ce que tu penses que Spaggiari Albert est plus grand (voleur) que toi, lui qui a volé dix millions de dollars ? questionne Spaggiari.

— Qui est Albert Spaggiari ? répond Biggs. »

Les deux hommes jouent la comédie avec un manque de naturel absolu. Faussement agressif, Biggs explique que, vu les cours respectifs de la livre sterling et du dollar, la somme volée en 1963 représente une somme plus importante que les dix millions de dollars de 1976. Et donc qu'Albert Spaggiari ne figure qu'à la deuxième place du palmarès des plus grands voleurs du monde, tandis que lui occupe toujours la première.

Puis les deux voleurs sur le retour échangent des considérations sur les difficultés de la cavale, de la vie loin des siens, sur la nécessité de devoir regarder en permanence par-dessus son épaule si l'on n'est pas suivi.

Albert en arrive à une question qui manifestement le préoccupe :

« — As-tu déjà pensé à te rendre ?

— Il y a huit ans, après huit ans de cavale, j'ai pensé à me rendre. Je n'étais pas très heureux. Je n'avais plus de contact avec ma femme

et mes enfants. Et j'ai pensé que si je me rendais et si j'allais en prison pour payer ma dette à la société, comme ils disent, les problèmes seraient résolus et je pourrais recommencer ma vie. Et j'ai pensé que la meilleure chose à faire était de capitaliser sur mon histoire en la vendant à des journaux anglais. Des amis à moi ont pris contact avec le *Daily Express* qui a envoyé un grand reporter pour écrire mon histoire avant que je me rende. On m'avait promis trente-cinq mille livres, ce qui me semblait raisonnable pour subvenir aux besoins de ma femme et de mes enfants pendant que je serais en prison. Mais, au moment où je devais être payé et raconter l'histoire, la police anglaise est venue m'arrêter. Les autorités brésiliennes ont estimé que je ne pouvais être emmené en Grande-Bretagne, mais que je devais être jugé au Brésil. Entre-temps, ma fiancée était enceinte et cela a tout changé. D'après la loi brésilienne, quand une femme est enceinte, que le père soit anglais ou français ou ce que vous voulez, il doit demeurer dans le pays pour élever l'enfant. »

Parlant de lui à la troisième personne, Albert saisit la balle au bond :

« — Ce que nous savons de Spaggiari, c'est que lui aussi en a plein les bottes de courir et qu'il a bien souvent pensé à se rendre. Cela lui est difficile maintenant (cela l'aurait été moins dans le passé), parce qu'un gouvernement socialiste, avec sa loi du Talion, est installé en France. »

Spaggiari a le mal du pays.

# 26

# SPAGGIARI ÉCRIVAIN,
# LA REVANCHE DU MACARONI

En 1983, les éditions Albin Michel publient un nouveau livre signé Spaggiari. Dans le *Journal d'une truffe*[xxxvii], il raconte son enfance, son expérience de la guerre en Indochine, sa vie de jeune marié en Afrique, et aborde succinctement son engagement dans l'OAS. Manifestement, il croit en ses talents d'écrivain. L'ouvrage est d'ailleurs jugé assez correct par Bernard Pivot pour faire l'objet d'une interview à diffuser dans son émission « Apostrophes » du 3 juin 1983.

L'interview est enregistrée à Milano, dans une suite de l'hôtel Principe di Savoia. Spaggiari apparaît décontracté. Costume gris, cravate rayée, perruque argentée, cigarette aux lèvres, grosses lunettes à la Chirac. Il a désormais cinquante ans mais il ne les fait pas, grâce aux opérations de chirurgie esthétique subies au Brésil, qui lui confèrent par ailleurs une apparence presque féminine.

Bernard Pivot ne semble pas très à l'aise de s'entretenir avec un bandit, qui plus est d'extrême droite. Paradoxalement Spaggiari est plus détendu et naturel que dans ses interventions télévisuelles précédentes. Au milieu du fatras habituel d'affabulations et de provocations, il livre quelques réflexions personnelles qui semblent relativement authentiques.

« — Quel est votre nom ? attaque Pivot.
— Albert Spaggiari, officiellement.
— C'est vraiment vous ?
— Moui.
— Profession ?

— Selon mon identité du moment, j'en change à chaque fois que je viens en Europe.

— Sur votre passeport, sur vos passeports qui évidemment sont tous bidons…

— Soit commerçant, soit écrivain.

— Soit écrivain, déjà ?

— Oui c'est très passe-partout, écrivain.

— Ah bon, c'est bien vu dans les douanes ?

— Je suis bien habillé, je ne cherche pas de problèmes.

— Est-ce que vous considérez que vous êtes un écrivain ?

— Oui, c'est ce qui me plaît le mieux.

— Mais enfin, votre première profession par laquelle vous êtes devenu célèbre, c'est voleur. Ça, c'est votre troisième livre qui me paraît… les deux autres ne valaient pas grand-chose. Mais enfin [*dans*] celui-ci, vous racontez votre enfance à Hyères, en Haute-Provence, sur la côte méditerranéenne. Et là il y a un ton, il y a une couleur. Il y a quelque chose. Est-ce que vous avez raconté ça avec une certaine foi de l'enfance ?

— J'ai revécu tous ces instants, ce que j'écris, je le revis.

— Mais pour quoi vivez-vous ?

— J'aime, j'aime. Il n'y a pas de meilleure façon de passer mon existence.

— C'est peut-être une façon de vous justifier, aussi ?

— Non, je n'ai pas besoin de me justifier.

— Pourquoi avez-vous intitulé ce livre le *Journal d'une truffe* ?

— En argot, une truffe, c'est celui qui tire les marrons du feu ; et je crois que j'ai passé mon existence à tirer les marrons du feu pour les autres. En plus une truffe, c'est un champignon très recherché. Les chiens et cochons la cherchent. Et c'est un peu ce qui se passe pour moi.

— Vous êtes recherché. Tirer les marrons du feu, je n'arrive pas très bien à comprendre. Tirer les marrons du feu pour les autres, par exemple ?

— Je veux dire par là que je n'ai pas cherché le bénéfice, j'ai cherché l'exploit. Il y avait cinquante millions, euh… milliards à prendre[xxxviii].

— À Nice ?

— À Nice. Et, en plus, c'était impossible à faire. Comparée à d'autres banques, à d'autres systèmes, électroniques et autres, plus

modernes, la Société Générale était impossible.

— Bon, vous l'avez fait. Alors je remarque que [*vous parlez de*] la truffe, les égouts… Vous avez une vie très, très souterraine…»

Puis la rencontre tourne un peu à la psychothérapie de bazar.

— Ce livre est dédié à votre mère, constate le journaliste.

— Ma mère, c'est toute la couleur de mon pays.

— Vous l'aimez beaucoup.

— Ah oui, elle a été tellement merveilleuse.

— Votre mère vit toujours. Vous pensez qu'elle est très fière de son fils ?

— Oui, assez. Assez fière et elle rit de tout.

— Elle rit de vos exploits ?

— Elle rit de mes exploits.

— Vous ne pensez pas qu'elle en rit parce qu'elle ne veut pas en pleurer devant vous ?

— Non, elle pleure un peu, mais surtout elle rit. Il y a eu des épisodes tragiques dans cette existence, des morts ou la prison pour moi, mais de cet exploit-là, tout le monde l'encourage ou la félicite.

— On la félicite de vos exploits ?

— Ah oui ! Un curé lui-même, à l'église, lors d'un baptême, lui a dit "votre fils est un seigneur". Alors, elle est contente.

— On vous a appelé, quand vous étiez enfant, Bébert. Ça, c'est un surnom très sympathique. En revanche, au lycée, on vous appelait Spaghetti Macaroni.

— Ah çà, c'est le grand problème de mon existence. Je voulais être français, un grand Français, un bon Français. Et je pense que cela justifie un peu le choix de mes opinions politiques, cette espèce de complexe que je faisais d'être demi-italien.

— Vous considérez que c'étaient des attaques racistes contre vous ?

— De la xénophobie, je ne crois pas au racisme.

— Mais ça vous a beaucoup marqué, ça vous a perturbé ?

— Énormément. Je me suis battu toute mon existence.

— Oui mais je remarque que vous n'avez pas manqué d'affection dans votre enfance. On dit souvent que si les gens deviennent des bandits, c'est qu'ils ont manqué d'affection.

— Non, pas du tout, pas du tout. Au contraire, même ceux qui me haïssent. Je crois qu'ils m'aiment. Je suis tout plein d'amour.

— Alors comment expliquez-vous que vous soyez devenu un voleur, un bandit, quel terme préférez-vous ?

— Le goût de l'exploit, tout simplement. Les scouts font leur B.A. Ma B.A. à moi, c'est le goût de l'exploit.

— Tout de même, on voit très bien que, dans votre enfance, vous aviez le goût de la bagarre…

— Chevaleresque, toujours pour les autres, pour ce qu'on appelle l'honneur, la veuve et l'orphelin…

— Oui enfin tout de même, vous êtes assez content de vous.

— Je suis content de ma vie […].

— J'ai noté aussi que vous avez été enfant de chœur. Vous êtes allé dans les institutions religieuses.

— La plus belle année de ma vie ! Le séminaire est la plus belle année de ma vie. L'un des grands bonheurs de mon enfance a été le cachot chez les maristes. Le cachot jouxtait l'enfer, la librairie interdite, les livres qui étaient saisis ou autres. Et il m'avait suffi de desceller un carreau dans la porte de la bibliothèque pour plonger dans les plus grands délices de ma vie […].

— Vous parlez aussi d'un autre livre qui vous a marqué : *Aloha, le chant des îles*, reprend Bernard Pivot.

— Oui, ça c'était dans la chambre du cochon. Il y avait une chambre du cochon dans notre maison. Nous vivions beaucoup avec les cochons à cause de notre origine italienne, *de Parma*. Et dans cette chambre du cochon, nous avions quelques livres. Et dans ces livres, il y avait *Aloha, le chant des îles*, que je relisais. Aussitôt que je l'avais terminé, je le relisais.

— Parce que cela parlait des îles.

— C'était une histoire très romantique…

— Oui mais elles sont le symbole de la fuite et sont aussi le symbole de la prison.

— Chaque homme est une île…

— J'ai vu que vous étiez aussi un fanatique d'une œuvre très connue de Goethe, *Les Souffrances du jeune Werther*.

— Je l'ai lu en allemand en écriture gothique, cela a été quelque chose de fantastique.

— Et votre fascination pour Humphrey Bogart, qui a toujours joué des rôles de mauvais garçons, est-ce que ça ne vous a pas

influencé ?

— Terriblement.

— On dit toujours que les films où l'on fait des mauvais garçons des héros influencent de manière pernicieuse la jeunesse. Vous en êtes l'exemple, non ?

— Je ne crois pas que cela soit pernicieux, mais le film américain a vraiment transformé notre existence : nous ne parlons plus, nous n'écrivons plus comme avant.

— Mais vous avez voulu imiter tous ces gangsters américains.

— Oui, c'est assez possible. Imiter… Pas imiter, suivre…

— Les égaler ?

— Non, les suivre. Il n'y a pas qu'eux, d'ailleurs. Il y a eu Belmondo dans *À bout de souffle*.

— Mais je ne comprends pas, votre mère qui vous aimait tant, elle n'a pas compris très vite que vous suiviez un très mauvais chemin ? Elle n'aurait pas dû vous donner quand même des fessées supplémentaires ?

— Ah non, j'ai pris le maximum. Mon beau-père, le mari de ma mère, s'est brisé une fois une main en me frappant. Il a brisé une fois sur mon dos un manche de pioche. Je prenais une tannée quotidienne, ou bien alors il me faisait travailler dans le jardin avec un fouet. Et il parlait allemand, parce que c'était la grande période anti-allemande à l'époque : *Schnell ! Arbeit !* Et il me donnait des coups de fouet.

— Je n'arrive pas à comprendre pourquoi vous êtes devenu… On voit très bien que vous aimez les livres, vous étiez un garçon intelligent, vous aviez une mère qui vous aimait. Expliquez-moi pourquoi vous êtes devenu ce que vous êtes devenu.

— Pour suivre mes livres. Ma devise, ce serait : rêve et puis, quand tu as fini de rêver, marche jusqu'à crever, cours après tes rêves.

— Qu'est-ce que c'est, vos rêves ?

— Mes rêves, c'étaient tous ces livres.

— Ce n'est pas parce qu'on lit *Les Souffrances du jeune Werther* que l'on devient un gangster !

— Non, *Les Souffrances du jeune Werther* ne poussent pas à devenir gangster.

— Albert Spaggiari, il y a un mot qui revient souvent sous votre plume, c'est le mot "barbare".

— Oui, on doit revenir sur l'Indochine pour les barbares. Nous avons fait en mercenaires, c'est-à-dire en libres soldats, en libres guerriers, une guerre impossible : cinquante millions d'habitants dans un territoire de jungle plus grand que la France. À vingt mille [*hommes*], vingt bataillons maximum, nous avons tenu vraiment l'Indochine sous notre botte. Nous avons accompli dans cette guerre absolument l'impossible. Notre histoire vaut celle d'Alexandre. Ceci parce que nous étions, par le danger, par la mort, dans cette guerre, des barbares, des vrais barbares.

— Mais c'est un mot qui me fait horreur, barbare !

— Oui ça fait horreur quand on est agressé. Un barbare n'est pas un assassin, un barbare n'est pas un mauvais garçon. Le barbare est celui qui revient à son intégrité spirituelle. C'est celui qui veut gagner, qui veut survivre.

— Oui mais enfin vous avez employé cette expression : sous la botte. Un pays sous la botte…

— Je ne crois pas à notre bonne raison, à nos bons sentiments, quand nous faisions une guerre en Indochine. Nous faisions une guerre en Indochine qui n'était pas justifiable par l'humanisme. Ces gens-là voulaient leur indépendance, nous étions là comme flics, comme gendarmes plutôt. Je ne cherche pas à justifier la guerre d'Indochine, je dis que nous avons accompli un exploit fabuleux.

— Un exploit militaire ?

— Oui, un exploit militaire de barbares, en revenant sur toutes les capacités de l'homme, surhomme…

— Surhomme, la botte : ça, c'est le langage du fasciste.

— Alors sont fascistes tous les grands conquérants, les grands coloniaux […]. Je suis fasciste. Fasciste, c'est essentiellement la lutte armée anti-marxiste. Le marxisme, je suis son ennemi.

— Oui mais enfin, tous les gens qui n'aiment pas le marxisme ne deviennent pas automatiquement des fascistes !

— Non. Mais ceux qui sont décidés à se battre, oui.

— Alors vous vous battez. Vous avez du sang sur les mains ?

— Oui, un petit peu, répond Spaggiari, hilare…

— Ça me fait frémir, vous dites "un petit peu" en riant. Ça me glace, reprend Pivot, indigné.

— Ç'a été la guerre.

— En Indochine ?

— Oui.

— Non mais je veux dire, est-ce que vous avez du sang sur les mains en dehors des périodes de guerre ?

— Non, même pas du sang de mouton, même pas du sang de lapin, même pas du sang de poulet.

— Vous dites à un moment : il y a en vous Clément, l'homme – Clément est le nom de votre mère –, et Spaggiari, la bête.

— Spaggiari, le barbare.

— Non, la bête. Vous avez dit : la bête.

— Oui effectivement, Clément le doux, Clément le Provençal, Clément laissant bouillir la marmite, le soleil arrange toutes les choses. Pour Clément, tout est amour. Et puis il y a Spaggiari qui est sceptique, agressif et battant.

— Et pourquoi vous n'avez pas laissé Clément prendre le dessus sur Spaggiari ?

— Je ne sais pas. Je n'ai pas voulu. Au contraire, Clément je l'ai repoussé et j'ai voulu être Spaghetti euh… Spaggiari, pendant un certain temps. Et puis, c'est un peu le fait de la cavale. La cavale est intéressante dans ce sens. C'est qu'elle m'a rendu Clément, je suis devenu Clément, beaucoup plus que Spaggiari.

— Vous parlez aussi, et là je vous cite : "le Spaggiari social qui se bat contre ou pour". Vous n'avez pas peur des formules ! Qu'est-ce que le "Spaggiari social" ?

— Celui qui prend parti. Alors que le Clément ne prend pas parti. Les armées passent, et depuis Hercule, dévastent la Provence. Ma foi, il laisse passer la dévastation. Il fait cuire sa soupe.

— Et puis ceci : "Bébert (Bébert, c'est vous) a le pressentiment que là est la vérité, sa guérison à lui. Ne jamais se débarrasser de sa crasse. Le corps et l'âme en ont besoin. Ne jamais se laver de ses péchés, ne jamais se retourner." C'est votre philosophie, ça ?

— Oui.

— Jamais de regret ?

— Jamais de regret, aucun. Jamais, jamais de regret. Les pires moments de ma vie, ce sont les plus heureux, ce sont ceux qui m'ont apporté le plus.

— Même pas le regret d'avoir…

— Même pas le regret d'avoir été en prison, même pas le regret d'être en cavale, même pas le regret d'avoir perdu beaucoup plus que je n'ai gagné dans cette détestable affaire de la Société Générale.

— Vous êtes quand même content de vous ?

— Oui, je suis content de moi, toujours. Pas de regret.

— Vous êtes fier de vous.

— Quant à la Société Générale, elle m'a fait perdre beaucoup plus que je n'ai gagné. J'étais aisé. J'avais des maisons en Provence, j'avais un tas de choses que je n'ai plus.

— Portez plainte contre elle, alors.

[…]

— L'une de vos conquêtes, qui s'appelle Emilie, vous dit un jour : "Tu deviendras un type génial ou un sale con." Qu'est-ce que vous en pensez, aujourd'hui ?

— Eh bien, je ne sais pas encore si je suis génial ou si je suis un pauvre con.

— Un sale con, avez-vous écrit.

— Eh bien je me suis trompé, je voulais dire un pauvre con. Sale con, non. Un pauvre con peut-être…»

« Après l'interview, on est allé déjeuner, se souvient Arnaud Hamelin. Et la conversation a changé de registre. Pivot était très étonné. Albert lui racontait qu'il arrivait en France tranquillement par le train, sans ennui. Pivot répondait : "C'est incroyable. Moi, dès qu'un policier me contrôle et que mon attestation d'assurance n'est plus valable, je suis pris de panique." Albert, sentant le bon client, en a rajouté. Je pense que Pivot est reparti en emportant tous les secrets, vrais et faux, de la légende Spaggiari. »

# CINQUIÈME PARTIE

# LA FIN DU MYTHE

# 27

# RETRAITE ET MYSTICISME

À partir de 1983, Spaggiari et Emilia séjournent de plus en plus fréquemment en Europe. Albert veut se rapprocher de sa mère, de ses amis et de la France, ce pays auquel il doit tant, au propre comme au figuré, et qui lui manque atrocement. Il y a aussi des raisons financières : Spaggiari a dépensé sa part du butin et sait qu'il ne touchera pas une miette du produit de la revente des bijoux dérobés. Et il en a par-dessus la tête de se faire plumer ou dépouiller par ses amis et protecteurs néofascistes sud-américains.

Celui qui se fait appeler Romain (son deuxième prénom) Clément (le nom de sa mère) habite désormais dans une ferme de Belluno, en Vénétie du Nord, le village dont Emilia De Sacco est originaire. Le couple y a fait l'acquisition, auprès d'une bonne sœur, d'une bâtisse isolée et délabrée, sans eau ni électricité, adossée à une colline boisée. Depuis le balcon, on aperçoit le clocher de l'église et le massif des Dolomites, les Alpes italiennes.

Une ferme isolée, quasiment en ruine, au pied de la montagne : Spaggiari reconstruit l'univers de sa bergerie de l'arrière-pays niçois. Il retape la baraque de ses mains. Sa compagne, dont c'est le métier, se charge de la décoration. En quelques mois, ils en feront une spacieuse résidence de montagne, dans le style bourgeois italien : trois niveaux, un escalier extérieur, une énorme cheminée, des murs lambrissés et décorés de gravures, de gros meubles rustiques. Un peu plus chic qu'à Bezaudun-les-Alpes. Albert n'a pas jugé bon d'orner les murs du salon de flingues divers, ou plutôt il en a eu la tentation mais Emilia lui a fait comprendre que cela jurerait avec les tentures et avec les coussins du sofa. Et puis cela ferait mauvais genre.

D’après le récit que donnera Emilia De Sacco de cette période, Albert Spaggiari s’est bien intégré à la communauté du village. Il donne des coups de main aux voisins, se lie d’amitié avec le capitaine des carabiniers et le curé de la paroisse. Tout le monde connaît Romain, dit encore « le Français » ou l’« écrivain », puisque c’est le métier qu’il revendique.

Spaggiari et Emilia organisent leur vie d’oisiveté. Albert occupe ses journées à parcourir les chemins et les bois en compagnie de deux chiens bâtards qu’il a adoptés. Il observe les biches et les chevreuils à la jumelle, recueille les araignées égarées dans la maison à l’aide de petites boîtes pour les relâcher dans la forêt et apprivoise des souris ! Lorsque passent les groupes de chasseurs de cervidés, il les couvre d’insultes, les traite d’assassins.

Il lit quantité de romans et de journaux, passe de longues heures devant la télévision, avide de nouvelles de la France. Dans la mansarde où il a aménagé son bureau et installé une bibliothèque bien garnie, il s’attelle à la rédaction de textes qu’il ne termine jamais : des polars, des fictions guerrières.

Bref, Spaggiari s’emmerde.

Mais, pour autant, Albert sait qu’il n’a pas le droit de relâcher son attention. S’il est balancé ou démasqué, les policiers peuvent à tout moment venir l’arrêter et son amitié avec le chef des gendarmes locaux n’y changera rien. Cette perspective lui inflige de gros coups de déprime et de frousse. Il a même creusé un tunnel sous sa maison, un passage secret débouchant dans une zone à couvert, par lequel il pourra s’échapper si les flics viennent l’alpaguer. C’est en tout cas ce qu’il confie au journaliste Arnaud Hamelin, lorsque celui-ci lui fait remarquer l’état épouvantable de ses mains aux ongles brisés, incrustées de marques noires et creusées de blessures. Encore un tunnel. On ne se refait pas.

Spaggiari nage en pleine confusion. Les mêmes questions reviennent sans cesse et le taraudent : était-ce le bon choix, de s’évader ? Ne fallait-il pas se présenter au procès de 1979 ? Sans doute aurait-il écopé de sept ans comme Daniel Michelucci, ou peut-être un peu plus. Il aurait tiré sa peine tranquillement. Il aurait pu cumuler les remises pour bonne conduite, en profiter pour écrire le vrai roman de sa vie et de sa cavale.

Albert voudrait le beurre et l'argent du beurre. Mais pour cela, il faudrait faire profil bas, admettre qu'il s'est fait repasser par les Marseillais et n'a touché, somme toute, qu'une part très relative du butin, prétendre qu'il n'était pas le seul cerveau, faire des ronds de jambe. Et accepter de retourner en prison pour la quatrième fois.

La perspective de moisir dans les geôles d'un pays gouverné par les socialistes, alliés aux communistes, lui retourne les boyaux. Il s'est battu toute sa vie contre les « bolcheviques », dans les rizières, puis plus tard pendant les campagnes politiques et les coups de force anti-syndicaux ; et il lui faudrait désormais baisser son pantalon, se plier à la justice des « Rouges » !

Spaggiari enrage de devoir continuer à jouer les fugitifs. De son point de vue, la cavale est presque plus dure que la taule. Pour un peu, il soutiendrait qu'il a déjà payé sa dette à la société.

Reclus dans sa vallée de montagne, là où en hiver la nuit tombe à 16 heures, Spaggiari, le brigand et le mécréant, vire illuminé. Il a gardé de son passage au séminaire une fervente foi catholique, tendance intégriste (la défense de l'Occident chrétien, toujours et encore). Avec l'âge, l'amertume, la lassitude et la trouille, ses tendances mystiques s'affirment. Désormais, il note ses rêves chaque matin dans un petit carnet. Il faut bien s'occuper.

# 28

# ULTIMES PROVOCATIONS

Parfois, pour se distraire de cette vie bucolique et prodigieusement rasante, Spaggiari troque sa salopette et ses bottes contre une tenue de ville et quelques accessoires de grimage. Il rejoint Venezia ou Milano en camping-car et s'offre des orgies de cinéma et des razzias (tout ce qu'il y a de légales) dans les librairies. Parfois, il part avec Emilia en direction de la France et de l'Espagne. Il visite des amis sur la Côte d'Azur et passe embrasser sa mère à Hyères.

Spaggiari n'a pas relâché sa prudence. Il change régulièrement d'identité, ce qui lui coûte des fortunes, et continue à porter des perruques et postiches. Il ne descend jamais deux fois dans le même hôtel, prend garde à donner des rendez-vous discrets et toujours improvisés, pour le jour ou le soir même.

Lors d'un trajet en camping-car, Robert se souvient d'avoir assisté à un contrôle d'identité qui aurait pu tourner au carnage. Spaggiari disposait d'une arme dissimulée sous son siège.

— Gendarmerie nationale, contrôle d'identité.

À la démarche et à la posture du militaire, Spaggiari reconnaît un ancien parachutiste. Il tente une diversion.

— Vous avez été para, n'est-ce pas ? Moi aussi, nous sommes frères d'armes.

— Tenez-vous tranquille, nous n'avons pas gardé les cochons ensemble ! réplique sèchement le gendarme.

Et il s'en va dans sa camionnette pour vérifier par radio si l'identité qui figure sur le document que lui a présenté l'automobiliste n'est pas celle d'une personne recherchée. Après de longues minutes, le flic revient et restitue ses papiers à Spaggiari.

Robert respire. Il a le sentiment que, ce jour-là, Albert ne se serait pas laissé prendre.

Régulièrement, les journaux locaux de la Côte d'Azur annoncent la présence du cerveau du casse de Nice dans la région. La police dément mollement être au courant. Officiellement, les flics français sont toujours aux trousses du cerveau du casse de Nice, mais leur détermination s'est émoussée. Lors de l'évasion de 1977 et dans les mois suivants, tous les moyens ont été déployés, les aéroports contrôlés, Interpol saisi…

Dix ans plus tard, Spaggiari est toujours à la merci d'un coup de malchance, d'un contrôle dans un aéroport ou sur les routes de France ou d'Italie. Mais la hiérarchie policière française a changé, ses priorités aussi. Elle a d'autres malfrats à pourchasser et d'autres chats à fouetter. Si des collègues étrangers leur apportent Spaggiari sur un plateau d'argent, ils en prendront livraison bien volontiers, mais de là à se casser la tête, il y a un pas. De la base au sommet, les policiers ont le sentiment d'avoir *déjà* fait leur boulot en arrêtant Spaggiari une première fois. « Si la justice l'a laissé s'envoler, c'est son problème », estiment plusieurs patrons qui ont travaillé sur l'affaire.

En octobre 1983, Spaggiari s'accorde encore un petit plaisir médiatique : se promener à Paris à la barbe de la police, sous l'objectif d'un photographe. Une série de clichés, publiée dans le *Magazine-Hebdo* du 21 octobre 1983, retrace son périple provocateur : il débarque à Roissy où il présente son passeport à la douane, puis retire de l'argent à un distributeur de la Société Générale ; il émerge d'un égout devant une succursale de la même banque aux Champs-Élysées, déjeune au Fouquet's et sort d'une salle de cinéma sous l'affiche du dernier James Bond.

Dès que l'occasion lui en est donnée, c'est-à-dire chaque fois qu'on le lui demande, Spaggiari prend la pose, déguisé en père Noël, en Jacques Mesrine ou… en clochard. Puissantes allégories.

Chacun de ces reportages lui rapporte quelques dizaines de milliers de francs, dont il a désormais bien besoin.

Le casseur a conservé son goût de l'esbroufe.

— J'ai eu une idée, confie-t-il lors d'un déjeuner au journaliste Arnaud Hamelin, dans un restaurant parisien. Je vais voler le mètre

étalon.

— Que vas-tu en faire ?

— Rien, je le rendrai. C'est juste pour le panache. Et pour toi, ce serait un bon coup. Il te suffira de filmer le casse.

Les deux hommes iront plusieurs fois se promener au parc de Saint-Cloud et rôder autour du Bureau international des poids et mesures à Sèvres, dans les sous-sols duquel est conservée la célèbre barre en platine iridié. Le casseur poussera l'audace jusqu'à demander à accéder à la salle protégée en se faisant passer pour un touriste italien.

Mais les intimes de Spaggiari ont la très nette impression que le brassage de projets rocambolesques lui permet avant tout de camoufler sa mélancolie et la noirceur de ses pensées. Un jour du printemps 1985, installé à la terrasse du café de Paris, place de l'Opéra, Albert Spaggiari écrit à Arnaud Hamelin :

« Douce France ! que la vie y est douce. Je ne suis pas revenu pour ça, mais je reste pour ça. Voilà, c'est dit. Je suis revenu et je reste. Je voulais faire une banque, la BECN, cette soviétique qui gère les finances du parti communiste. Je croyais ne pas pouvoir vivre sans ça. J'avais quelques renseignements mais surtout une idée. Elle ne pouvait pas rater. Un scénario, mon vieux, à faire date… Seulement voilà, je n'avais pas tenu compte de ce que les anciens ont vieilli. Argent ou bonne volonté, une volée de moineaux. Colère et déception, et j'ai vieilli, moi aussi, en une semaine. J'ai jeté ma pince-monseigneur dans la Seine et je suis devenu sage.

Je ne me rends pas ! Ça n'est pas dans mon éthique. J'aurais pu partir mais je préfère attendre, sans violence et sans armes, que l'on me prenne. À cinquante-deux ans, je préfère la perpète ici à la cavale ailleurs. Et si ma foi ils sont déjà là, dans la rue, à guetter que je traverse en dehors des passages cloutés, pour me tirer comme une pipe en foire, celui qui me tuera sera mon camarade. Je garde en poche une enveloppe "À mes bourreaux" avec 500 dollars pour les aider à sabler mieux le traditionnel champagne de ce soir[xxxix]. »

Une autre fois, Spaggiari évoquera avec le journaliste l'idée de mettre en scène la fin de sa cavale.

— Et si on organisait mon arrestation à la brasserie Lipp ? On balancerait le tuyau aux flics et ils viendraient m'alpaguer devant ta caméra. Ça aurait de la gueule, non ?

Plusieurs fois par an, Spaggiari séjourne à Paris, où il compte quelques amis, comme l'éditeur de presse Alain Lefèbvre. Il côtoie des intellectuels engagés : Alain de Benoist, l'un des fondateurs du courant de pensée dit de la « Nouvelle Droite », ou l'écrivain Marc-Édouard Nabe.

Lors de séjours clandestins de Spaggiari à Paris en 1986 et 1987, Nabe le rencontrera plusieurs fois. L'ancien para a pris l'initiative de le contacter. Il a adoré son livre *Au régal des vermines*, un pamphlet publié en 1985 qui a valu à l'auteur des accusations d'antisémitisme, ainsi qu'une violente altercation avec le journaliste Georges-Marc Benamou dans les coulisses de l'émission « Apostrophes ». Apprenant l'anecdote, Spaggiari manifeste l'intention d'aller corriger le journaliste.

« "Ils me croient sans haine et sans violence, ricane Spaggiari, mais je suis plein de haine, j'ai autant de rage que toi !" (On se tutoie depuis cinq minutes.) Si on touche à ce qu'il aime, il peut devenir méchant j'ai l'impression… Je dois le calmer sur Benamou à qui il serait volontiers allé dire "un petit bonjour"…» écrit Marc-Édouard Nabe[xl].

Puis les visites à Paris de Spaggiari se font plus rares. La presse s'intéresse de moins en moins à ses pitreries. Cela le déprime encore un peu plus, mais il y a autre chose qui le travaille : il est gravement malade.

# 29

# LES MYTHES MEURENT AUSSI

*1988*

Un soir, vers 21 heures, le téléphone sonne au cabinet de Me Jean-Louis Pelletier, quai de Montebello, à Paris, en face de Notre-Dame. L'avocat est seul dans ses bureaux déserts. Il travaille sur un dossier qu'il doit plaider le lendemain. Il décroche lui-même le téléphone.

— Allô, c'est toi ? demande l'interlocuteur.

— Oui, répond l'avocat, amusé.

— Tu ne me reconnais pas ?

— Non, mais si on se tutoie, c'est qu'on doit se connaître.

— On se connaît depuis longtemps. Tu ne vois pas qui je suis ?

— Non, pas du tout.

— Je vais te mettre sur la piste. Si je te dis les corsets, les soutiens-gorge à Hyères, ça ne te dit rien ?

Maître Pelletier sent les souvenirs de son enfance remonter en lui. Le quartier Paradis, à Hyères, dans l'après-guerre, la boutique de lingerie Aux Caprices des Dames que tenait Mme Clément, la mère de l'un de ses copains d'enfance, le déjà remuant Albert Spaggiari.

— Albert, c'est toi ? Où es-tu ?

— Je suis en bas, dans la brasserie. Si tu veux, je monte.

— Viens tout de suite.

Les deux hommes se retrouvent face à face avec émotion. Ils se sont perdus de vue, mais maître Pelletier connaît bien le dossier du casse de Nice. Il a été l'avocat de Gérard Vigier lors du procès d'octobre 1979 et a obtenu son acquittement. L'entretien prend très vite un tour professionnel.

— Je ne me sens pas très bien, j'ai des problèmes de santé, annonce Spaggiari. Alors j'aimerais en terminer avec cette histoire. J'ai rencontré une femme, Emilia, il y a quinze ans. Nous nous sommes même mariés religieusement à l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet[xli]. Mais je ne peux pas lui faire mener une vie normale. Je n'ai plus d'argent. J'en ai marre de la cavale. Si j'étais sûr d'être jugé pour ce que je mérite, si je pouvais être sûr de ne pas payer plus cher que les autres casseurs, j'envisagerais volontiers de me constituer prisonnier[xlii].

— Albert, la justice ne fonctionne pas comme cela. Personne ne peut prédire la peine à laquelle tu vas être condamné. C'est impensable, pour toi comme pour n'importe qui. On ne peut pas connaître à l'avance la composition d'une cour d'assises, les magistrats, les jurés… Et de toute façon, en France, on ne négocie pas avec la justice avant un procès.

Spaggiari comprend la situation, mais il est déçu. Ce n'est pas la première fois qu'il élabore de tels scénarios. Quelque temps plus tôt, il a demandé à son avocat Jacques Peyrat de tenter de négocier une reddition avec le ministère de l'Intérieur. Devant le scepticisme de l'avocat, l'affaire en est restée là.

Spaggiari se sent de plus en plus mal. Il pense à arrêter de fumer, mais il ne sait pas qu'il est déjà trop tard. En août 1988, il connaît une première crise grave. Il ne peut plus respirer. Emilia De Sacco le conduit chez un médecin qui diagnostique un problème d'asthme. Puis Spaggiari consulte d'autres praticiens à Venezia et à Padova, jusqu'à ce que l'un d'eux détecte un cancer du poumon à un stade avancé. Spaggiari et sa compagne rejoignent la France. Vers la fin de l'année 1988, le casseur est opéré dans un hôpital de la région parisienne, sous une identité d'emprunt. Les chirurgiens lui retirent un poumon.

Spaggiari rentre à Belluno et n'en bougera pratiquement plus. Les voyages en camping-car le laissent de plus en plus épuisé.

*Printemps 1989*

Spaggiari meurt le 8 juin à cinquante-six ans. Il a exprimé le souhait d'être enterré à Laragne, son village natal de Haute-

Provence, dans lequel la famille possède un caveau. Emilia habille le cadavre d'Albert et le place dans un hamac. Avec l'aide d'une amie, elle le transporte péniblement jusqu'au camping-car, qui ne peut gravir le chemin menant à la maison. Elle installe le corps de son compagnon à l'arrière du petit camion, puis prend la direction de la France. Elle passe la frontière en pleine nuit, puis se dirige vers Hyères où habite la mère d'Albert. Emilia De Sacco a prévenu la vieille dame qu'elle venait déposer le corps. Emilia arrive à Hyères vers 4 heures du matin. Juliette Clément l'attend. Les deux femmes transportent la dépouille d'Albert Spaggiari dans la maison. Sa mère veille le corps pendant quelques heures puis elle appelle l'avocat Jacques Peyrat, qui alertera les autorités.

Telle est la version que livrera Emilia De Sacco de la fin de Spaggiari. La réalité est peut-être un peu différente. Il est possible que Spaggiari ne soit pas mort en Italie mais chez sa mère, qu'il aurait revue pendant quelques heures avant de s'éteindre.

Quelques semaines plus tôt, sentant venir sa fin, Spaggiari s'était confié au journaliste Hubert Lassier. Un testament au mysticisme appuyé.

« Salut, quand vous lirez ces lignes… je serai mort. Pour moi, cela veut dire libre. Ma cavale sera terminée. […] Mai 1989, je suis comme un vieux con, dans mon lit, il fait chaud, un soleil de plomb essaie de réchauffer mon sang qui se refroidit. Impossible de bronzer. Les fantômes ne bronzent pas. C'est vrai, je ne suis que l'ombre de moi-même, 43 kg, blafard et une "puissante" faiblesse […]. En fait, ce qui va me manquer le plus, c'est l'Aventure. Que j'aille au paradis ou en enfer, y a-t-il seulement des coffres là-haut ? […] Treize ans de cavale, c'est long, c'est pire que la prison […]. C'est la fin de mes élucubrations. Ma feuille blanche me paraît de plus en plus noire. Je vais essayer de partir sobrement, de toute façon dignement. En fait, ce qui m'a le plus manqué durant toute cette cavale, c'est mon pays, la France. Quel que soit le coin du monde où je me trouvais, je la trimbalais avec moi sous forme de Giono, Proust ou autre Drieu La Rochelle. Quand j'avais trop le cafard, je pensais à ma maison "Les Oies Sauvages", au-dessus de Nice. À l'heure actuelle, j'y pense beaucoup. J'ai fait des miracles sur cette terre, j'ai fait revivre la montagne, même l'écho y retrouve sa voix, j'ai fait revenir les oiseaux car les oiseaux reviennent toujours si l'homme est porteur d'amour. Puis, avec ma baguette magique, c'est-à-dire ma

folie, j'ai redonné naissance à une source. Cela faisait cinquante ans qu'elle s'était endormie. Alors je lui ai parlé, je l'ai cajolée et lui ai raconté des histoires extraordinaires. Un jour, pour me faire plaisir, elle a resurgi. Et cela c'est plus beau que tout.

Voilà je vais rejoindre un autre monde où l'on n'a pas besoin de passeport. En héritage, je lègue à ma mère et à ma femme le meilleur de moi-même entouré d'une énorme tendresse. Quant aux copains, on se reverra bientôt, je reviendrai vous embêter.

Quant à la justice, je lui fais mon dernier pied de nez, car cette cavale est sans retour, je meurs libre.

Bien l'adieu d'Albert[xliii]. »

# ÉPILOGUE EN SEPT QUESTIONS

Trente ans après le casse du siècle, dix-sept ans après la mort de Spaggiari, l'affaire comporte toujours de nombreuses zones d'ombre.

## Où est passé le butin ?

À l'exception de quelques billets de banque et lingots d'or maladroitement manipulés par les tocards de service, le butin n'a jamais été retrouvé. Les bijoux ont été habilement fourgués : à aucun moment, ils n'ont refait surface. On dispose d'une estimation du montant du magot (quarante-six millions et demi de francs) mais on connaît peu de choses sur sa répartition. Les égoutiers « du rang », dont un seul a été identifié *et* condamné, Daniel Michelucci, ont touché quelques centaines de milliers de francs chacun, peut-être un million. Les guetteurs, un peu moins. Spaggiari a récolté nettement plus, peut-être deux ou trois millions de francs, mais il n'a rien touché sur la revente des bijoux.

Les chefs des Marseillais ont empoché le reste des « bénéfices ». On ne sait pas avec certitude qui ils sont, ni combien. Parmi ceux dont on a cité les noms avec insistance, mais sans preuves, la plupart ont disparu de manière non naturelle : Jean Migozzi, assassiné par un tireur d'élite ; le parrain marseillais Gaétan Zampa, dit « Tany », s'est suicidé dans sa cellule en août 1984 (il était emprisonné pour des fraudes fiscales et financières), etc.

Pour l'anecdote, on signalera que trois lingots provenant du casse ont également été saisis à Madrid en février 1977, lors d'une descente de police chez des militants du groupuscule néofasciste les « guérilleros du Christ-Roi ». Une infirmière française, qui avait

travaillé dans le cabinet de soins d'Audi Spaggiari, a été arrêtée à cette occasion. Spaggiari aurait donc bien versé quelques subsides à des organisations d'extrême droite, mais à une faible échelle.

Spaggiari était-il le vrai et le seul cerveau du casse ?

Lui-même l'a toujours prétendu, mais il était complètement mégalo. L'hypothèse arrangeait tout le monde. La police et la justice tenaient un auteur principal, autoproclamé. Elles s'en sont contentées, ne disposant pas des preuves suffisantes pour faire tomber les grosses pointures marseillaises impliquées dans le coup. Après l'évasion de Spaggiari, les limites de l'enquête sont apparues au grand jour et le procès a tourné à la mascarade.

Spaggiari a bien été le cerveau du casse (inspiré par la lecture du polar anglais *Tous à l'égout*), mais en a-t-il été le chef ? C'est moins sûr. Les Marseillais se sont servis de lui, de ses plans ainsi que des compétences et de la persévérance de sa bande de baroudeurs, de mercenaires et de militants d'extrême droite, tout en lui laissant croire qu'il dirigeait les opérations.

Au bout du tunnel et au bout du compte, Albert Spaggiari s'est fait enfler. Il ne l'a admis que tardivement.

Spaggiari disposait-il de complices à la Société Générale ?

La police a longuement cherché à savoir si les casseurs avaient été tuyautés de l'intérieur sur les systèmes de sécurité des banques en général et sur la succursale de l'avenue Jean-Médecin en particulier. Elle n'a rien trouvé. La Société Générale a mené des enquêtes « en interne » et a eu recours à des enquêteurs privés. Aucune piste sérieuse n'a été éventée (ou en tout cas révélée).

Le « cerveau » a-t-il bénéficié de complicités dans les services administratifs de la ville de Nice ?

Il est tentant de croire que Spaggiari a bénéficié d'un coup de pouce pour se procurer les plans des égouts. Mais ces derniers n'étaient pas protégés comme des secrets d'État et beaucoup d'entreprises qui souhaitaient les consulter y avaient accès. On peut aussi être troublé de ce que les égoutiers de la ville n'aient jamais, au cours de leurs rondes, décelé de traces du tunnel en cours de percement. Spaggiari était peut-être averti des dates de leurs inspections. Plus vraisemblablement, il a eu une chance insolente. Les égoutiers n'arpentent pas chaque jour, ni même chaque semaine ou chaque mois, la totalité du réseau. Le hasard de leur calendrier de tournée les aurait conduits à inspecter les galeries du quartier de la banque *juste avant* l'entrée en action des « égoutiers du paradis ».

Les amitiés politiques locales et nationales de Spaggiari lui ont-elles facilité la tâche ?

Spaggiari ne connaissait pas intimement le maire de Nice Jacques Médecin, mais certains de ses collaborateurs. Cependant, aucun élément concret n'autorise à penser que ces relations lui ont été utiles ni pour la préparation du casse, ni pendant l'enquête. S'il avait été informé du déroulement de celle-ci, aurait-il pris le risque de revenir à Nice alors qu'il était en voyage en Asie trois jours avant son arrestation ?

Comment Spaggiari a-t-il pu réussir une évasion aussi rocambolesque ?

Deux hommes ont préparé la « belle » d'Albert, deux anciens OAS, compagnons de détention de Spaggiari au début des années soixante : Michel dit « le Toc » et Robert C.

Le Toc est décédé depuis, et Robert a révélé son rôle tardivement en 1997, notamment dans un documentaire diffusé par France 3[xliv]. Auparavant, il avait pris soin de vérifier qu'il n'encourait plus aucun risque judiciaire. En revanche, il n'a jamais divulgué le moindre

élément susceptible d'identifier formellement celui ou celle qui lui a permis de communiquer avec son ami Spaggiari pendant la détention de ce dernier (un avocat, un proche, un maton ?).

Quant à la réussite matérielle de l'évasion, Spaggiari a comme d'habitude eu de la chance : le juge Bouazis l'a involontairement aidé en le propulsant sur le toit d'une voiture qui stationnait, par hasard, juste au bon endroit. La forme et le courage physiques et les réflexes de parachutiste de Spaggiari ont fait le reste.

Comment expliquer la popularité de Spaggiari ?

C'est un élément surprenant. Albert Spaggiari était un fasciste revendiqué, ce que son avocat maître Peyrat appelle sans rire un « idéaliste ». Le contexte politique des années 1976-1983 (les grandes années de Spaggiari en termes médiatiques) était différent de celui de notre époque, la loi aussi. De nos jours, un excité qui se permettrait d'agrémenter le nom de sa maison de sigles ss filerait tout droit à la case justice, sans passer par la banque.

L'hypothèse fumeuse selon laquelle le casse aurait servi à financer une organisation internationale nommée Catena a permis à Spaggiari de justifier sommairement la disparition du butin, tout en donnant au cambriolage une cause plus prestigieuse, à ses yeux, que le vulgaire enrichissement personnel.

Dans les premières années de sa cavale, il est avéré que Spaggiari a continué à fréquenter des terroristes d'extrême droite, et notamment l'Italien Stefano Delle Chiaie. Ce dernier a été soupçonné d'avoir participé à l'attentat de la piazza Fontana à Milano, en 1969, et à celui de la gare de Bologna, en 1980. Delle Chiaie est impliqué dans différents assassinats et coups de force en Amérique du Sud (notamment au Chili). Le casseur ne s'est vraisemblablement pas compromis dans ces opérations, trop occupé à sauvegarder sa propre liberté.

En dehors du cercle de ses intimes, Albert Spaggiari est resté discret sur la question, conscient que la fréquentation de terroristes actifs pouvait lui attirer des ennuis supplémentaires et altérer son

image. Il a préféré endosser l'uniforme du simple réprouvé, du paria inoffensif et fantasque.

Spaggiari aspirait à devenir un personnage de roman et il y est finalement parvenu.

*Direction littéraire*
Huguette Maure
*et*
Fabien Perucca

Composition : COMPO-MÉCA SARL
64990 MOUGUERRE

Impression réalisée par Corlet Imprimeur
pour le compte des Éditions Michel Lafon
en février 2007

*Imprimé en France*

Dépôt légal : février 2007
N° d'impression : 98 078

ISBN : 978-2-7499-0589-1
LAF 834

FAITES ENTRER L'ACCUSÉ

5

# ALBERT SPAGGIARI
## LE CASSE DU SIÈCLE

© D.R.

19 juillet 1976, agence centrale de la Société Générale à Nice. Les employés qui pénètrent dans la salle des coffres n'en croient pas leurs yeux : 317 coffres éventrés, le sol jonché de papiers et d'objets délaissés par les voleurs, et un mot collé sur une armoire : « Ni armes, ni violence et sans haine ». Juste 50 millions de francs envolés ! Les cambrioleurs sont passés par les égouts, ce qui leur a demandé des mois de travaux. Le cerveau de ce « casse du siècle » ? Un petit photographe, Albert Spaggiari.

Christophe Hondelatte nous conte avec une verve étonnante l'incroyable aventure de ce bandit très « médiatique » : arrêté trois mois après son forfait, il s'évade en sautant par la fenêtre du bureau du juge d'instruction et, pendant douze ans, donnera régulièrement de ses nouvelles au public, paradant devant les journalistes et les photographes sous les déguisements et grimages les plus farfelus, sans qu'on puisse jamais lui mettre la main dessus.

ISBN : 978-2-7499-0589-1

9 782749 905891

02-07

18 € France TTC

www.michel-lafon.com

Photo de couverture : © THEVENIN / SIPA

i En 1978, l'estimation définitive sera fixée à quarante-six millions quatre cent quatre-vingt-deux mille cinq cent cinquante-deux francs et quarante-cinq centimes.
ii Honoré Gévaudan, *Ennemis publics*, Éditions Jean-Claude Lattès, 1990.
iii Dans un quartier populaire qui s'étend au nord de la Bastille.
iv Voir un bref historique de l'OAS chapitre 9, Qui est Albert Spaggiari ?
v C'est ainsi que Spaggiari décrira cette interpellation « idéale » dans son roman, *Les Égouts du paradis*, Éditions Albin Michel, 1978.
vi Honoré Gévaudan, *Ennemis publics, op. cit.* Honoré Gévaudan est aujourd'hui décédé.
vii *Ibid.* p. 128-129.
viii En 1995, Jacques Peyrat a été élu maire de Nice sous l'étiquette divers droite, et réélu en 2001. Il est également sénateur et président de la communauté d'agglomération Nice-Côte d'Azur. En 1996, il a quitté le front national pour le RPR, « dans le respect de ses propres valeurs », précisera-t-il. il est aujourd'hui membre de l'UMP.
ix Cité dans *France-Soir* du 1er novembre 1976.
x *Idem.*
xi Ainsi que le relate René-Louis Maurice, dans *Cinq milliards au bout de l'égout*. Éditions Jean-Claude Simoen, 1977.
xii Albert Spaggiari, *Journal d'une truffe*, Albin Michel, 1983.
xiii René-Louis Maurice, *op. cit.*
xiv Albert Spaggiari, *Les Égouts du paradis, op. cit.*, p. 220.
xv *Ibid.*, p. 66.
xvi Jacques Derogy et Jean-Marie Pontaut, *Enquête sur les ripoux de la Côte*, Éditions Fayard, 1994, p. 423 et 424.
xvii Albert Spaggiari, *Les Égouts du paradis, op. cit.*
xviii Robert Pollock, *Tous à l'égout*, éditions Gallimard, 1974.
xix Roger-Louis Bianchini, *Treize mystères de la Côte*, Éditions Fayard, 2005, p. 109.
xx C'est une hypothèse développée par Roger-Louis Bianchini dans *Treize mystères de la Côte, op. cit.*
xxi Interview télévisuelle accordée à Arnaud Hamelin en avril 1978, à Madrid.
xxii *Idem.*
xxiii Interview télévisuelle accordée à Arnaud Hamelin en avril 1978, à Madrid.
xxiv *Idem.*
xxv Six millions de francs. En réalité, le montant a été de quatre millions (*NDLE*).
xxvi Interview télévisuelle accordée à Arnaud Hamelin en avril 1978, à Madrid.
xxvii Autre ami de Spaggiari et ancien de l'OAS rencontré à la Santé.
xxviii Anecdote rapportée dans le livre de Bernard Bragard, Frédéric Gilbert et Catherine Sinet, *Jacques Médecin, le feuilleton niçois*, Éditions La Découverte, 1990, p. 104. Le sigle M.E.D.E.C.I.N. signifie Mouvement pour l'expansion et le développement économique de la cité et des intérêts de Nice. En toute simplicité.
xxix Comme le relate Roger-Louis Bianchini dans *Treize mystères de la Côte, op. cit.*
xxx Anecdote citée par Jacques Derogy et Jean-Marie Pontaut, *Enquête sur les ripoux de la Côte, op. cit.*, p. 410.
xxxi Interview télévisuelle accordée à Arnaud Hamelin en avril 1978, à Madrid.
xxxii Audi Spaggiari bénéficiera finalement d'un non-lieu, c'est à-dire qu'elle ne sera même pas renvoyée devant un tribunal.
xxxiii Éditions Robert Laffont.
xxxiv Éditions Albin Michel pour la France et Pierre-Marcel Favre pour la Suisse, 1978.
xxxv C'est ce qu'indiquent Bernard Bragard, Frédéric Gilbert et Catherine Sinet dans *Jacques Médecin, le feuilleton niçois, op. cit.*, p. 99-100. D'après les auteurs, Anglade serait un proche de « Tany » Zampa.

xxxvi *France-Soir*, 27 janvier 1990.
xxxvii *Op. cit.*
xxxviii Soit Spaggiari se trompe dans la conversion entre les anciens et les nouveaux francs, soit il fait référence aux valeurs contenues dans l'ensemble des coffres, y compris ceux qui n'ont pas été fracturés.
xxxix Cette lettre sera publiée par *Paris Match* après le décès de Spaggiari.
xl Marc-Édouard Nabe, *Inch'Allah, Journal intime 3*, Éditions du Rocher, 1996, p. 1688.
xli Église catholique traditionaliste du Quartier latin à Paris.
xlii La plus lourde peine, sept ans, a été infligée à Daniel Michelucci. Spaggiari a été condamné à perpétuité par contumace, dans un jugement rendu quelques semaines après le procès de ses complices.
xliii Ce texte sera publié par *VSD* après la mort de Spaggiari. Il est cité dans le livre de Gilbert Picard, *Spaggiari ou le casse du siècle*, Collection Crime Story, Éditions Fleuve Noir.
xliv *L'Affaire Spaggiari*, de Serge Le Péron et Laurent Hakim.